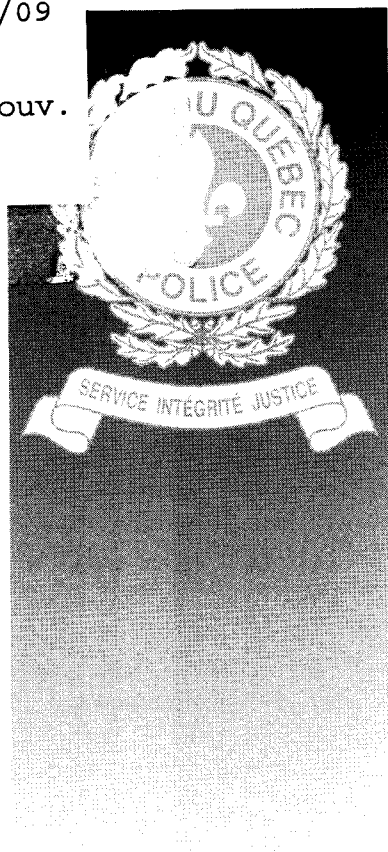


J8S9
E88
2008/09
2
QL
P. gouv.



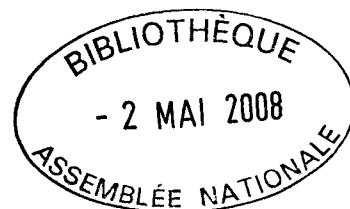
ÉTUDE DES CRÉDITS

2008-2009

DEMANDE

DE

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS



S.COM.15RP.88 1428

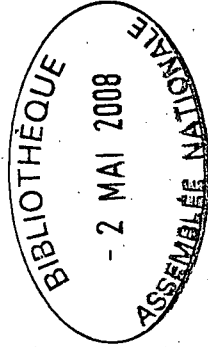
SÛRETÉ DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTIONS				
1	2	3		PAGE
16	27	—	Copie des résolutions envoyées par des conseils municipaux concernant les services de la Sûreté du Québec pour la période 2007-2008.	1
23	—	—	Le nombre d'effectifs affectés à la patrouille de la cybercriminalité, leur rémunération, ainsi que le coût du module de cybercrime de la Sûreté du Québec (SQ).	87
	26	—	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2001, et prévisions pour 2008-2009.	88
	28	—	Liste et montants des contrats de moins de 25 000\$ attribués en 2007-2008 autant pour les entreprises que pour les particuliers.	89
30	1	—	La liste des dirigeants de la Sûreté du Québec (SQ), la direction dont ils ont la responsabilité et leur rémunération respective pour la période 2007-2008 ainsi que les augmentations ou bonis reçus. Préciser le nombre de policiers retraités embauchés sous contrat pour la même période et le détail de leur rémunération.	90
31	2	—	La liste des dépenses de la direction « Surveillance du territoire » pour la période 2007-2008 et le budget pour la prochaine année.	91
32	3	—	La liste des dépenses de la direction « Administration » pour la période 2007-2008 et le budget pour la prochaine année.	92
33	4	—	La liste des dépenses de la direction « Enquêtes criminelles » pour la période 2007-2008 et le budget pour la prochaine année.	93
34	5	—	La liste des dépenses de la direction « Développement et affaires institutionnelles » pour la période 2007-2008 et le budget pour la prochaine année.	94
35	6	10	La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour les périodes 2006-2007 et 2007-2008, et les prévisions pour 2008-2009.	95
36	7	—	Le nombre de véhicules de la SQ répartis par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district au 31 mars 2008.	96

- 1 Ministère de la sécurité publique - Renseignements particuliers requis par l'Opposition officielle
- 2 Sûreté du Québec - Renseignements particuliers requis par l'Opposition officielle
- 3 Renseignements particuliers de l'Aile parlementaire du Parti Québécois



J889
E88
2008/09
2
P. gov.
Lectures
amplale

QUESTIONS			PAGE
1	2	3	
37	8	—	97
38	9	11	99
39	10	—	100
40	11	12	101
41	12	12	103
42	13	13	104
43	14	14	105
44	15	15	106
45	16	15	107
46	17	—	108
47	18	—	109
48	19	—	110
49	20	16	112
50	21	—	113

- 1 Ministère de la sécurité publique - Renseignements particuliers requis par l'Opposition officielle
2 Sûreté du Québec - Renseignements particuliers requis par l'Opposition officielle
3 Renseignements particuliers de l'Aile parlementaire du Parti Québécois

QUESTIONS			PAGE
1	2	3	
51	22	17	118
52	23	—	119
53	—	—	120
54	24	31	121
55	10	32	122
56	—	—	123
57	—	—	124
58	—	—	125
59	25	—	126
60	10	32	127
61	—	—	128
62	—	—	129
138	—	—	130

La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2007-2008, ainsi que les augmentations prévues.

Évaluation des coûts engendrés par les moyens de pression des policiers de la SQ en vue du renouvellement de leur convention collective, par région. Détailler l'impact direct ou indirect sur les budgets 2007-2008 et 2008-2009.

Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue et autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2007-2008.

Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2007-2008.

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2007 et les prévisions pour 2008.

Coûts pour assurer la sécurité lors d'événements tenus au Québec à l'initiative du gouvernement fédéral pour les périodes 2006-2007 et 2007-2008, ventilés par événements et par organisme gouvernemental.

Effectifs additionnels embauchés pour la période 2007-2008 par le Service de protection des personnalités pour la protection des ministres et coûts engendrés par ceux-ci.

Copie de la correspondance avec le gouvernement fédéral ou tout autre interlocuteur concernant le renouvellement d'entente tripartite sur les corps policiers autochtones.

Copie de toute correspondance concernant les Escouades régionales mixtes pour la période 2007-2008.

Liste des municipalités desservies par la Sûreté du Québec, copie des contrats et montant facturé à chacune d'elle pour 2007-2008.

Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total à la SQ pour la période 2006-2007 et 2007-2008.

Total et détail des montants facturés aux villes par la Sûreté du Québec lors d'assistance aux services de police municipaux de ces villes.

État de l'autofinancement de la Sûreté du Québec suite à la réforme de la carte policière. Coûts estimés de la réforme à ce jour.

1 Ministère de la sécurité publique - Renseignements particuliers requis par l'Opposition officielle
2 Sûreté du Québec - Renseignements particuliers requis par l'Opposition officielle
3 Renseignements particuliers de l'Aile parlementaire du Parti Québécois

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

COPIE DES RÉSOLUTIONS ENVOYÉES PAR DES CONSEILS MUNICIPAUX CONCERNANT LES SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC POUR LA PÉRIODE 2007-2008

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir documents annexés.

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE MONTMAGNY

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL d'une séance générale du conseil municipal de la Ville de Montmagny, tenue à l'hôtel de ville, le lundi 2 avril 2007, à vingt heures (20 h).

SONT PRÉSENTS :

M. le maire Jean-Guy Desrosiers, et les conseillers, M. Jean-Paul Boivin, M. Gaston Caron, M. Michel Coulombe, M. Michel Mercier, M. Michel Paquet et M. Jean-François Lachance, formant quorum sous la présidence de son honneur le maire. Le directeur général et le greffier sont également présents.

2007-148

EXEMPTION DE LECTURE ET ADOPTION DU RÈGLEMENT
NUMÉRO 981 AMENDANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 924
INTERDISANT LE VIRAGE À DROITE AU FEU ROUGE À CERTAINES
INTERSECTIONS

Il est proposé par M. Gaston Caron

Appuyé par M. Jean-François Lachance

ET RÉSOLU UNANIMEMENT

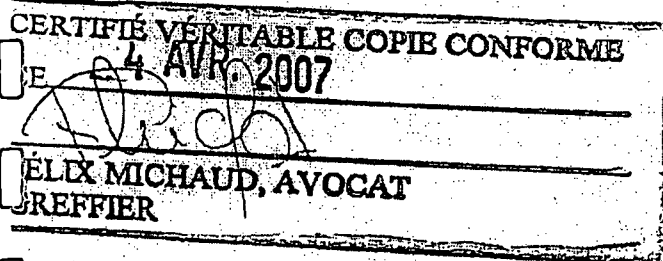
1. D'adopter le règlement numéro 981 amendant le règlement numéro 924 interdisant le virage à droite au feu rouge à certaines intersections, pour lequel un avis de motion a été donné à la séance du 12 mars 2007; les membres du conseil municipal déclarent avoir reçu copie du projet de règlement dans les délais prescrits par la loi et, par conséquent, déclarent avoir lu ledit règlement et renoncent à sa lecture.

Adoptée


GREFFIER


MAIRE

Signé à Montmagny, le 3 avril 2007



PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE MONTMAGNY

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL d'une séance générale du conseil municipal de la Ville de Montmagny, tenue à l'hôtel de ville, le lundi 2 avril 2007, à vingt heures (20 h).

SONT PRÉSENTS :

M. le maire Jean-Guy Desrosiers, et les conseillers, M. Jean-Paul Boivin, M. Gaston Caron, M. Michel Coulombe, M. Michel Mercier, M. Michel Paquet et M. Jean-François Lachance, formant quorum sous la présidence de son honneur le maire. Le directeur général et le greffier sont également présents.

2007-129

COMPÉTENCE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC - APPLICATION DU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE MONTMAGNY - AMENDEMENT À LA RÉSOLUTION NUMERO 2002-438

CONSIDÉRANT que la Ville de Montmagny, par sa résolution numéro 2002-438, a confirmé la compétence déléguée à la Sûreté du Québec pour l'application du *Code de sécurité routière* sur son territoire;

CONSIDÉRANT que d'autres lois et règlements doivent être appliqués sur le territoire de Montmagny en plus du CSR;

RTIRÉ VÉRITABLE COPIE CONFORME

4 AVR 2007

Richard
HAUD, AVOCAT

Il est proposé par M. Jean-Paul Boivin

Appuyé par M. Gaston Caron

ET RÉSOLU UNANIMEMENT

1. D'amender la résolution numéro 2002-438 en remplaçant l'article 1 par le suivant :

« De confirmer la compétence des agents de la paix de la Sûreté du Québec pour l'application du *Code de sécurité routière* et l'application de tout autre règlement, loi ou ordonnance, et ce, à compter du 13 septembre 2002; lesdits agents de la paix étant ainsi autorisés à délivrer, au nom de la Ville de Montmagny, un constat d'infraction pour toute infraction commise à l'égard de tel règlement, loi ou ordonnance. ».

2. De transmettre copie de la présente résolution à la Sûreté du Québec et à la Cour municipale commune de la Ville de Montmagny.

Adoptée

Richard
GREFFIER

Jean-Guy Desrosiers
MAIRE

Signé à Montmagny, le 3 avril 2007

VSP

MUNICIPALITÉ DE VILLAGE SAINT-PIERRE

R.I.P.R.I.
Caucus du:
12/09/2007
N° d'ordre:
118

Copie de résolution

A une session régulière x, spéciale n° ajournée

Tenue le 4 avril 2007 et à laquelle ont été présents son honneur le maire M. Roland Charest et les conseillers suivants: Membres les conseillers, Manon Loyer et Lynn Rivest, Messieurs les conseillers André Blouin, Denis Parent et Eric St-Georges formant quorum sous la présidence du maire.

Madame Edith Gagné, Secrétaire-trésorière, D.G., est aussi présente.

Absent: Mme Francine Girard

Résolution numéro 2007-026

DEMANDE DES COÛTS DE SERVICE DE POLICE SQ

Considérant l'Entente intermunicipale relative à l'organisation et au maintien d'un corps de police sur les territoires de Crabtree, Joliette, Notre-Dame-de-Lourdes, Notre-Dame-des-Prairies, Saint-Ambroise-de-Kildare, Saint-Charles-Borromée, Saint-Paul, Saint-Thomas, Sainte-Mélanie et Village Saint-Pierre et prévoyant la création d'une régie intermunicipale intervenue le 5 mars 1998;

Considérant que la Ville de Joliette a informé la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette de son intention de mettre fin à l'entente ayant mené à sa création, le tout conformément à l'article 15 de l'entente susmentionnée;

Considérant que l'intérêt des contribuables de la Municipalité de Village Saint-Pierre requiert que soient évaluées toutes les options offertes en matière de desserte policière;

En conséquence, il est proposé par M. Eric St-Georges, appuyé par M. André Blouin et unanimement résolu:

De demander au Ministre de la Sécurité publique du Québec d'autoriser la Sûreté du Québec à proposer à la Municipalité de Village Saint-Pierre une offre de service en bonne et due forme pour la desserte de son territoire.

ADOPTÉE

COPIE CONFORME DONNÉ À VILLAGE SAINT-PIERRE CE ONZIÈME JOUR DU MOIS D'AVRIL DEUX MILLE SEPT

SIGNÉ
Roland Charest, maire

SIGNÉ
Edith Gagné, secré-tréso, DG

458 756 2735 1:1 458 753 9933 3/3

SEP-12-2007 12:23 DE VILLAGE ST PIERRE 458 756 2735

5

Dossier Police - DESSERTE POLICIÈRE DE LA MUNICIPALITÉ
DE SAINTE-MÉLANIE - DEMANDE D'UNE OFFRE DE SERVICE
À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

CONSIDÉRANT l'entente intermunicipale relative à l'organisation et au maintien d'un corps de police sur les territoires de Crabtree, Joliette, Notre-Dame-de-Lourdes, Notre-Dame-des-Prairies, Saint-Ambroise, Saint-Charles Boromée, Saint-Paul, Saint-Thomas, Sainte-Mélanie et village Saint-Pierre et prévoyant la création d'une régie intermunicipale intervenue le 5 mars 1998;

CONSIDÉRANT que l'entente de la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette viendra à échéance le 11 avril 2008;

CONSIDÉRANT que l'article 15 de la dite entente stipule que cette dernière ne peut se renouveler automatiquement si au moins une des municipalités n'informe la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette de son intention d'y mettre fin ou d'en renégocier certains termes ou conditions;

CONSIDÉRANT que les services de la Sûreté du Québec peuvent être fournis à la municipalité de Sainte-Mélanie advenant que l'entente de la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette ne soit pas renouvelée;

CONSIDÉRANT que la municipalité de Sainte-Mélanie désire évaluer toutes les options possibles en matière de desserte policière sur son territoire;

POUR CES MOTIFS,

2007-04-80

Il est proposé par M. Serge Perreault
Et résolu à l'unanimité des conseillers que :

- 1) Que la municipalité de Sainte-Mélanie demande au Ministre de la Sécurité Publique d'autoriser la Sûreté du Québec à lui proposer une offre de service afin de desservir son territoire;
- 2) Qu'une copie de la présente résolution soit expédiée au Ministre de la Sécurité Publique.

Adoptée.

Canada
Province du Québec
MRC du Domaine-du-Roy

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil de la municipalité régionale de comté du Domaine-du-Roy, tenue à la Mairie de Roberval le mardi 10 avril 2007.

Étaient présents à cette réunion :

M. Jacques Asselin	Maire de La Doré
M. Jocelyn Bouchard	Représentant de Roberval
M. Victor Desgagné	Maire de Saint-François-de-Sales
M. Michel Doré	Représentant de Chambord
M. Luc Gibbons	Représentant de Saint-Félicien
M. A.-Guy Laroche	Maire de Lac-Bouchette
M. Denis Lebel	Maire de Roberval
M. Gabriel Martel	Maire de Saint-André
M. Louis Routhier	Représentant de Saint-Prime
M. Gilles Toulouse	Maire de Sainte-Hedwidge
M. Gilles Veilleux	Représentant de Roberval

Formant quorum et siégeant sous la présidence de M. Bernard Généreux, préfet et maire de Saint-Prime.

RÉSOLUTION N° 2007-095

Sujet : Renouvellement de l'entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec

Attendu que l'entente intervenue entre la MRC du Domaine-du-Roy, le ministère de la Sécurité publique et la Sûreté du Québec, relativement à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec, est venue à échéance le 31 décembre 2002;

Attendu que le comité de sécurité publique de la MRC du Domaine-du-Roy, après analyse des besoins du territoire et des services offerts par la Sûreté du Québec, recommande au conseil de la MRC de procéder au renouvellement de ladite entente;

Par conséquent, il est proposé par M. Gabriel Martel, appuyé par M. Denis Lebel et résolu à l'unanimité des conseillers d'autoriser le renouvellement de l'entente à intervenir avec le ministère de la Sécurité publique et la Sûreté du Québec, relativement à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec.

Que MM. Bernard Généreux et Denis Taillon, respectivement préfet et directeur général, soient autorisés à signer cette entente pour et au nom de la MRC du Domaine-du-Roy.

Donné à Roberval ce douzième jour d'avril de l'an deux mille sept.

Copie certifiée conforme

Mario Gagnon

Directeur général adjoint

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL de la session régulière du conseil de la
Municipalité régionale de comté de La Nouvelle-Beauce, tenue le 17 avril 2007,
sous la présidence du préfet, M. Richard Lehoux.

En présence de :

Yvon Asselin
François Barret
Rodrigue Boily
Lise Cloutier
Adrienne Gagné
Harold Guay
Yvan Leblond
Liboire Lefebvre
Clément Morin
Sonia Paradis
Roger Walsh, représentant

Municipalité de Sainte-Hénédine
Municipalité de Saint-Lambert-de-Lauzon
Municipalité de Saints-Anges
Municipalité de Vallée-Jonction
Municipalité de Sainte-Marguerite
Ville de Sainte-Marie
Municipalité de Scott
Municipalité de Saint-Bernard
Municipalité de Saint-Isidore
Municipalité de Frampton
Municipalité de Saint-Elzéar

formant le corps complet de ce conseil

Le directeur général et secrétaire-trésorier, M. Mario Caron, est également présent.

Résolution n° 8336-04-2007

Objet : Entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du
Québec sur le territoire de la MRC de La Nouvelle-Beauce

ATTENDU que la Sûreté du Québec fournit les services de police à dix (10)
municipalités locales du territoire de la MRC de La Nouvelle-Beauce;

ATTENDU qu'une première entente relative à la fourniture de services par la Sûreté du
Québec a fait l'objet d'une signature en 1998 et qu'elle viendra bientôt à échéance;

ATTENDU la réponse positive donnée à la suite de demandes formulées par le conseil
de la MRC et du comité de sécurité publique afin de bonifier le nombre d'effectifs de la
Sûreté du Québec sur notre territoire;

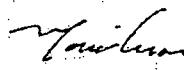
ATTENDU les recommandations favorables du comité de sécurité publique sur ce
dossier;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par M. François Barret, appuyé par M. Clément
Morin et résolu à l'unanimité des municipalités participantes :

Que le conseil de la MRC accepte l'« Entente relative à la fourniture de services de
police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC » et autorise le préfet et le
directeur général et secrétaire-trésorier à procéder à la signature de celle-ci.

Je certifie que le texte ci-haut est une copie authentique d'une résolution adoptée par le conseil,
sujette à l'approbation du procès-verbal de l'adite séance.

Copie certifiée conforme, ce 20 avril 2007


Mario Caron, OMA
Directeur général
et secrétaire-trésorier

8

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS
du conseil de la Municipalité régionale de comté de Coaticook

EXTRAIT DE LA SESSION ORDINAIRE DUDIT CONSEIL TENUE LE 18 AVRIL 2007, À 19 H 30, À LA SALLE MULTIFONCTIONNELLE DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE COATICOOK, SISE AU 294, RUE SAINT-JACQUES NORD, COATICOOK. LE CONSEIL FORMANT QUORUM SOUS LA PRÉSIDENTE DE MADAME LINDA OUELLET, PRÉFÈTE ADJOINTE.

RÉSOLUTION - CM2007-04-141

AUTRES AFFAIRES
ENTENTE RELATIVE À LA FOURNITURE DE SERVICES DE POLICE DE LA
SÛRETÉ DU QUÉBEC
SIGNATURE DE L'ENTENTE 2007- 2017.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 72 de la *Loi sur la police* (L.R.Q., c. P-13.1) une municipalité locale, qui ne fait partie ni d'une communauté métropolitaine, ni d'une région métropolitaine de recensement et dont la population est de moins de 50 000 habitants est desservie par la Sûreté du Québec, à moins qu'elle ait décidé, en application de l'article 353.1 d'être desservie par un corps de police municipale ;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 77 de la *Loi sur la police* le coût des services de police fournis par la Sûreté du Québec est établi suivant les règles de calcul et les tarifs prévus au Règlement approuvé par le gouvernement et qu'il est à la charge de la ou les municipalités locales concernées ;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 76 de la *Loi sur la police* une entente est requise afin que la Sûreté du Québec desserve les municipalités locales de la MRC de Coaticook ;

ATTENDU que le conseil prend en compte un projet d'«Entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC» et en fait sien comme ici au long reproduit ;

ATTENDU que le projet comporte quelques coquilles ;

ATTENDU que l'entente est d'une durée de 10 ans, renouvelable par d'autres périodes successives de 10 ans ;

SUR PROPOSITION du conseiller régional Richard Belleville
APPUYÉE par le conseiller régional Réjean Masson

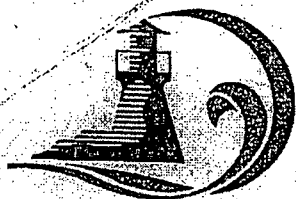
IL EST RÉSOLU d'autoriser le préfet et la secrétaire-trésorière à signer l'«Entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC», tel que présenté, tout en prenant pour acquis que les coquilles soulevées seront corrigées pour la signature de l'entente.

ADOPTION

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Sous réserve des approbations
Ce 09^e jour de mai 2007.


Nancy Bilodeau,
Greffière, OMA





*Municipalité de
Deschaillons-sur-Saint-Laurent*

EXTRAIT CONFORME du procès-verbal de la session ordinaire du conseil de la
Municipalité de Deschaillons-sur-Saint-Laurent tenue le 1^{er} jour du mois de mai
2007 à 20 heures au lieu ordinaire des sessions et à laquelle étaient présents:

M.	Christian Baril	maire
Mme	Janine Demers	conseillère siège #1
MM.	Jean-Robert Dufour	conseiller siège #2
	Daniel Lahaie	conseiller siège #4
	Daniel Demers	conseiller siège #5

ET TOUS FORMANT QUORUM sous la présidence du maire Christian Baril.

9. **TRANSPORT**
Sûreté du Québec – règlements municipaux

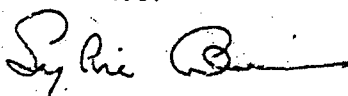
RÉSOLUTION #2007-05-091

Considérant la problématique de circulation à haute vitesse dans les rues de la
municipalité mettant en cause la sécurité des piétons ;

Considérant que des jeunes se regroupent au terrain des loisirs et au centre du
secteur urbain et circulent dans les rues à une vitesse excessive avec
crissements de pneus et ne respectant pas les normes de paix et de bon ordre;

Il est proposé par Jean-Robert Dufour et résolu à l'unanimité des conseillers
présents de demander à la Sûreté du Québec d'intervenir et d'appliquer avec
rigueur tout règlement ou loi applicable ainsi que les règlements municipaux
dont, entre autres, le règlement #074-2006 concernant la sécurité, la paix et le
bon ordre et le règlement #076-2006 concernant les nuisances.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Donnée à Deschaillons-sur-Saint-Laurent
Ca 7 mai 2007


Sylvie Dubois
Directrice générale et secrétaire-trésorière

Le 10 mai 2007

Procès-verbal ☐ Copie de résolution ☒

À une session régulière ☒ , spéciale ☐ , tenue le 7 mai à 20 h 00 et à laquelle sont présents le maire, M. Gilbert Sénéchal, la conseillère et les conseillers suivants:

M^{me} Francine Gagné
MM Steeve Parent
Marcel D'Astous
Gilbert Marquis
Jean-Marc Turcotte
Jean-Louis Roussel

formant quorum sous la présidence de M. Gilbert Sénéchal, M^{me} Manon Caron, secrétaire trésorière est aussi présent

SÛRETÉ DU QUÉBEC ET SÉCURITÉ ROUTIÈRE

054-2007

- Considérant que dans notre municipalité, il y a régulièrement des SHOWS de BOUCANE, de la vitesse excessive et la circulation de véhicules hors route ;
- Considérant que des citoyens (ennes) portent plainte à la Sûreté du Québec et que rien ne se passe ;
- Considérant que l'ensemble de nos citoyens (ennes) sont excédés de cette situation ;
- Considérant que cette situation est intolérable, les piétons, les cyclistes, les automobilistes ne sont plus en sécurité sur les routes ;
- Considérant que la municipalité de St-Noël défraie un montant annuel de 18 215 \$ pour le service de la Sûreté du Québec qui est payé sous forme de taxes par les citoyens (ennes) et qu'ils s'attendent à un service de qualité ;

Pour ces motifs, il est proposé par M. Gilbert Marquis et résolu à l'unanimité d'aviser la Sûreté du Québec que la Municipalité de St-Noël est insatisfaite de leur travail et leur demande de trouver une solution pour remédier à la situation, et ce, avant qu'un accident arrive par négligence.

Municipalité de Scott

M.R.C. Nouvelle-Beauce

Province de Québec



Extrait procès verbal

Séance régulière du 7 mai 2007

À cette assemblée régulière tenue le septième jour du mois de mai de l'an deux mille sept, étaient présents, Madame et Messieurs les membres du Conseil.

*Monsieur Clément Marcoux
Monsieur Clément Roy
Monsieur Johnny Carrier*

*Monsieur Ghislain Pouliot
Monsieur Claude Poulin
Madame Myriam Drouin*

Monsieur Yvan Leblond, (maire) absent

Monsieur Clément Marcoux agit à titre de pro-maire

Madame Nicole Thibodeau, directeur-général et secrétaire-trésorier est aussi présente.

Demande de retrait du panneau d'arrêt obligatoire, coin Morin et Drouin

CONSIDÉRANT qu'une demande a été adressée à la Municipalité, de voir à retirer les panneaux de signalisation coin rue Morin et Drouin;

CONSIDÉRANT la vitesse excessive et l'omission de faire l'arrêt obligatoire;

IL EST PROPOSÉ par le conseiller Claude Poulin

ET RÉSOLU UNANIMEMENT que les deux (2) panneaux de signalisation d'arrêt obligatoire installés au coin de la rue Morin et Drouin demeurent en place. Une demande sera adressée à la Sûreté du Québec afin de voir à faire respecter la signalisation.

Nicole Thibodeau
Nicole Thibodeau, g.m.d.
Directeur-général
Municipalité de Scott

c.c. Carl Champagne

NT/mc

2007 NOV. 09



**PROCÈS-VERBAUX DE LA MUNICIPALITÉ
RÉGIONALE DE COMTÉ DE LOTBINIÈRE**

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE DU CONSEIL
DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LOTBINIÈRE
TENUE LE 9 MAI 2007 À LAURIER-STATION**

116-05-2007

RENOUVELLEMENT DE L'ENTENTE AVEC LA SQ

Attendu que l'entente avec la Sûreté du Québec est à renouveler;

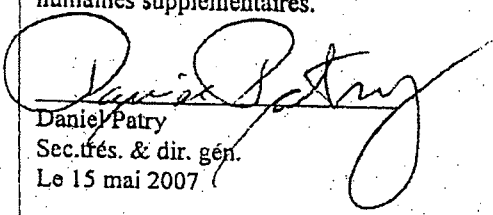
Attendu la résolution adoptée le 9 juin 2004 no. 177-06-2004 (voir annexe 3);

Attendu que le comité de sécurité publique a rencontré à quelques reprises les autorités de la Sûreté du Québec pour obtenir des ressources additionnelles;

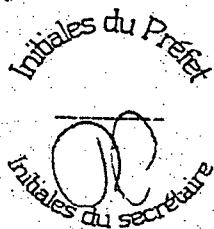
Attendu que le commandant Jacques Ayotte a convenu d'accorder 2 ressources additionnelles au poste de la Sûreté du Québec de Laurier à l'année et d'assurer qu'il y aura deux véhicules de patrouille pour la période du 1^{er} juin au 1^{er} octobre de chaque année de 19h00 à 4h00 du matin les jeudi, vendredi et samedi;

Attendu que le CSP recommande au conseil des maires d'accepter cette proposition et de signer le renouvellement de l'entente;

Il est proposé par Monsieur Jacques Gauthier, appuyé par Monsieur Gérald Laganière et résolu de mandater le préfet M. Maurice Sénécal et la directeur-général M. Daniel Patry à signer le renouvellement de l'entente avec la Sûreté du Québec pour une période de 10 ans compte tenu de l'ajout des ressources humaines supplémentaires.


Daniel Patry
Sec. trés. & dir. gén.
Le 15 mai 2007

N° de résolution
ou annotation



177-06-2004

PROCÈS-VERBAUX DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LOTBINIÈRE

ANNEXE 3

RESSOURCES HUMAINES À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC VS ENTENTE

Considérant que la Sûreté du Québec n'a pas autorité dans l'établissement de la facture "dite de police";

Considérant que l'entente cadre qui a été négociée par le Ministère de la Sécurité et la FQM n'est pas négociable à notre niveau;

Considérant que sur le territoire de notre MRC, nous avons une problématique importante avec des individus reliés aux groupes de motards, lesquels opèrent dans le domaine du trafic des stupéfiants;

Considérant que la consommation de drogues, le trafic et la culture du cannabis sont malheureusement trop présents dans notre MRC;

Considérant que la présence de trafiquants dans nos écoles requiert la présence d'enquêteurs (PIMS) provenant de notre groupe de patrouilleurs, ceci illustrant l'importance que le milieu accorde à ce type de criminalité;

Considérant que malgré l'implication du bureau des enquêtes criminelles du district à l'égard des crimes reliés aux groupes criminalisés tels les motards et les gangs de rue, la charge de travail des enquêteurs du poste en est affectée puisqu'ils sont toujours les premiers intervenants;

Considérant que les crimes reliés à la violence conjugale sont en augmentation et qu'un sondage commandé par la S.Q. révèle que 42,2 % des femmes du territoire se sentent insécurisées;

Considérant que des criminels des villes voisines choisissent de commettre certains de leurs crimes sur notre territoire, ce qui entraîne une charge de travail additionnelle pour nos agents malgré la présence du Bureau régional d'enquête du district de la Capitale-Nationale - Chaudière-Appalaches (CNCA);

Considérant que la présence du poste de Laurier-Station en bordure de l'autoroute Jean-Lesage, peut, à la demande d'automobilistes ou du poste autoroutier, porter assistance lors d'événements importants, et ce, dû à sa rapidité d'intervention, privant ainsi notre région de ressources indispensables pour patrouiller ce vaste territoire doté d'un réseau routier de 1 661 km²;

Considérant que les autorités de la S.Q. ont choisi d'appliquer un modèle de police de proximité, lequel a créé des attentes additionnelles dans la population alors que les mêmes ressources policières doivent continuer à s'investir dans la mission traditionnelle de ce corps de police;

Considérant que le comité de Sécurité publique (CSP) de la MRC et les autorités du poste de police local, avaient convenu de créer un projet novateur visant à donner une plus grande visibilité à la Sûreté du Québec dans la région, tout en favorisant de meilleurs contacts avec la population en général et en accroissant la sécurité en vélo. Pour ce faire, des commerçants du milieu y ont investis dans l'achat du matériel requis, alors que faute de disponibilités, la vélo-patrouille n'a pratiquement jamais roulé;

Considérant que le territoire de la MRC de Lotbinière comporte plusieurs dizaines de kilomètres de sentier de motoneige et de VTT à patrouiller, augmentant la tâche des patrouilleurs;

Considérant que le parrainage des municipalités a créé de nouvelles obligations venant accroître la tâche des agents sans que l'on en augmente les effectifs;

Considérant que la comparaison de l'évaluation de la charge de travail annexé au Plan d'organisation des ressources policières de la MRC de Lotbinière révèle une augmentation de 10% de la criminalité entre 2002 et 2004; ce que confirme d'ailleurs le rapport annuel d'activités en date du 28 août 2003;

Initiales du Préfet
Initiales du secrétaire

PROCÈS-VERBAUX DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LOTBINIÈRE

Considérant que plusieurs MRC semblent posséder davantage d'effectifs que nous alors que leur criminalité serait de moindre importance malgré leur caractère distinct;

Considérant que certaines d'entre elles connaissent une décroissance démographique et que leurs effectifs demeurent le même;

Considérant qu'actuellement que la norme de 1 agent par tranche de 1 000 habitants n'est pas respectée alors qu'en 1996 on obligeait les municipalités possédant un corps de police municipale à respecter cette norme tout en les incitant à offrir 1,25 agents par 1 000 habitants;

Considérant que la MRC de Lotbinière est désireuse de renouveler son entente avec la Sûreté du Québec si cette dernière s'y engage à augmenter les effectifs du poste de Laurier-Station dès la signature de cette entente et de les augmenter lorsque requis ;

Il est proposé par Madame Marlene Demers, appuyé par Monsieur Robert Samson , que la MRC de Lotbinière soucieuse de la sécurité de sa population demande que le ministère de la Sécurité publique accorde des ressources financières additionnelles afin que les effectifs du poste de Laurier-Station puissent être augmentés de deux agents dans les plus brefs délais et qu'il y ait rajustement si l'on assiste à une augmentation de la criminalité sur notre territoire ou une augmentation de notre population.

Vote : pour 17; contre 1 résolution adoptée.

N° de résolution
ou annotation

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ ROBERT-CLICHE

Extrait du procès-verbal de la séance régulière du Conseil des maires de la Municipalité régionale de comté Robert-Cliche tenue au 111-A, 107^e Rue à Beauceville le mercredi 9 mai 2007 à 20 heures.

Étaient présents MM. André Labbé, préfet et maire de Saint-Odilon-de-Cranbourne
 M. Jean-Guy Bolduc, maire de Beauceville
 Michel Cliche, maire de Saint-Joseph-de-Beauce
 Henri Gagné, maire de Saint-Frédéric
 Roland Giguère, maire de Saint-Victor
 M. Christian Jacques, maire de Tring-Jonction
 Louis Jacques, maire de Saint-Joseph-des-Érables
 Jean-Rock Veilleux, maire de Saint-Alfred
 M. Daniel Perron, maire de Saint-Séverin
 MMe Ghislaine Doyon, maire de Saint-Jules

Formant quorum sous la présidence de monsieur André Labbé, préfet et maire de Saint-Odilon-de-Cranbourne.

Étaient aussi présents MM. Gilbert Caron, secrétaire-trésorier et directeur général;
 Renal Roy, évaluateur agréé et directeur général adjoint;
 Marc-André Bérubé, coordonnateur à l'aménagement

RÉSOLUTION 3930-07

REÇU LE

12 MAI 2007

ATTENDU QUE la première entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC Robert-Cliche a pris fin en juin 2003 et qu'aucune nouvelle entente n'a été signée depuis ce temps;

ATTENDU QU'un projet d'entente, d'une durée de dix (10) ans a été présenté par la Sûreté du Québec au Comité de sécurité publique de la MRC lors de sa réunion du 17 avril;

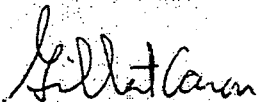
ATTENDU QUE ce projet comprend, entre autres, l'ajout de deux ressources permanentes au poste de Saint-Joseph-de-Beauce;

ATTENDU QUE les membres du Comité de sécurité publique de la MRC recommande au Conseil d'accepter ladite offre d'entente;

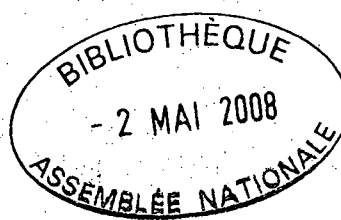
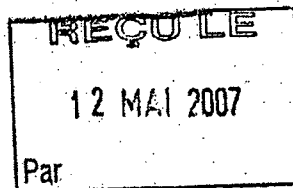
Sur la proposition de monsieur Christian Jacques, il est résolu à l'unanimité :

- QUE le Conseil de la MRC Robert-Cliche accepte l'offre de la Sûreté du Québec présentée au CSP de la MRC le 17 avril 2007 pour renouveler l'entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC Robert-Cliche pour les dix (10) prochaines années;
- QUE le préfet monsieur André Labbé, et le directeur général, monsieur Gilbert Caron, soient autorisés à signer ladite entente.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
CE 10 mai 2007



GILBERT CARON
SECRÉTAIRE TRÉSORIER
DIRECTEUR GÉNÉRAL



PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE SAINT-FÉLICIEN

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE
RÉGULIÈRE DU CONSEIL DE LA VILLE DE SAINT-
FÉLICIEN TENUE LE VINGT-HUITIÈME JOUR DE MAI
DEUX MILLE SEPT.

28-0507-17

OBJET: DEMANDE À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC D'APPLIQUER DE FAÇON STRICTE ET
SÉVÈRE LE RÉGLEMENT 04-622 CONCERNANT LES CHIENS ET APPEL AU
CIVISME

ATTENDU QUE malgré les termes du règlement 04-622 concernant
les chiens, on rapporte régulièrement aux services municipaux que des
chiens laissés en liberté incommode les passants, piétons ou cyclistes
par des agissements agressifs;

ATTENDU QUE le Conseil est d'avis que la situation est rendue telle
qu'il est devenu nécessaire de demander à la Sûreté du Québec
d'appliquer le règlement 04-622 de façon très stricte et très sévère;

IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU
SUR PROPOSITION DE MONSIEUR BERNARD BOIVIN
APPUYÉE DE MADAME SONIA BOUDREAU

QUE la Ville de Saint-Félicien demande à la Sûreté du Québec
d'appliquer sévèrement le règlement 04-622, et plus particulièrement les
articles 20 (faisant infraction du fait de laisser à l'extérieur un chien non
entravé sur un terrain non clôturé), 17 et 23.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

À SAINT-FÉLICIEN, CE 30 MAI 2007


ME LUC BERGERON, AVOCAT, OMA
GREFFIER DE LA VILLE



EXTRAIT du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal, tenue en la salle de l'hôtel de ville, lundi le 4 juin 2007.

RÉS. 07-06-41

RENCONTRE AVEC LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

CONSIDÉRANT les problèmes de non respect de diverses dispositions du Code de la sécurité routière au sein de la ville de Gaspé;

CONSIDÉRANT QUE le Code de la sécurité routière relève de la Sûreté du Québec et que la Ville de Gaspé verse annuellement une somme de 1,5 million à cet organisme;

CONSIDÉRANT l'importance de la dimension sécurité publique dans la ville;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Nicole Perry Fortin,

Et résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal sollicite par la présente une rencontre avec le Directeur de la Sûreté du Québec du poste de la MRC de la Côte-de-Gaspé afin de tenter de trouver une alternative pour améliorer la sécurité publique sur le territoire de la ville de Gaspé.

Gaspé, le 5 juin 2007

(s) Aline Perry
Aline Perry, maire suppléant

(s) Sébastien Fournier
Sébastien Fournier, greffier

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Ce 16 novembre 2007


Sébastien Fournier, greffier

CABINET DU MAIRE

Tél. : (418) 368-8501

DIRECTION GÉNÉRALE

Tél. : (418) 368-8503

Courriel : direction.generale@ville.gaspe.qc.ca

URBANISME, AMÉNAGEMENT

ET ENVIRONNEMENT

Tél. : (418) 368-8530

Courriel : urbanisme@ville.gaspe.qc.ca

DÉVELOPPEMENT LOCAL,

LOISIRS ET CULTURE

Tél. : (418) 368-8523

Courriel : loisirs@ville.gaspe.qc.ca

SERVICES JURIDIQUES

Tél. : (418) 368-8505

Courriel : greffe@ville.gaspe.qc.ca

25, rue de l'Hôtel-de-ville, Gaspé (Québec) G4X 2A5 Téléc. : (418) 368-8532
Site web : www.ville.gaspe.qc.ca

19

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-PAULE

04 juin 2007

RÉSOLUTION # 07-06.123

La résolution suivante a été adoptée par le Conseil municipal de Sainte-Paule, le 4 juin 2007, lors de la session régulière du mois, tenue à la salle du conseil du centre communautaire à 19h 30 et à laquelle étaient présents la conseillère Barbara Lehouillier et les conseillers Adrien Pellerier, Alfred D'Amours, et Victor Sirois, tous formant quorum sous la présidence de monsieur le maire Yvan Côté.

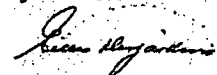
Demande à la Sûreté du Québec

IL EST PROPOSÉ par le conseiller Alfred D'Amours et résolu à l'unanimité des conseillers;

QUE le conseil municipal demande à la Sûreté du Québec, poste de la MRC de Matane, d'apporter une surveillance plus adéquate sur la vitesse des véhicules qui traversent le village, puisqu'au cours des derniers mois il a été remarqué que la surveillance a été relâchée de la part de la S.Q., d'autant plus qu'au cours des prochaines semaines le transport de copeaux va s'accroître puisque des bateaux vont livrer à Matane des copeaux qui seront transportés à l'usine de Sayabec en passant par Sainte-Paule;

QU'une rencontre soit demandée avec le policier responsable de la municipalité, monsieur Roger Harrisson.

Copie conforme,
5 juin 2007.



Gilles Desjardins, g.m.a.
directeur général/
secrétaire-trésorier.

Municipalité de Trois-Rives
258 chemin Saint-Joseph
Trois-Rives G0X 2C0

819-646-5686

Extrait du :

Procès-verbal de la séance du conseil municipal tenue le 4 juin 2007 au centre communautaire de Trois-Rives situé au 4457, route 155 à Grande-Anse.

07-06-134

Demande de surveillance accrue à la Sûreté du Québec

Considérant les excès de vitesse commis par les automobilistes empruntant le chemin Saint-Joseph à Saint-Joseph-de-Mékinac, plus particulièrement le vendredi et le dimanche, entre 16 h et 20 h;

En conséquence, sur la proposition de Claude Doucet, appuyée par Godfrey Plachta, il est unanimement résolu, de demander à la Sûreté du Québec de Saint-Tite de redoubler de surveillance dans le village de Saint-Joseph-de-Mékinac aux jours et heures précités.

Extrait du Procès-Verbal
Ou du 6 juin 2007
Copie de résolution
Municipalité de la Paroisse de Disraeli
À la session du 6 juin 2007 du Conseil de la
Municipalité de la Paroisse de Disraeli
et à laquelle étaient présents le maire,
M. André Gosselin

et les conseillers (ères) suivants (tes) :

M. Rock Lessard
Mme Marie Roy
M. Bertrand Lemay
M. Gaétan Phaneuf
M. Jean-Denis Nolet
Mme Hélène Côte

ATTENDU QUE la limite de vitesse sur le pont situé sur le chemin du Pansu est de 80 km/h;

ATTENDU QUE ledit pont est très étroit et que plusieurs piétons y circulent;

ATTENDU QU'un site d'observation pour la frayère à dorés est instauré à cet endroit;

ATTENDU QUE ledit pont est situé dans une zone de villégiature et que nous retrouvons plusieurs chemins à proximité de ce pont;

ATTENDU QUE la sécurité de nos citoyens est primordiale;

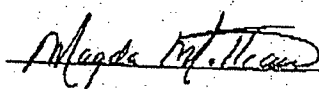
ATTENDU QUE la municipalité a formulée une demande auprès du Ministère des Transports, afin de diminuer cette limite de vitesse et ladite demande a été refusée;

EN CONSÉQUENCE il est proposé par le conseiller Gaétan Phaneuf et appuyé par le conseiller Rock Lessard;

QUE la municipalité de la Paroisse de Disraeli demande à la Sûreté du Québec d'appuyer notre demande, afin que la limite de vitesse sur le pont situé sur le chemin du Pansu soit diminuée à 50 km/h.

ADOPTÉE à l'unanimité des conseillers (ères)
le maire n'ayant pas voté.

EXTRAIT CONFORME
CERTIFIÉ CE 7 juin 2007



Mme Magda Matteau
Directrice générale, sec.-trés.



MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE ROUVILLE

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Salle du Conseil, 500, rue Desjardins, Marieville
Session ordinaire du 6 juin 2007

Sont présents: Mme Susie Dubois, maire de Rougemont, MM. Yvon Boucher, maire de Saint-Césaire, Martial Gousy, maire de Saint-Paul-d'Abbotsford, Rosaire Houle, maire d'Ange-Gardien, Jacques Ladouceur, maire de Richelieu, Michel Marchand, maire de Marieville, Michel Picotte, maire de Sainte-Angèle-de-Monnoir, et Réal Picotte, conseiller et représentant de Saint-Mathias-sur-Richelieu.

Les membres présents forment le quorum sous la présidence du préfet, Mme Susie Dubois.

Mme Marie-Ève Brin, coordonnatrice à la gestion des cours d'eau, et MM. Rosaire Marcil, secrétaire-trésorier, et Francis Provencher, coordonnateur à l'aménagement.

Résolution 07-06-7037

Entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC

Considérant qu'il a été déposé et présenté aux membres du Comité de sécurité publique de la MRC de Rouville, lors d'une rencontre tenue le 30 avril 2007 avec le commandant Christian Chalin du District de la Montérégie de la Sûreté du Québec, un projet d'entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC ainsi qu'une version préliminaire du plan d'organisation des ressources policières pour le territoire de la MRC, auquel réfère l'entente;

Considérant, après étude de ces documents, que le Comité de sécurité publique, par sa résolution CSP07-05-179 du 3 mai 2007, recommande l'acceptation et la signature par la MRC de Rouville de cette entente;

En conséquence, il est proposé par M. Martial Gousy, appuyé par M. Rosaire Houle, et résolu que le conseil de la MRC de Rouville accepte l'Entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC entre la MRC de Rouville, le ministre de la Sécurité publique et la Sûreté du Québec, soumise au Comité de sécurité publique de la MRC en date du 30 avril 2007, laquelle entente est jointe à la présente résolution comme si elle était ici au long reproduite;

il est également résolu d'autoriser la signature de cette entente par le préfet, madame Susie Dubois, et le directeur général, monsieur Rosaire Marcil.

Adoptée par les représentants des municipalités desservies par la Sûreté du Québec

Le texte de la présente résolution pourrait être modifié lors de l'adoption du procès-verbal.

Copie certifiée conforme
ce 7 juin 2007

Rosaire Marcil
Secrétaire-trésorier et
directeur général



MRC
DE MONTMAGNY

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL D'UNE SESSION RÉGULIÈRE DU CONSEIL DE LA
MRC DE MONTMAGNY, TENUE À LA MRC DE MONTMAGNY, MARDI LE 12 JUIN
2007, À 20H30, À LAQUELLE SONT PRÉSENTS LES MAIRES SUIVANTS :

MESDAMES FRANÇOISE AUCLAIR, THÉRÈSE MERCIER ET JEANNINE L. MERCIER,
MESSIEURS ROSARIO BOSSE, JEAN-GUY DESROSIERS, LÉANDRE CÔTÉ, ALAIN
FORTIER, PIERRE FORTIN, LOUIS LACHANCE, YVES LAFLAMME, ANDRÉ MERCIER,
RÉAL BOLDUC, JACQUES ANDRÉ ROY ET ÉMILE TANGUAY.

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. MARCEL CATELLIER, PRÉFET DE LA MRC DE MONTMAGNY

SONT ÉGALEMENT PRÉSENTS : Madame Nancy Labrecque, directrice générale, Monsieur
Daniel Racine, directeur général adjoint et coordonnateur en aménagement et Madame
Julie Roy, chargée de projets municipaux et responsable des dossiers légaux.

POSTE AUTOROUTIER

- CONSIDÉRANT que l'on a été informé de l'intention de la Sûreté du Québec de
déménager le poste autoroutier de Chaudière-Appalaches situé à Saint-Jean-Port-Joli
dans un nouveau poste à la tête des ponts;
- CONSIDÉRANT que la SQ semble ainsi vouloir concentrer l'ensemble des postes
autoroutiers de la région Chaudière-Appalaches à cet endroit;
- CONSIDÉRANT que même s'il ne s'agit pas de coupures d'effectifs, il s'agit tout de
même d'une perte pour les régions rurales de Chaudière-Appalaches;

EN CONSÉQUENCE,

2007-06-04

IL EST PROPOSÉ PAR : MME THÉRÈSE MERCIER
APPUYÉ PAR : M. ALAIN FORTIER

ET UNANIMEMENT RÉSOLU

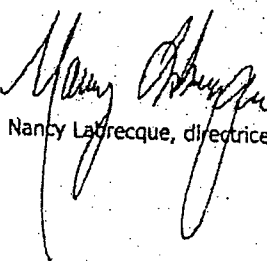
QUE le Conseil de la MRC de Montmagny avise le commandant du district Québec-
Nationale-Chaudière-Appalaches, M. Jacques Ayotte, que l'on s'oppose à cette
réorganisation qui se fait au détriment des milieux ruraux.

QU'une copie de cette résolution soit également transmise aux MRC de Chaudière-
Appalaches.

ADOPTÉ

Marcel Catellier, préfet (Signé) Nancy Labrecque, directrice générale

COPIE CERTIFIÉE CONFORME,
MONTMAGNY, ce 20^e jour de juin 2007


Nancy Labrecque, directrice générale

159, rue Saint-Louis, Montmagny, Québec G5V 1N5
Tél.: (418) 248-5985 • Fax: (418) 248-4624
Courriel: mrc@montmagny.com • Site Internet: www.montmagny.com



Municipalité régionale de comté de Matawinie
3184, chemin Arctique, Québec (Québec) J0K 1S0
Tél: 450.834.5441 1.800.284.5441 Téléc: 450.834.6560

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE
DE COMTE DE MATAWINIE

EXCERPTS: Minutes du 10^{ème} conseil de l'Assemblée spéciale
du Conseil de la Municipalité régionale de comté de
Matawinie, tenu le 19 juin 2007, à Québec.

SONT PRÉSENTS

M. Gaëtan Morin, préfet, maire de Sainte-Marthe-de-Kildare;
MME Louise Major, préfète suppléante, conseillère de Riverview;
Lyne Mercier, conseillère de comté, conseillère de Saint-Eusèbe-de-l'Énergie;
Madeleine Richard, conseillère de comté, conseillère de la Paroisse de Saint-Léonard;
Cécile Tremblay, conseillère de comté, conseillère de Saint-Denis;
M. Julien Aubin, conseiller de comté, conseiller de Notre-Dame-de-la-Merci;
Julien Aubin, conseiller de comté, conseiller de Sainte-Marthe-de-Kildare;
Jean-Pierre Bellemare, conseiller de comté, conseiller de Saint-Michel-des-Saints;
Richard Bernard, conseiller de comté, conseiller de Saint-Denis;
Jacqueline Bouchard, conseillère de comté, conseillère de la Paroisse de Saint-Côme;
Normand Champagne, conseiller de comté, conseiller de Saint-Jean-de-Matha;
Gilles Fréchette, conseiller de comté, conseiller de Saint-Paul-de-Vielleville;
Ric Garland, conseiller de comté, conseiller de Riverview;
Yves Lefort, conseiller de comté, conseiller de Chertsey;
Louis-Yves Lebeau, conseiller de comté, conseiller de Saint-Alphonse-Rodrigue.

Formant quorum sous la présidence de monsieur Gaëtan Morin.

EST ABSENT

M. Daniel Arbour, conseiller de comté, conseiller de Sainte-Élizée.


SONT ÉGALEMENT PRÉSENTS

MME Lyne Arboval, secrétaire-trésorière et directrice générale;
Louise Mercier, secrétaire-trésorière et directrice générale adjointe;
Christine Muscat, secrétaire de direction.

ENTENTE RELATIVE À LA FOURNITURE DE SERVICES DE POLICE PAR LA
SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LE TERRITOIRE DE LA MRC

CM-116-2007

Il est proposé par monsieur le conseiller de comté Ric Garland, appuyé par monsieur le conseiller de comté Gilles Fréchette et ses collègues, que le Conseil de la Municipalité régionale de comté de Matawinie approuve l'Entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC de Matawinie et ses documents annexes et, en conséquence, autorise le préfet, monsieur Gaëtan Morin, et la secrétaire-trésorière et directrice générale, madame Lyne Arboval, à signer ladite entente pour et au nom de la Municipalité régionale de comté de Matawinie.


Lyne Arboval
Secrétaire-trésorière et directrice générale

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

DONNÉ À MATOWINIE, VINGT-DEUXIÈME JOUR DE JUIN DEUX MILLE SEPT
RÉSOLUTION SUJETTE À RATIFICATION PAR LE CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTE DE MATAWINIE
LORS D'UNE SÉANCE SUBSÉQUENTE



MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ
Brome-Missisquoi

EXTRAIT du procès-verbal de la séance du conseil du 19 juin 2007

A une session régulière du conseil de la Municipalité régionale de comté Brome-Missisquoi, tenue en la salle du Conseil au Centre administratif de la MRC à Cowansville, le 19 juin 2007 à 19 h 30, conformément aux dispositions de la Loi et des règlements, et à laquelle étaient présents les maires(ses) suivants(es) : Mme Pierrette Alarie, St-Pierre-de-Véronne, Donald Badger, Bolton-Ouest, Jean-Charles Bissonnette, Abercorn, Denis Bourcier, représentant de la ville de Cowansville, Gilles Chabot, Frelighsburg, Madeleine Chabot, East-Farnham, Claude Dubois, ville de Bedford, Kenneth Hill, ville de Sutton, Josef Husler, ville de Farnham, Lucien Messier, Stanbridge Station, Normand Delisle, représentant de Brigham, Michel Pelletier, Notre-Dame-de-Stanbridge, Réal Pelletier, St-Armand, Laurent Phoenix, Ste-Sabine, Marcel Poirier, ville de Dunham, Albert Santerre, St-Ignace-de-Stanbridge, Tom Selby, village de Brome, Gilles St-Jean, Canton de Bedford, Richard Wisdom, ville de Lac-Brome, Greg Vaughan, Stanbridge East.

Formant quorum sous la présidence de Monsieur Arthur Fautaux, préfet et maire de la ville de Cowansville ainsi que Monsieur Robert Desmarais, directeur général, agissant aux présentes à titre de secrétaire d'assemblée.

RÉSOLUTION NUMÉRO 243-0607

SIGNATURE DE L'ENTENTE RELATIVE À LA FOURNITURE DE SERVICES DE POLICE PAR LA
SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LE TERRITOIRE DE LA MRC BROME-MISSISQUOI

IL EST PROPOSÉ PAR ALBERT SANTERRE
APPUYÉ PAR MICHEL PELLETIER
ET RÉSOLU:

D'autoriser le préfet et le directeur général à signer, au nom et pour le compte de la MRC, l'entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC Brome-Missisquoi selon les modalités convenues avec le comité de sécurité publique.

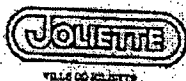
ADOPTÉ

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
CE 07^{ème} JOUR DE JUILLET 2007

ROBERT DESMARAIS
SECRÉTAIRE-TRESORIER

Le procès-verbal de ladite session sera approuvé lors d'une session ultérieure.

749, rue Principale, Cowansville (QC) - J2K 1J8 Tél. (450) 266-4900 - Fax (450) 266-6141 - Courriel : administration@mrcbm.qc.ca



Extrait du procès-verbal d'une séance spéciale du conseil de la Ville de Joliette, tenue au lieu réglementaire, le 26 juin 2007, à 17 h 00, et à laquelle sont présents les conseillers Alain Beaudry, Claude Savignat, Alain Lortie, la conseillère Diane Nicolletti, les conseillers Richard Dugas, Yves Laroie et Richard Leduc formant quorum sous la présidence de M. René Laroie, maire.

G2007-02-80 - DESSERTE POLICIÈRE - ACCEPTATION DE L'OFFRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC :

CONSIDÉRANT l'entente intermunicipale relative à l'organisation et au maintien d'un corps de police sur les territoires de Cabriès, Joliette, Notre-Dame-de-Lourdes, Notre-Dame-des-Prairies, Saint-Ambroise-de-Kildare, Saint-Charles-Borromée, Saint-Paul, Saint-Thomas, Sainte-Athanasie et Village Saint-Pierre et prévoyant la création d'une régie intermunicipale intervenue le 5 mars 1998;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Joliette a informé la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette de son intention de mettre fin à l'entente ayant mené à sa création, le tout conformément à l'article 15 de l'entente susmentionnée;

CONSIDÉRANT la nécessité d'assurer une protection policière adéquate de la population et du territoire de Joliette en tenant compte de son évolution et de sa vocation distinctive de ville centrale de l'agglomération jolietaine;

CONSIDÉRANT les enjeux inhérents au financement des services de police et les règles d'équité devant présider au partage de l'effort financier entre les éventuels partenaires;

CONSIDÉRANT QUE la sécurité et l'intérêt des contribuables de Joliette requièrent donc que soient évaluées toutes les options offertes en matière de desserte policière;

CONSIDÉRANT les dispositions de la Loi sur la police permettant à la Ville de Joliette de faire appel aux services de la Sûreté du Québec;

CONSIDÉRANT l'offre de service déposée le 22 juin à la Ville de Joliette pour une desserte du territoire jolietain par la Sûreté du Québec;

CONSIDÉRANT QUE ladite offre de service prévoit un nombre de policiers supérieur à celui du Service de police de la Ville de Joliette au moment de son intégration à la Régie intermunicipale, en 1998;

CONSIDÉRANT QUE les modalités de l'entente proposée permettront d'ajuster la desserte policière à l'évolution du contexte jolietain;

CONSIDÉRANT l'appréciation positive observée dans des villes comparables à Joliette en ce qui a trait à la qualité de la desserte offerte par ce corps policier;

CONSIDÉRANT l'importance des économies substantielles et récurrentes inhérentes à ladite offre de service;

CONSIDÉRANT l'absence d'une autre proposition aussi avantageuse pour les contribuables jolietains malgré que la Ville de Joliette ait informé la Régie intermunicipale de police, par voie de la résolution G2006-04-88 du 20 novembre 2006, de son intention de mettre fin à l'entente ayant mené à sa création;

CONSIDÉRANT les délais requis pour l'organisation de la desserte policière de Joliette par la Sûreté du Québec;

CONSIDÉRANT QUE l'entente intermunicipale prendra fin le 1^{er} avril 2008;



EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Alain Beaudry, appuyé par le conseiller Alain Lozeau et unanimement résolu :

D'ACCEPTER l'offre de service de la Sûreté du Québec déposée le 22 juin à la Ville de Joliette et de demander au Ministre de la Sécurité publique que la desserte policière de la Ville de Joliette soit confiée à la Sûreté du Québec.

ADOPTÉE UNANIMEMENT

Copie certifiée conforme

PIERRECK SYLVESTRE, avocat
Greffier
27-06-2007



Municipalité de
Notre-Dame-de-Lourdes

4050, rue Principale, Notre-Dame-de-Lourdes
Comité Joliette (Québec) J0K 1K0
Tél. : (450) 759-2277 - Fax : (450) 759-2055

**EXTRAIT du procès-verbal de la session spéciale du conseil de la
municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes tenue le 26 juin 2007 et à
laquelle il y avait quorum**

Desserte policière de la municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes
Desserte policière - Acceptation de l'offre de la Sûreté du Québec :

CONSIDÉRANT l'Entente intermunicipale relative à l'organisation et au maintien d'un corps de police sur les territoires de Crabtree, Joliette, Notre-Dame-de-Lourdes, Notre-Dame-des-Pratrics, Saint-Ambroise-de-Kildare, Saint-Charles-Borromée, Saint-Paul, Saint-Thomas, Sainte-Mélanie et Village Saint-Pierre et prévoyant la création d'une régie intermunicipale intervenue le 5 mars 1998;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes a informé la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette de son intention de mettre fin à l'entente ayant mené à sa création, le tout conformément à l'article 15 de l'entente susmentionnée;

CONSIDÉRANT la nécessité d'assurer une protection policière adéquate de la population et du territoire de Notre-Dame-de-Lourdes;

CONSIDÉRANT les enjeux inhérents au financement des services de police et les règles d'équité devant présider au partage de l'effort financier entre les éventuels partenaires;

CONSIDÉRANT QUE la sécurité et l'intérêt des contribuables de Notre-Dame-de-Lourdes requièrent donc que soient évaluées toutes les options offertes en matière de desserte policière;

CONSIDÉRANT les dispositions de la Loi sur la police permettant à la municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes de faire appel aux services de la Sûreté du Québec;

CONSIDÉRANT l'offre de service déposée le 23 mai 2007 à la municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes pour une desserte du territoire de Notre-Dame-de-Lourdes par la Sûreté du Québec;

CONSIDÉRANT QUE les modalités de l'entente proposée permettront d'ajuster la desserte policière à l'évolution du contexte de Notre-Dame-de-Lourdes;

CONSIDÉRANT l'appréciation positive observée dans des municipalités comparables à Notre-Dame-de-Lourdes en ce qui a trait à la qualité de la desserte offerte par ce corps policier;

CONSIDÉRANT l'importance des économies substantielles et récurrentes inhérentes à ladite offre de service;

CONSIDÉRANT l'absence d'une autre proposition aussi avantageuse pour les contribuables de Notre-Dame-de-Lourdes malgré que la municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes ait informé la Régie intermunicipale de police, par voie de la résolution 58-2007 du 29 mars 2007, de son intention de mettre fin à l'entente ayant mené à sa création;

CONSIDÉRANT les délais requis pour l'organisation de la desserte policière de la municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes par la Sûreté du Québec;

CONSIDÉRANT QUE l'entente intermunicipale prendra fin le 11 avril 2008;

EN CONSÉQUENCE,

122-2007

Il est proposé par Christine Marion,

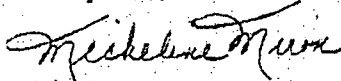
D'ACCEPTER l'offre de service de la Sûreté du Québec déposée le 23 mai à la municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes et de demander au Ministre de la Sécurité publique que la desserte policière de la municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes soit confiée à la Sûreté du Québec.

Adoptée à l'unanimité par les conseillers

Adoptée à l'unanimité par les conseillers

Copie conforme

Le 27 juin 2007



Micheline Miron,
Directrice générale et secrétaire-trésorière



EXTRAIT D'UNE RÉSOLUTION
MUNICIPALITÉ DE SAINT-MAGLOIRE

À la session régulière du Conseil de la municipalité de Saint-Magloire, tenue le 3 juillet 2007 et à laquelle étaient présents le maire, M. Marcel Asselin et les membres du conseil suivants :

Mesdames : Marielle Lemieux Julie Bercier
Messieurs : Rosaire Lapointe Daniel Thibault
Félicien Prévost Marc-André Lapointe

RÉSOLUTION No. 07-07-07

DEMANDE À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

ATTENDU QUE des plaintes verbales ont été faites à l'effet que plusieurs véhicules circulent à une haute vitesse qui dépasse la limite permise sur la rue Principale et plus particulièrement dans le secteur du village ;

ATTENDU QUE les membres du Conseil désirent s'assurer que les citoyennes et citoyens de Saint-Magloire puissent vivre dans un milieu jugé sécuritaire ;

ATTENDU QUE la sécurité routière de la municipalité de Saint-Magloire est régie par le poste de la Sûreté du Québec situé à Lac-Etchemin

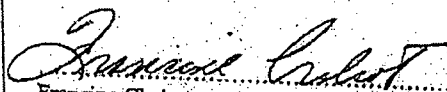
EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé Rosaire Lapointe,
Et résolu à l'unanimité des conseillers,

QUE les membres du Conseil municipal de Saint-Magloire demandent à la Sûreté du Québec, au poste de Lac-Etchemin, de venir effectuer des opérations radar à Saint-Magloire et tout particulièrement sur la rue Principale, secteur du village, afin de pouvoir contrôler les vitesses excessives pratiquées sur nos routes.

ADOPTÉE

Copie certifiée conforme donnée à Saint-Magloire,
Le 24 juillet 2007.


Francine Chabot
Directrice générale/secrétaire-trésorière



Corporation Municipale Saint-Magloire de Bellechasse

RÈGLEMENT N° 227-06

RÈGLEMENT RELATIF À LA CIRCULATION DES CAMIONS ET DES VÉHICULES OUTILS SUR LES CHEMINS MUNICIPAUX

CONSIDÉRANT que le paragraphe 5 de l'article 826 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., c. C-24.2) permet à la municipalité d'adopter un règlement pour prohiber la circulation des véhicules routiers sur son territoire;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réglementer la circulation des camions et des véhicules outils sur les chemins publics dont l'entretien est à la charge de la municipalité afin d'assurer la protection du réseau routier, la sécurité des citoyens et la tranquillité des secteurs résidentiels;

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion du présent règlement a été régulièrement donné lors d'une séance du conseil tenue le 3 avril 2006.

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par Félicien Prévost,
Appuyé par Marc-André Lapointe,
Et résolu à l'unanimité des conseillers,

QUE LE CONSEIL MUNICIPAL ORDONNE ET STATUE PAR LE PRÉSENT RÈGLEMENT N° 227-06 CE QUI SUIT:

Article 1 : Le présent règlement porte le titre de *Règlement relatif à la circulation des camions et des véhicules outils* et le préambule qui précède en fait partie intégrante.

Article 2 : Le présent règlement, les mots suivants signifient :

- camion : un véhicule routier, d'une masse nette de plus de 3 000 kg, fabriqué uniquement pour le transport de biens, d'un équipement qui y est fixé en permanence ou des deux;
- véhicule outil : un véhicule routier motorisé fabriqué uniquement pour accomplir un travail et construit pour circuler à une vitesse maximale de 70 km/h;
- véhicule routier : un véhicule motorisé qui peut circuler sur un chemin; sont exclus des véhicules routiers les véhicules pouvant circuler uniquement sur rails et les fauteuils roulants mus électriquement; les remorques, les semi-remorques et les essieux amovibles sont assimilés aux véhicules routiers.

Article 3 : La circulation des camions et des véhicules outils est interdite sur les chemins suivants, lesquels sont indiqués sur le plan annexé au présent règlement pour en faire partie intégrante :

Les rangs Sainte-Marie, Saint-Joseph, Saint-Charles Sud, Saint-Charles Nord, du Lac, Saint-Cyrille et Saint-Armand.



Article 4 : L'article 3 ne s'applique pas aux camions et aux véhicules outils qui doivent se rendre à un endroit auquel ils ne peuvent accéder qu'en pénétrant dans la zone de circulation interdite afin de prendre ou de livrer un bien, de fournir un service, d'exécuter un travail, de faire réparer le véhicule ou de le conduire à son point d'attache.

En outre, il ne s'applique pas :

- aux véhicules hors normes circulant en vertu d'un permis spécial de circulation autorisant expressément l'accès au chemin interdit ;
- à la machinerie agricole, aux tracteurs de ferme et aux véhicules de ferme, tels qu'ils sont définis dans le *Règlement sur l'immatriculation des véhicules routiers* (décret 1420-81 du 16 octobre 1991).

Les exceptions prévues dans le présent article sont indiquées par une signalisation du type P-130-P ou P-130-20 autorisant la livraison locale.

Article 5 : À moins d'indications contraires sur le plan annexé au présent règlement, chaque chemin interdit ou partie de chemin interdit forme une zone de circulation interdite.

Toutefois, s'ils sont contigus, ils forment une même zone de circulation interdite.

Lorsque lesdits chemins et un chemin interdit que le ministère des Transports ou une autre municipalité entretient sont contigus, ils font partie, à moins d'indications contraires, d'une zone de circulation interdite commune comprenant tous les chemins interdits contigus.

La zone de circulation interdite est délimitée par des panneaux de signalisation qui doivent être installés, conformément au plan annexé au présent règlement, aux extrémités des chemins interdits qui en font partie, à leur intersection avec un chemin où la circulation est permise. Ces panneaux de signalisation doivent être du type P-130-1, auquel est joint le panneau P-130-P, ou du type P-130-20.

Alleurs qu'aux extrémités de la zone de circulation interdite, les chemins interdits peuvent être indiqués par une signalisation d'information du type P-130-24 qui rappelle la prescription (P-130-P ou P-130-20), notamment aux limites du territoire municipal.

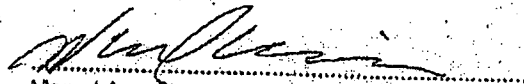
Article 6 : Quiconque contrevient à l'article 3 commet une infraction et est passible d'une amende identique à celle qui est prévue dans l'article 315.1 du *Code de la sécurité routière* (L.R.Q., c. C-24.2).




Corporation Municipale Saint-Magloire de Bellechasse

Article 7 : Le présent règlement entrera en vigueur dès qu'il aura reçu l'approbation du ministre des Transports conformément à l'article 627 du Code de la sécurité routière.

ADOPTÉ UNANIMEMENT À SAINT-MAGLOIRE,
LE 1er MAI 2006.


Marcel Asselin, maire


Francine Chabot, directrice générale/
secrétaire-trésorière

- * Avis de motion donné à la réunion du 3 avril 2006.
- * Règlement adopté à la réunion du 1er mai 2006.
- * Avis de publication affiché le 15 mai 2006.
- * Approbation reçue du ministère des Transports le 19-07-2006

PROVINCE DE QUEBEC
MUNICIPALITE DE SAINT-FRANÇOIS-DE-L'ÎLE-D'ORLÉANS
M.R.C. ÎLE D'ORLEANS

RÈGLEMENT # 07-062 Concernant les animaux, applicable par la
Sûreté du Québec.

PROCÉDURES

Avis de motion	→ 3 juillet 2007
Adoption du règlement	6 août 2007
Entrée en vigueur	7 août 2007

Attendu que le Conseil de la municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans
désire réglementer les animaux sur le territoire de la municipalité;

Attendu que le Conseil de la municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans
désire imposer aux propriétaires d'animaux l'obligation de se procurer un
permis et désire fixer un tarif pour l'obtention de ce permis;

Attendu que le Conseil de la municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans
désire définir les règles et la tarification pour l'obtention d'un permis
d'exploitation commerciale pour un établissement de type « chenil »;

Attendu que le Conseil de la municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans
désire prohiber certains animaux dangereux et réglementer le comportement du
gardien des animaux autorisés;

Attendu les pouvoirs prévus à la loi sur les compétences municipales, plus
particulièrement les articles : 6, 55, 62 et 63. (L.R.Q., chapitre C-47.1)

Attendu qu'un avis de motion du présent règlement a régulièrement été donné
le 3 juillet 2007;

Attendu qu'une dispense de lecture a été demandée lors de l'assemblée
régulière tenue le 3 juillet 2007;

En conséquence;

Il est proposé par Lina Labbé, appuyé par Jean Rompré,

Et

Il est résolu

Que le règlement portant le numéro 07-062, intitulé « Règlement
Concernant les animaux, applicable par la Sûreté du Québec. » soit et est
adopté par le conseil et qu'il soit statué et décrété par ce règlement ce qui
suit.

CHAPITRE I

Dispositions interprétatives et administratives

ARTICLE 1 Préambule

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

ARTICLE 2 Définitions

Chaque fois qu'ils sont employés dans ce règlement, les expressions et mots suivants signifient :

- « *Animal sauvage* » : Un animal qui, habituellement, vit dans les bois, dans les déserts ou dans les forêts; comprend notamment et non limitativement les animaux indiqués à l'annexe « A » faisant partie intégrante du présent règlement.
- « *Contrôleur* » : Un agent de la paix, le directeur général / secrétaire-trésorier, ainsi que toute personne, physique ou morale, avec laquelle la municipalité a conclu une entente pour l'autoriser à appliquer le présent règlement.
- « *Chenil* » : Établissement commercial où se pratique l'élevage, le dressage, la vente, le gardiennage des chiens ainsi que l'entretien hygiénique ou esthétique de ces animaux. De plus, un chenil est un bâtiment fermé, comportant des murs, un toit et est insonorisé. Ce bâtiment comporte, en général, une série de cages individuelles ou tout au moins de bancs individuels de couchage, une cour d'exercice et des locaux annexes (cuisine, infirmerie, etc.)
- « *Chien-guide* » : Un chien entraîné pour guider ou assister une personne souffrant d'un handicap.
- « *Dépendance* » : Un bâtiment accessoire, tel que défini au règlement de zonage de la Municipalité, à une unité d'occupation ou un terrain sur lequel est située l'unité d'occupation, ou qui y est contigu.
- « *Gardien* » : Le propriétaire d'un animal ou une personne qui donne refuge à un animal, le nourrit, ou l'accompagne, ou qui agit comme si elle en était le maître, ou une personne ou son répondant qui fait la demande de permis tel que prévu au présent règlement.
- « *Municipalité* » : Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans.
- « *Unité d'occupation* » : Une ou plusieurs pièces situées dans un immeuble et utilisées principalement à des fins résidentielles, commerciales ou industrielles.
- « *Voie publique* » : Toute route, chemin, rue, ruelle, place, parc, pont, quai, voie piétonnière ou cyclable, trottoir ou autre voie qui n'est pas du domaine privé.

ARTICLE 3 Application

Le contrôleur est chargé de l'application du présent règlement.

ARTICLE 4 Pouvoir de visite

Le contrôleur est autorisé à visiter et examiner en tout temps, entre 7h et 19h, toute propriété mobilière ou immobilière, ainsi que l'intérieur ou l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour s'assurer du respect du présent règlement, et tout propriétaire, locataire ou occupant de ces propriétés, maisons, bâtiments et édifices, doit le recevoir, le laisser pénétrer et ne pas entraver son travail aux fins de l'exécution du présent règlement.

CHAPITRE II**Dispositions applicables à tous les animaux****ARTICLE 5 Garde**

Tout animal gardé à l'extérieur de l'unité d'occupation de son gardien ou ses dépendances doit être tenu ou retenu au moyen d'un dispositif (Attache, laisse, clôture, etc.) l'empêchant de sortir du terrain où est située l'unité d'occupation.

ARTICLE 6 Errance

Il est défendu de laisser un animal errer ou de le garder, autrement que la façon prévue à l'article 5, sur une voie publique ou sur une propriété privée autre que l'unité d'occupation et les dépendances du gardien de l'animal.

ARTICLE 7 Animal sauvage

La garde de tout animal sauvage est prohibée sur tout le territoire de la Municipalité.

ARTICLE 8 Capture et disposition de certains animaux

Le contrôleur peut mettre en fourrière, vendre au profit de la municipalité ou éliminer tout animal errant ou dangereux. Il peut ainsi faire isoler jusqu'à guérison ou éliminer tout animal atteint de maladie contagieuse sur certificat d'un médecin vétérinaire.

ARTICLE 9 Délai de garde

Dans le cas où l'animal a été mis en fourrière, et sous réserve de ce qui est ci-après mentionné, le gardien d'un animal doit en reprendre possession dans les trois jours ouvrables suivants sa mise en fourrière, sur paiement des frais de garde, le tout sans préjudice aux droits de la municipalité de poursuivre pour les infractions au présent règlement qui ont pu être commises.

S'il s'agit d'un chien et si aucun permis n'est valide pour ce chien, conformément au présent règlement, le gardien doit également, pour reprendre possession de son chien, se procurer le permis requis pour l'année en cours, le tout sans préjudice aux droits de la municipalité de poursuivre pour les infractions au présent règlement.

Si cet animal n'est pas réclamé dans le délai mentionné au premier paragraphe du présent article, le contrôleur pourra en disposer conformément à l'article 8.

ARTICLE 10 Frais de garde

Les frais de garde visés à l'article 9 sont établis à 35 \$ par jour.

Toute fraction de journée sera comptée comme une journée entière.

CHAPITRE III**Dispositions particulières applicables aux chiens****ARTICLE 11 Nombre**

Il est interdit de garder plus de 2 chiens dans une unité d'occupation incluant ses dépendances.

ARTICLE 12 Chiot

Nonobstant l'article 11, si une femelle met bas, les chiots peuvent être gardés pendant une période n'excédant pas trois mois à compter de la naissance.

ARTICLE 13 Garde

Nul ne peut garder un chien vivant habituellement à l'intérieur des limites de la municipalité, à moins d'avoir obtenu au préalable un permis conformément aux dispositions du présent règlement.

Cette obligation ne s'applique qu'aux chiens ayant plus de 3 mois d'âge.

ARTICLE 14 Échéance

Le gardien d'un chien vivant habituellement dans les limites de la municipalité doit, avant le 1^{er} mai de chaque année, obtenir un permis pour ce chien.

ARTICLE 15 Validité

Le permis est payable annuellement et est valide pour la période d'une année allant du 1^{er} mai au 30 avril de l'année suivante. Le permis est incessible et non remboursable.

ARTICLE 16 Tarif

Le tarif à payer pour l'obtention d'un permis est de cinq dollars (5 \$) par chien.

ARTICLE 17 Gratuité

Le permis est gratuit s'il est demandé par une personne handicapée pour son chien guide, sur présentation d'un certificat médical attestant de la nécessité de l'animal.

ARTICLE 18 Nouvelle inscription

Quand un chien devient sujet à l'application du présent règlement après le 1^{er} mai, son gardien doit obtenir le permis requis par le présent règlement dans les huit jours suivant le jour où le chien devient sujet à l'application du présent règlement.

ARTICLE 19 Résident saisonnier

L'obligation prévue à l'article 14 d'obtenir un permis s'applique intégralement aux chiens ne vivant pas habituellement à l'intérieur des limites de la municipalité mais qui y sont amenés, à l'exception d'un chien pour lequel un permis valide a déjà été émis par une autre municipalité, auquel cas, le permis prévu par l'article 14 ne sera obligatoire que si le chien est gardé dans la municipalité pour une période excédant soixante jours consécutifs.

ARTICLE 20 Contenu de la demande de permis

Toute demande de permis doit indiquer les nom, prénom, date de naissance, adresse et numéro de téléphone de la personne qui fait la demande, ainsi que la race et le sexe du chien, de même que toutes les indications utiles pour permettre d'identifier le chien incluant des traits particuliers, le cas échéant.

ARTICLE 21 Gardien mineur

Lorsque la demande de permis est faite par un mineur, un répondant du mineur doit consentir à la demande au moyen d'un écrit produit avec celle-ci.

ARTICLE 22 Demande de permis

La demande de permis doit être présentée sur la formule fournie par la municipalité ou le contrôleur.

ARTICLE 23 Émission

Contre paiement du tarif, le contrôleur remet au gardien une médaille indiquant l'année de la validité et le numéro d'enregistrement de ce chien.

ARTICLE 24 Médaille

Le chien doit porter cette médaille en tout temps.

ARTICLE 25 Registre

Le contrôleur tient un registre où sont inscrits les nom, prénom, date de naissance, adresse et numéro de téléphone du gardien ainsi que le numéro d'immatriculation du chien pour lequel une médaille est émise, de même que tous les renseignements relatifs à ce chien.

ARTICLE 26 Perte ou destruction de médaille

Advenant la perte ou la destruction de la médaille, le gardien d'un chien à qui elle a été délivrée doit en obtenir une autre dans un délai de 10 jours de sa perte ou destruction. Le coût de cette médaille de remplacement est fixé à la somme de deux dollars cinquante (2,50 \$).

ARTICLE 27 Laisse

Un chien doit être porté ou conduit par son gardien au moyen d'une laisse dont la longueur ne peut excéder deux mètres, sauf lorsque le chien se trouve dans les limites de l'unité d'occupation de son propriétaire ou ses dépendances; dans ce dernier cas l'article 5 s'applique.

ARTICLE 28 Nuisances causées par les chiens

Les faits, actes et gestes indiqués ci-après constituent des nuisances et sont prohibés :

- 28.1 Lorsqu'un chien aboie ou hurle et que ces aboiements ou hurlements sont susceptibles de troubler la paix et le repos de toute personne, ou être un ennui pour le voisinage.
- 28.2 L'omission pour le gardien d'un chien, sauf d'un chien-guide, d'enlever et de nettoyer immédiatement par tous les moyens appropriés, d'une propriété publique ou privée y incluant l'unité d'occupation du gardien de l'animal, les matières fécales de son chien.

ARTICLE 29 Chiens Dangereux

La garde des chiens ci-après mentionnés constitue une nuisance et est prohibée :

- 1° Tout chien méchant, dangereux ou ayant la rage;
- 2° Tout chien qui attaque ou qui est entraîné à attaquer, sur commande ou par un signal, un être humain ou un animal;
- 3° Tout chien de race bull-terrier, Staffordshire bull-terrier, american bull-terrier ou american Staffordshire terrier (Communément appelé « Pit-bull »)
- 4° Tout chien hybride issu d'un chien d'une des races mentionnées au paragraphe 3° du présent article et d'un chien d'une autre race.
- 5° Tout chien de race croisée qui possèdent des caractéristiques comparables à celles d'un chien des races mentionnées au paragraphe 3° du présent article.

En outre, est réputé être dangereux tout chien ayant causé une blessure corporelle à une personne ou un animal domestique, par morsure ou griffage.

CHAPITRE IV**Dispositions particulières applicables aux chenils****ARTICLE 30 Règles d'obtention de permis de chenil**

Pour obtenir un permis de chenil le propriétaire de l'immeuble devra respecter, en plus de ce qui est décrit à l'article 2 (Définitions), les règles d'établissement décrites au règlement de zonage de la municipalité.

À ce titre, l'obtention d'un permis d'exploitation de chenil devra être en lien avec l'établissement d'un commerce et par conséquent situé dans une zone où ce type d'usage est permis.

ARTICLE 31 Nuisances

Les faits, actes et gestes indiqués ci-après, constituent des nuisances et sont prohibés :

- 31.1 Tout détenteur d'un permis de chenil devra s'assurer que les chiens sous sa responsabilité ne troublent d'aucune manière la paix du voisinage par des aboiements ou des hurlements incessants.
- 31.2 Tout détenteur d'un permis de chenil devra s'assurer de la propreté et de la salubrité de son commerce, notamment en veillant à ce que soit enlevé et nettoyé par tous les moyens appropriés les matières fécales des chiens sous sa responsabilité.
- 31.3 Tout détenteur d'un permis de chenil ne pourra accepter d'avoir sous sa garde un chien, d'une race ou ayant des caractéristiques, tel que décrit à l'article 26 du présent règlement.
- 31.4 Toute personne qui contrevient aux articles 31.1, 31.2 et 31.3, même s'il ne détient pas de permis de chenil.

ARTICLE 32 Tarif

Le tarif à payer pour l'obtention d'un permis de chenil est de deux cent dollars (200 \$) par année.

ARTICLE 33 Validité

Le permis de chenil est payable annuellement et est valide pour la période d'une année allant du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année. Le permis est incessible et est remboursable pour la période non écoulée de l'année sur preuve écrite de la fin des activités du propriétaire.

CHAPITRE V**Pénalité, poursuite pénale et application du règlement****ARTICLE 34 Pénalité**

Quiconque incluant le gardien d'un animal permet, tolère ou laisse cet animal enfreindre l'une des dispositions du présent règlement, et quiconque, incluant le gardien d'un animal, contrevient par ailleurs au présent règlement commet une infraction et est passible, pour toute violation d'une amende minimale de trois cent dollars (300 \$) et maximale de mille dollars (1 000 \$) pour une personne physique dans le cas d'une première infraction, et d'une amende minimale de cinq cent dollars (500 \$) et maximale de deux mille dollars (2 000 \$) pour toute personne morale dans le cas d'une première infraction; s'il s'agit d'une récidive, l'amende minimale est de cinq cent dollars (500 \$) et l'amende maximale est de deux mille dollars (2 000 \$) pour une personne physique, et l'amende minimale est de huit cent dollars (800 \$) et l'amende maximale est de quatre mille dollars (4 000 \$) pour une personne morale.

Si l'infraction est continue, elle constitue jour après jour une infraction séparée et le contrevenant est passible de l'amende pour chaque jour durant lequel l'infraction se continue.

ARTICLE 35 Poursuite pénale

Le conseil autorise de façon générale le contrôleur et tout agent de la paix à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement, et autorise généralement en conséquence le contrôleur et tout agent de la paix à délivrer tous constats d'infractions pour toutes infractions au présent règlement.

ARTICLE 36 Dispositions finales

- 36.1 Le présent règlement abroge le règlement # 98-10-09.
- 36.2 Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Yoland Dion
Maire

Marco Langlois
directeur général / secrétaire-trésorier

ANNEXE « A »
ANIMAUX SAUVAGES

- Tous les marsupiaux (exemple : kangourou, koala)
- Tous les simiens et les lémurins (exemple : chimpanzé, etc.)
- Tous les anthropoïdes venimeux (exemple : tarantule, scorpion)
- Tous les rapaces (exemple : Faucon)
- Tous les édentés (exemple : tatou)
- Toutes les chauves-souris
- Toutes les ratites (exemple : nandou, kiwi, etc.)

CARNIVORES :

- Tous les canidés excluant le chien domestique (exemple : loup)
- Tous les félidés excluant le chat domestique (exemple : lynx)
- Tous les mustélidés excluant le furet domestique (exemple : moufette)
- Tous les ursidés (exemple : ours)
- Tous les hyénidés (exemple : hyène)
- Tous les pinnipèdes (exemple : phoque)
- Tous les procyonidés (exemple : raton-laveur)

ONGULÉS :

- Tous les périssodactyles excluant le cheval domestique (exemple : rhinocéros)
- Tous les artiodactyles excluant la chèvre domestique, le mouton, le porc, le bison et le bovin (exemple : buffle, antilope)
- Tous les proboscidiens (exemple : éléphant)

REPTILES :

- Tous les lacertiliens (exemple : iguane)
- Tous les ophidiens (exemple : python royal, couleuvre rayée)
- Tous les crocodiliens (exemple : alligator)

MRC DE LA CÔTE-DE-BEAUPRÉ

Copie de résolution du procès-verbal de la session ordinaire du Conseil de la Municipalité régionale de comté de La Côte-de-Beaupré, tenue le mercredi 4 juillet 2007, à 20 h, au lieu habituel.

Sont présents:

M. Henri Cloutier, préfet, maire de Beaupré
 M. Frédéric Dancause, maire de Château-Richer M
 M. Pierre Dion, maire de Saint-Tite-des-Caps
 M. Michel Lebel, représentant de Sainte-Anne-de-Beaupré
 M. Gaston Gagnon, maire de Saint-Joachim
 M. Yves Germain, maire de Boischatel
 M. Pierre Lefrançois, maire de L'Ange-Gardien
 M. Germain Tremblay, maire de Saint-Ferréol-les-Neiges

Est absent :

M. Jacques Roberge, représentant de Saint-Louis-de-Gonzague-du-Cap-Tourmente

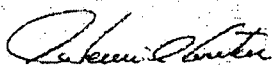
Les membres présents forment le quorum.

Résolution # 2007-07-143 Signature de l'entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec

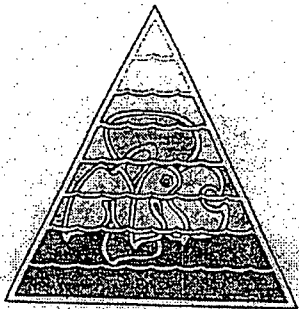
Il est proposé par Pierre Lefrançois et unanimement résolu que la MRC de La Côte-de-Beaupré autorise messieurs Henri Cloutier, préfet, et Jacques Pichette, directeur général, à signer l'Entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC avec le ministre de la Sécurité publique et le représentant de la Sûreté du Québec.

Copie certifiée conforme à l'original conservé aux archives de la MRC de La Côte-de-Beaupré.

Donnée ce 9^e jour du mois de juillet 2007.



Henri Cloutier, préfet



**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MINGAN
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE SEPT-RIVIÈRES**

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL de la session régulière du conseil de la Municipalité régionale de comté de Sept-Rivières tenue le dix-septième jour du mois de juillet deux mille sept à seize heures trente minutes (17-07-2007 à 16 h 30), au 106 rue Napoléon, bureau 400 à Sept-Îles, local de la MRC de Sept-Rivières.

PRÉSENTS les conseillers de comté :

Laurence Méthot, mairesse de la Ville de Port-Cartier
Martial Lévesque, représentant de la Ville de Sept-Îles

PUBLIC : 3

Madame Annik Desrosiers agit comme directrice générale et secrétaire-trésorière,

Monsieur Philippe Gagnon agit comme aménagiste et inspecteur municipal,

Sous la présidence de monsieur Ghislain Lévesque, préfet et maire de la Ville de Sept-Îles.

RÉSOLUTION # 2007-07-159

ENTENTE RELATIVE À LA FOURNITURE DE SERVICES DE POLICE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LE TERRITOIRE DE LA MRC DE SEPT-RIVIÈRES

ATTENDU QU'en décembre 2001, les Services policiers des villes de Port-Cartier et Sept-Îles ont intégré le Service de police de la Sûreté du Québec de la MRC de Sept-Rivières;

ATTENDU QU'une entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec doit être conclue entre la MRC de Sept-Rivières et la Sûreté du Québec;

ATTENDU QU'un rapport a été déposé au Comité de négociation de la MRC de Sept-Rivières par la Sûreté du Québec le 13 mars 2007;

ATTENDU QUE la Sûreté du Québec (bureau du Commandant district Côte-Nord) a transmis un Projet d'entente au préfet de la MRC de Sept-Rivières;

ATTENDU QUE la Ville de Port-Cartier et la Ville de Sept-Îles ont transmis leurs résolutions d'acceptation quant à la signature de l'entente relative à la fourniture de services entre la MRC de Sept-Rivières et le ministre de la Sécurité publique.

EN CONSÉQUENCE ET POUR TOUS CES MOTIFS,

IL EST PROPOSÉ par le conseiller de comté, monsieur Martial Lévesque,

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

"QUE le Conseil de la MRC de Sept-Rivières autorise monsieur Ghislain Lévesque, préfet et madame Annik Desrosiers, directrice générale à signer l'entente relative à la fourniture de services entre la MRC de Sept-Rivières et le ministre de la Sécurité publique;

44

QUE copie de cette résolution soit transmise à monsieur Pierre Pinel, commandant du District, ainsi qu'à la Ville de Sept-Îles et à la Ville de Port-Cartier."

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
Le 20 juillet 2007




Annik Desrosiers
Directrice générale

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DE CAP-SAINT-IGNACE
MRC DE MONTMAGNY

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL

De la session régulière tenue le 6 août 2007 à l'endroit habituel et où étaient présents :

SON HONNEUR LE MAIRE SUPPLÉANT: Madame Lise Théberge.

LES CONSEILLERS (ÈRES) :

Monsieur Pierre Fortin	siège # 1
Monsieur Jonathan Daigle	siège # 2
Monsieur Sylvain Landry	siège # 3
Monsieur Raynald Coulombe	siège # 4
Monsieur André Clavet	siège # 6

EST ABSENT :

Monsieur Marcel Catellier, maire.

RÉSOLUTION 2007-08-07 Respect des limites de vitesse.

ATTENDU QUE

la municipalité de Cap-Saint-Ignace reçoit régulièrement des plaintes de ses citoyens concernant les limites de vitesse non respectées dans la municipalité;

ATTENDU QUE

ces excès de vitesse perturbent la tranquillité des parents et compromettent la sécurité des enfants;


ATTENDU QUE

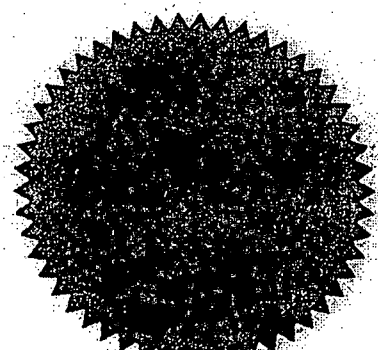
les contribuables connaissent les coûts reliés au service de la Sûreté du Québec pour notre village;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par le conseiller André Clavet, appuyé par le conseiller Pierre Fortin et résolu à l'unanimité des conseillers présents que la municipalité de Cap-Saint-Ignace demande à la Sûreté du Québec de faire respecter scrupuleusement les limites de vitesse dans la municipalité de Cap-Saint-Ignace et tout particulièrement, sur la route des Pommiers ainsi que le Chemin Bellevue est..

Je, soussignée, Chantale Caron, directrice générale/secrétaire-trésorière de la municipalité de Cap-Saint-Ignace, certifie que cette présente résolution a été adoptée à la session régulière du Conseil tenue le 6 août 2007.

COPIE CERTIFIÉ CONFORME


Chantale Caron,
Directrice générale/secrétaire-trésorière





Municipalité de Sainte-Rose-de-Watford
695, rue Carrier, C.P. 38
Sainte-Rose-de-Watford, QC G0R 4G0

COPIE DE RÉSOLUTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SESSION RÉGULIÈRE DU
CONSEIL MUNICIPAL TENUE LUNDI, LE 6 AOÛT 2007 À 19 HEURES 30, À
L'ENDROIT ORDINAIRE, SOUS LA PRÉSIDENCE DE MONSIEUR HECTOR
PROVENÇAL MAIRE, ET À LAQUELLE ÉTAIENT PRÉSENTS LES CONSEILLERS
SUIVANTS :

Mme Lisette Côté Gagnon
Mme Isabelle Pruneau
Monsieur André Loubier
Monsieur Mario Provençal
Monsieur Rock Carrier
Monsieur Richard Fauchon

Les membres présents forment le quorum. Madame Linda Gilbert, secrétaire-trésorière
adjointe, agit comme secrétaire. Madame Lyse Audet, Directrice générale, assiste à la
réunion.

Circulation dans le village

181-08-2007

IL EST PROPOSÉ PAR: Monsieur Rock Carrier
ET RÉSOLU UNANIMEMENT

QU'une demande à la Sûreté du Québec soit faite afin d'accroître la
surveillance de la circulation automobile et du trafic lourd dans la rue
Principale, afin de surveiller ceux qui dépassent la limite permise.
D'envoyer une copie de la résolution au policier responsable de notre
Municipalité.
ADOPTÉ


Hector Provençal, Maire


Linda Gilbert
secrétaire-trésorière adjointe

Copie certifiée conforme des minutes



EXTRAIT DU PROCÈS VERBAL DU 6 AOÛT 2007

À la session ordinaire du Conseil Municipal d'Adstock, tenue le lundi, 6 août 2007 et à laquelle session étaient présents les membres suivants :

Son Honneur, Madame la Mairesse Hélène Faucher,

la conseillère et les conseillers suivants :

Madame Martine Poulin, Messieurs Christian Perreault, René Raby, René Gosselin, Pierre Quirion, Serge Nadeau, Gilles Rousseau, Renaud Couture.

Tous membres du conseil formant quorum sous la présidence de Madame Hélène Faucher.

07-08-156 INSTALLATION D'ARRÊTS OBLIGATOIRES COIN CHOUNARD ET DE LA PLAGE EST ET CHOUNARD ET DE LA PLAGE OUEST : DEMANDE AU MTQ

ATTENDU l'augmentation de la circulation dans le secteur St-Daniel par les usagers de la route se rendant aux diverses installations du Parc Frontenac;

ATTENDU que la route 267, conduisant au Parc Frontenac, traverse directement et en ligne droite, le village de St-Daniel;

ATTENDU la vitesse excessive observée constamment dans cette agglomération;

ATTENDU les nombreuses plaintes des citoyens de ce secteur concernant la vitesse à laquelle les automobilistes circulent;

ATTENDU le nombre d'enfants traversant à l'intersection des rues Chouinard et de la Plage pour se rendre au dépanneur;

ATTENDU la présence d'une garderie à proximité de l'intersection;

ATTENDU le projet d'installation d'un terrain de jeux à quelques mètres de la susdite intersection;

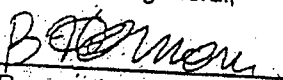
ATTENDU qu'il y a lieu de prendre les moyens nécessaires afin de ralentir la vitesse dans ce secteur avant que l'irréparable se produise;

EN CONSÉQUENCE, il est résolu, à l'unanimité des conseillers, de demander au Ministère des Transports d'installer, dans les meilleurs délais, des panneaux d'arrêts obligatoires sur le coin de la rue Chouinard Nord et de la Plage Ouest ainsi qu'au coin de Chouinard Sud et de la Plage Est dans le secteur St-Daniel.

Je, soussigné, Bernardin Hamann, directeur général de la Municipalité d'Adstock, certifie par les présentes, que l'extrait ci-dessus est conforme à l'original.

DONNÉ à ADSTOCK, ce 14^e jour d'août 2007.

Le directeur général,


Bernardin Hamann



Municipalité Régionale de Comté de Matane

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du Conseil de Municipalité régionale de comté de Matane tenue le 8 août 2007 à 20 h en la salle de conférence de la MRC située au 145, rue Soucy à Matane.

Présences :

M^{mes} Linda Cormier, maire de Matane
Victoire Marin, maire de Grosses-Roches
MM. Jocelyn Bergeron, maire de Saint-Jean-de-Cherbourg
Roger Bernier, maire de Saint-Léandre
Yvan Côté, maire de Sainte-Paule
Régis Dionne, maire par intérim de Baie-des-Sables
Jean-Charles Gagnon, maire de Saint-René-de-Matane
Serge Gendron, maire de Saint-Ulric
Donald Grenier, maire de Les Méchins
Yvan Imbeault, maire de Saint-Adelme
André Lefrançois, maire suppléant de Sainte-Félicité

Les membres présents forment le quorum sous la présidence de monsieur Réginald Desrosiers. Madame Line Ross, directrice générale et secrétaire-trésorière est aussi présente.

RÉSOLUTION 291-08-07

DEMANDE À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – RE : PRÉSENCES POLICIÈRES

CONSIDÉRANT les problématiques vécues dans la plupart des municipalités de la MRC de Matane;

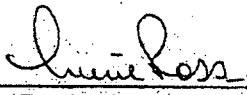
CONSIDÉRANT QUE les conseils municipaux souhaitent une amélioration de la présence policière;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par monsieur Jocelyn Bergeron et résolu à l'unanimité :

QUE le Conseil de la MRC de Matane demande que soit inscrite à l'ordre du jour du prochain comité de Sécurité publique la demande d'augmenter les présences policières dans les municipalités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
à Matane, ce 20^e jour de septembre 2007.


Line Ross, M.B.A.
Directrice générale et secrétaire-trésorière

PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DU FJORD DU SAGUENAY
MUNICIPALITÉ DE SAINT-AMBROISE

Extrait du livre des procès verbaux de la Municipalité de Saint-Ambroise, tenant une session régulière le 4 septembre 2007, à 19 :30 heures, à l'Hôtel de Ville, 330, rue Gagnon, Saint-Ambroise.

Demande aux intervenants gouvernementaux pour la circulation du transport routier lourd dans le rang 9, le rang des Chutes et rue Simard (Nord) – tolérance zéro

Résolution 2007-09-461

Il est proposé par M. Bruno Gagné
Appuyé par Mme Michelle Tremblay
Acceptée à l'unanimité des conseillères et conseillers

Que la Municipalité de Saint-Ambroise demande aux organismes gouvernementaux suivants, une collaboration afin de limiter la vitesse des véhicules lourds et infractions lors de la circulation du transport routier lourd de bois sur le tronçon du rang 9, rang des Chutes et rue Simard (Nord), à savoir :

- > Ministère des Transports du Québec
- > Sûreté du Québec
- > Société d'Assurance automobile du Québec (Contrôleur routier)


Que la Municipalité de Saint-Ambroise autorise le directeur général à procéder à l'installation et l'achat de panneaux informant le transport lourd routier qu'il y aura tolérance zéro au niveau de la circulation dans ce secteur.

(SIGNÉ)

Marcel Claveau
Maire

Michel Perreault, cma
Directeur général

COPIE CERTIFIÉE


Michel Perreault, cma
Directeur général



Municipalité de Crabtree

Extrait du procès verbal d'une séance
du conseil de la municipalité de Crabtree

R.P.R.J.
Cause du:
12/09/2007
No d'ordre:
167

SÉANCE RÉGULIÈRE DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ DE CRABTREE
TENUE LE 4 SEPTEMBRE 2007

SONT PRÉSENTS, LES CONSEILLERS SUIVANTS:

DANIEL LEBLANC
FRANÇOISE GORMIER
ANDRÉ PICARD
JEAN BROUSSEAU
GASTAN RIOPPEL
MARIO LASALLE

FORMANT AINSI QUORUM SOUS LA PRÉSIDENCE DU MAIRE, MONSIEUR DENIS LAPORTE

MONSIEUR PIERRE RONDEAU, DIRECTEUR GÉNÉRAL, EST ÉGALEMENT PRÉSENT.

B.195-2007

DESSERTE POLICIÈRE PAR LA SURETÉ DU QUÉBEC

Considérant l'entente intermunicipale relative à l'organisation et au maintien d'un corps de police sur les territoires de Crabtree, Joliette, Notre-Dame-de-Lourdes, Notre-Dame-des-Pratères, St-Ambrose-de-Kildare, St-Charles-Borromée, St-Paul, St-Thomé, Ste-Monique et Village St-Pierre et prévoyant la création d'une régie intermunicipale intervenant le 6 mars 2008;

Considérant les enjeux inhérents au financement des services de police et les règles d'équité devant présider au partage de l'effort financier entre les éventuels partenaires;

Considérant la décision de la ville de Joliette et des municipalités de Ste-Mélanie et Notre-Dame-de-Lourdes de se retirer de la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette et requérir les services de la Sûreté du Québec;

Considérant que plusieurs municipalités au Québec sont déjà desservies par la Sûreté du Québec;

Considérant que l'ensemble des municipalités de la MRC de Joliette ont annoncé leur intention d'être desservies par la Sûreté du Québec;

Considérant que l'entente intermunicipale prendra fin le 11 avril 2008;

Sur proposition de Jean Brousseau, appuyée par Gastan Rioppe, il est unanimement résolu que la municipalité de Crabtree;

Demande au ministre de la Sécurité publique, Monsieur Jacques P. Dupuis, que la Sûreté du Québec desserve le territoire de la municipalité de Crabtree à la terminaison de l'entente avec la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette;

Avis la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette du retrait de la municipalité de Crabtree de l'entente intermunicipale à l'expiration de cette dernière;

Informe la Fraternité des policiers et policières de la Régie intermunicipale de la région de Joliette du retrait de la municipalité de Crabtree de l'entente intermunicipale à l'expiration de cette dernière.

ADOPTÉ

Copie certifiée conforme

Ce 7 septembre 2007

Secrétaire-trésorier

**MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE
DE SAINT-AMBROISE-DE-KILDARE**
Procès-verbal « X » Copie de résolution « X »
Paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare

A une session régulière « X », spéciale « X », ajournée « X »

tenue le 4 septembre 2007 et à laquelle sont présents: Monsieur le maire François Desrochers, Messieurs les conseillers Gilles Perreault, Claude Lamontagne, Michel Dupuis, Pierre Sicard, Jocelyn Beauséjour et Serge Bélair.

Formant quorum sous la présidence du maire François Desrochers

Yvon Ducharme, secrétaire-trésorier est aussi présent.

CONSIDÉRANT l'entente intermunicipale relative à l'organisation et au maintien d'un corps de police sur les territoires de Crabtree, Joliette, Notre-Dame-de-Lourdes, Notre-Dame-des-Prairies, Saint-Ambroise-de-Kildare, Saint-Charles-Borromée, Saint-Paul, Saint-Thomas, Ste-Mélanie et Village St-Pierre et prévoyant la création d'une régie intermunicipale intervenue le 5 mars 1998;

CONSIDÉRANT les enjeux inhérents au financement des services de police et les règles d'équité devant présider au partage de l'effort financier entre les éventuels partenaires;

CONSIDÉRANT la décision de la Ville de Joliette, Ste-Mélanie et Notre-Dame-de-Lourdes de se retirer de la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette et de requérir les services de la Sûreté du Québec;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs municipalités au Québec sont déjà desservies par la Sûreté du Québec;

CONSIDÉRANT QUE suite à la rencontre des représentants de la sécurité publique et de la Sûreté du Québec à St-Charles-Borromée le 30 août 2007;

CONSIDÉRANT QUE l'entente intermunicipale prendra fin le 11 avril 2008;

CONSIDÉRANT la nécessité d'assurer une protection policière adéquate de la population et du territoire de St-Ambroise-de-Kildare;

CONSIDÉRANT les délais requis pour l'organisation de la desserte policière de la M.R.C. Joliette;

POUR CES MOTIFS Monsieur le conseiller Claude Lamontagne propose appuyé par Monsieur le conseiller Pierre Sicard et résolu à l'unanimité que la municipalité de St-Ambroise-de-Kildare demande au Ministre de la sécurité publique, Monsieur Jacques P. Dupuis, que la Sûreté du Québec présente un offre de service pour desservir la municipalité de Saint-Ambroise-de-Kildare en desserte policière à partir du 11 avril 2008 et que copie de résolution soit envoyée à la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette.

COPIE CONFORME DONNÉE À SAINT-AMBROISE-DE-KILDARE CE SIXIÈME JOUR DU MOIS DE SEPTEMBRE 2007.

Yvon Ducharme
Yvon Ducharme,
Sec-trésorier/dir. général



VILLE DE
NOTRE-DAME-DES-PRAIRIES

Extrait du procès-verbal d'une séance ordinaire du conseil de la Ville de Notre-Dame-des-Prairies, tenue le mardi 4 septembre 2007, à 20h, à la salle des délibérations de l'hôtel de ville, à laquelle sont présents monsieur Alain Larue, maire, et les conseillers et les conseillères suivants :

M^{mes} Denise Cloutier Bergeron, Suzanne Dauphin, Colette R. Desjardins
MM. Serge Landreville, Pierre Lambert, Jean-Luc Aubin

Demande à la SQ - offre de services desserte policière du territoire de Notre-Dame-des-Prairies

Résolution n° 393-09-2007

CONSIDÉRANT QUE l'Entente intermunicipale intervenue le 5 mars 1998 relative à l'organisation et au maintien d'un corps de police sur les territoires de Crabtree, Joliette, Notre-Dame-de-Lourdes, Notre-Dame-des-Prairies, Saint-Ambroise-de-Kildare, Saint-Charles-Borromée, Saint-Paul, Saint-Thomas, Sainte-Mélanie et Village Saint-Pierre et prévoyant la création d'une régie intermunicipale, prendra fin le 11 avril 2008;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Joliette a signifié par voie de résolution adoptée le 20 novembre 2006, à la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette, de son intention de mettre fin à ladite entente;

ATTENDU QUE la Ville de Notre-Dame-des-Prairies, en collaboration avec les autres municipalités de la MRC de Joliette, a analysé différentes options afin de maintenir la Régie de police dans sa forme actuelle;

ATTENDU QUE lesdites municipalités ont déposé le 5 juillet 2007, une offre à la Ville de Joliette, afin que soit maintenue une Régie de police à 10 municipalités;

ATTENDU QUE la Ville de Joliette a refusé l'offre déposée par les autres municipalités et qu'elle a signifié par sa résolution G2007-02-60 qu'elle acceptait l'offre de desserte policière par la Sûreté du Québec;

ATTENDU QUE le 26 juin 2007, la municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes acceptait elle aussi l'offre de desserte policière de la Sûreté du Québec;

ATTENDU QUE le 13 août 2007, la municipalité de Sainte-Mélanie acceptait également l'offre de la Sûreté du Québec;

ATTENDU QUE la Ville de Notre-Dame-des-Prairies constate avec regret, qu'il est maintenant impossible de maintenir la Régie de police dans sa forme actuelle;

ATTENDU QU'il y a lieu d'assurer une protection policière adéquate pour la population Prairquoise;

ATTENDU QUE les dispositions de la Loi sur la police permettent à la Ville de Notre-Dame-des-Prairies de faire appel aux services de la Sûreté du Québec;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par monsieur le conseiller Pierre Lambert, appuyé par madame la conseillère Suzanne Dauphin et résolu :

- 1 Que le préambule de la présente résolution en fasse partie intégrante pour valoir à toutes fins que de droit.

...2/

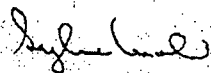
Résolution n° 393-09-2007

-2-

- 2 De demander au ministère de la Sécurité publique, monsieur Jacques P. Dupuis, que la Sûreté du Québec dépose une offre de desserte policière pour le territoire de la Ville de Notre-Dame-des-Prairies qui prendra effet à l'échéance de l'entente avec la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette.
- 3 Que copie de la présente résolution soit transmise à la Régie intermunicipale de police de la Région de Joliette ainsi qu'à la Fraternité des policiers et policières.

ADOPTÉ

Copie certifiée conforme



Sylvie Malo
Directrice générale adjointe et greffière
Le 5 septembre 2007

MUNICIPALITÉ DE
SAINT-CHARLES-BORROMÉE

R.I.P.R.J.
Coursus de
12/09/2007
No d'ordre
11.1

EXTRAIT du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la municipalité de Saint-Charles-Borromée tenue le 4 septembre 2007 et à laquelle il y avait quorum

Résolution N°
2007-09-4489

REORGANISATION POLICIERE - DEMANDE D'OFFRE DE SERVICES A LA SECURITE DU QUEBEC

ATTENDU l'urgence intermunicipale relative à l'organisation et au maintien d'un corps de police sur les territoires de Cabotville, Joliette, Notre-Dame-de-Lourdes, Notre-Dame-des-Pratres, Saint-André-de-Solenne, Saint-Charles-Borromée, Saint-Paul, Saint-Théodore, Sainte-Mélanie et Village Saint-Pierre et prévoyant la création d'une régie intermunicipale intervenue le 3 mars 1998;

ATTENDU que la Ville de Joliette et les Municipalités de Notre-Dame-de-Lourdes et Sainte-Mélanie ont informé la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette de leur intention de mettre fin à l'entente ayant mené à sa création, le tout conformément à l'article 13 de l'ordonnance sur le droit de la ville;

CONSIDÉRANT que la Ville de Joliette a rejeté les propositions qui lui ont été faites par les autres Municipalités de la MRC, dans le but de renouveler l'entente existant la régie et de maintenir notre corps de police municipal même si cette offre allait passer son coût à la Régie au même moment que le coût exigé par la Sécurité du Québec;

CONSIDÉRANT que les Municipalités de Notre-Dame-de-Lourdes, Sainte-Mélanie et la Ville de Joliette ont accepté l'offre de services de la Sécurité du Québec;

CONSIDÉRANT qu'une descente à sept municipalités n'est pas envisageable pour les autres municipalités rurales, à cause du coût de l'assurance;

CONSIDÉRANT qu'une régie à deux municipalités, Notre-Dame-des-Pratres et Saint-Charles-Borromée, serait plus chère et engagerait des efforts importants pour créer un tel corps de police, en deux ans pour de police et répondre aux événements majeurs qui pourraient survenir sur la territoire;

CONSIDÉRANT que l'entente intermunicipale prendra fin le 11 avril 2008;

Sur la proposition de Claude Bélanger

Appuyée par Robert Gervais

Il est résolu à l'unanimité:

QUE les membres du conseil de la municipalité dépendent au ministre de la Sécurité publique du Québec d'autoriser la Sécurité du Québec à proposer à la Municipalité de Saint-Charles-Borromée une offre de services en temps et due forme pour le service de son territoire;

QUE cette copie de la présente résolution soit transmise à M. Jacques Dupuis, ministre de la Sécurité publique, M. Jacques Huard, commandant du district Montréal-Laval-Laurentides-Lanaudière, M. Richard B. Marceau, secrétaire de la Régie intermunicipale de la région de Joliette et à M. Jeanne Rivest, président de la Fraternité des policiers et des policières du corps de police de Joliette;

Copie conforme

Le 3 septembre 2007

François Thériault
François Thériault, M.A.
Directeur général et secrétaire-trésorier

Le procès-verbal n'a pas été approuvé par le conseil, cette résolution peut être validée par deux séances consécutives.



MUNICIPALITÉ DE SAINT-THOMAS R.I.P.R.I.
 770, rue Principale, Saint-Thomas (Québec) J0K 2L0
 Téléphone : (450) 759-3105 • Télécopieur : (450) 759-0059
 Courriel : munstth@videotron.ca

Couvert par:
12/09/2007
No d'ordre:
112

Extrait de procès-verbal de la séance du conseil municipal de Saint-Thomas tenue le mardi 4 septembre 2007, à laquelle étaient présents M. le maire René Vincent, la conseillère et les conseillers suivants :

M^{me} Louise Guibault
 MM. Denis Rivest
 Robert March

MM. Walter Ellenberger
 Marc Corriveau

Roger Drainville, directeur général et secrétaire-trésorier, était aussi présent.

RÉSOLUTION No 132-2007

DESSERTE POLICIÈRE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

Considérant l'entente intermunicipale relative à l'organisation et au maintien d'un corps de police sur les territoires de Crémerville, Joliette, Notre-Dame-de-Lourdes, Notre-Dame-des-Prêtres, Saint-Ambroise-de-Kildare, Saint-Charles-Borromée, Saint-Paul, Saint-Thomas, Saint-Mathias et Village Saint-Pierre et prévoyant la création d'une régie intermunicipale intervenant le 5 mars 1988 ;

Considérant les enjeux inhérents au financement des services de police et les règles d'équité devant présider au partage de l'effort financier entre les éventuels partenaires ;

Considérant la décision de la Ville de Joliette de se retirer de la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette et de requérir les services de la Sûreté du Québec ;

Considérant que l'analyse des coûts et services signalait une économie récurrente pour la Municipalité de Saint-Thomas en étant desservie par la Sûreté du Québec ;

Considérant qu'il est dans le meilleur intérêt des contribuables de la municipalité de Saint-Thomas d'être desservi par la Sûreté du Québec ;

Considérant que l'entente intermunicipale prendra fin le 11 avril 2008 ;

Par ces motifs et sur la proposition de Robert March, appuyée par Walter Ellenberger, il est résolu à l'unanimité des conseillers présents :

- que la Municipalité de Saint-Thomas avise la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette de son retrait de l'entente intermunicipale à l'échéance de cette dernière ;
- que la Municipalité de Saint-Thomas demande au ministre de la Sécurité publique que la Sûreté du Québec desserve le territoire de Saint-Thomas à la fin de l'entente avec la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette.

Copie conforme

Saint-Thomas, le 5 septembre 2007

Roger Drainville
 Roger Drainville, c.m.a.
 Directeur général et secrétaire-trésorier



MUNICIPALITÉ DE SAINT-PAUL

COPIE DE RÉSOLUTION

R.P.R.J.
Caucus du:
12/09/2007
No d'ordre:
71.5

À une séance régulière tenue le 5 septembre 2007 et à laquelle sont présents Monsieur le maire, Alain Bellemare, et les conseillers suivants:

Madame Claire Audet
Madame Jacinthe Brouil
Monsieur Jean-Albert Lafontaine
Monsieur Raymond Chartier
Madame Germaine C. Rainville
Monsieur Jocelyn Siros

formant quorum sous la présidence du maire.

M^r Richard B. Morisse, secrétaire-trésorier et directeur général, M. Raymond Deroisin, inspecteur municipal, sont aussi présents.

Réorganisation policière – Demande d'offre de services à la Sécurité du Québec

2007-308

Considérant l'entente intermunicipale relative à l'organisation et au maintien d'un corps de police sur les territoires de Crabtree, Joliette, Notre-Dame-de-Lourdes, Notre-Dame-des-Prairies, Saint-Ambroise-de-Kilgore, Saint-Charles-Bonome, Saint-Paul, Saint-Thomas, Sainte-Mélanie et Village Saint-Pierre et prévoyant la création d'une régie intermunicipale intervenue le 5 mars 1998;

Considérant que la Ville de Joliette et les municipalités de Notre-Dame-de-Lourdes et Sainte-Mélanie ont informé la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette de leur intention de mettre fin à l'entente ayant mené sa création, le tout conformément à l'article 13 de l'entente susmentionnée;

Considérant que la Ville de Joliette a rejeté les propositions qui lui ont été faites par les autres municipalités de la MRC, dans le but de renouveler l'entente créant la régie et de maintenir notre corps de police municipal même si cette offre faisait passer son coût à la Régie au même montant que le coût exigé par la Sécurité du Québec;

Considérant que les municipalités de Notre-Dame-de-Lourdes, Sainte-Mélanie et la Ville de Joliette ont accepté l'offre de services de la Sécurité du Québec;

Considérant qu'une descente à sept municipalités n'est pas envisageable pour les autres municipalités rurales, à cause du coût de l'exercice;

Considérant que l'entente intermunicipale prendra fin le 11 avril 2008;

Sur la proposition de M. Raymond Chartier, appuyée par M. Jocelyn Siros, il est unanimement résolu:

- 1- Que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution;

COPIE DE RÉSOLUTION

Page 2

- 2- Que les membres du conseil de la Municipalité de Saint-Paul demandent au ministre de la Sécurité publique du Québec d'autoriser la Stant du Québec à proposer à la Municipalité de Saint-Paul une offre de services en bonne et due forme pour la déserte de son territoire;
- 3- Que copie conforme de la présente résolution soit transmise à:
 - M. Jacques Dupuis, ministre de la Sécurité publique;
 - M. Jacques Beaudry, commandant, District Montréal-Laval et Laurentides-Lanaudière;
 - M^{me} Lyne Beaucgard, Régie intermunicipale de police de la région de Joliette;
 - M. Jéssmin Rahville, président de la Fraternité des policiers du corps de police de Joliette.

(Signé) Alain Bellemare, maire

(Signé) Richard B. Morasse, secrétaire-trésorier et directeur général

Copie conforme
Donnée à Saint-Paul
Ce 6^e jour du mois de septembre 2007

M^{re} Richard B. Morasse, MBA, g.m.a., avocat
Secrétaire-trésorier et directeur général

57

57



MUNICIPALITÉ DE
LA GUADELOUPE

PROVINCE DE QUÉBEC
M.R.C. DE BEAUCE-SARTIGAN
MUNICIPALITÉ DE LA GUADELOUPE

EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL ou COPIE DE RÉSOLUTION

Session ordinaire du conseil de la Municipalité de La Guadeloupe, tenue à l'hôtel de ville de La Guadeloupe, ce lundi dixième (10^{ième}) jour du mois de septembre 2007 à 20 heures; tenue à l'endroit habituel des sessions du conseil.

Sont présents à cette session :

Siège # 1 Mme Lise Roy

Siège # 3 M. Normand Pouliot

Siège # 5 M. Claude Grondin

Siège # 2 M. Richard Morin

Siège # 4 M. Paul Joly

Siège # 6 M. Richard Fluet

M. Marc-André Doyle, directeur général et secrétaire-trésorier, assiste également à cette session.

Tous formant quorum sous la présidence de la mairesse, Mme Huguette Plante.

il a été adopté ou décidé ce qui suit : RÉSOLUTION 2007-09-259

* 13.1 – STATIONNEMENT DES VÉHICULES LOURDS :

2007-
09-259

En conséquence,

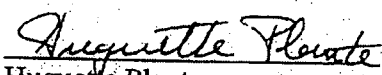
Il est proposé par Mme Lise Roy, appuyé par M. Paul Joly, et unanimement résolu :

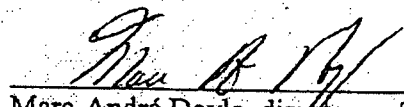
- de valider notre réglementation municipale concernant le stationnement des véhicules lourds dans les secteurs résidentiels;
- d'autoriser l'inspecteur municipal à procéder aux affichages nécessaires afin que la réglementation soit applicable;
- de demander à la Sûreté du Québec d'appliquer le règlement avec plus de vigueur.

Adoptée unanimement.

Copie certifiée conforme

À La Guadeloupe ce douzième (12^{ième}) jour du mois de septembre 2007.


Huguette Plante
Mairesse


Marc-André Doyle, directeur général
et secrétaire-trésorier

Extrait du procès-verbal
ou copie de résolution

*De la municipalité de la Paroisse des
Saints-Martyrs-Canadiens*

13, chemin du Village
Saints-Martyrs-Canadiens (Qué)
G0Y 1B0

Tél. : (819) 344-5171

Fax : (819) 344-2298

Courriel : bmsmc@ivic.qc.ca

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL d'une assemblée régulière du Conseil municipal de la Paroisse des Sts-Martyrs-Canadiens, tenue le 10 septembre 2007, à 19h00, à la salle municipale, à Sts-Martyrs-Canadiens.

M. André Henri maire

Les conseillers suivants sont présents : M. Jean-Marie Savard, M. Laurier St-Onge, Richard Blain
M. Pierre Béliveau, Mme Martine Desloges, Mme Danielle Carignan

RÉSOLUTION 2007-09-195 DEMANDE À LA S.O DE PATROUILLER LA NUIT

Attendu que plusieurs gestes de vandalismes ont eu lieu à plusieurs reprises, cet été à certains endroits dans la Municipalité des Saints- Martyrs- Canadiens.

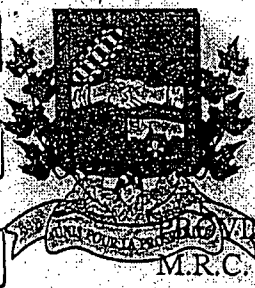
Attendu que la municipalité s'attend d'avoir un service de protection pour lequel nous payons

Attendu que la quote- part de la municipalité pour le service offert s'élève pour l'année 2007 à 58 000.\$ avec une population permanente de 230 personnes sur un territoire boisé à plus de 60%

Elle est proposée par Pierre Béliveau, appuyée par Martine Desloges et unanimement adoptée par les conseillers.

Copie conforme certifiée, ce 12 octobre 2007

Par Thérèse Lemay
Thérèse Lemay, Directrice générale
& secrétaire- trésorière g.m.a



MUNICIPALITÉ DE
LA GUADELOUPE

PROVINCE DE QUÉBEC
M.R.C. DE BEAUCE-SARTIGAN
MUNICIPALITÉ DE LA GUADELOUPE

EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL ou COPIE DE RÉOLUTION

Session ordinaire du conseil de la Municipalité de La Guadeloupe, tenue à l'hôtel de ville de La Guadeloupe, ce lundi dixième (10^{ième}) jour du mois de septembre 2007 à 20 heures, tenue à l'endroit habituel des sessions du conseil.

Sont présents à cette session :

Siège # 1 Mme Lise Roy

Siège # 3 M. Normand Pouliot

Siège # 5 M. Claude Grondin

Siège # 2 M. Richard Morin

Siège # 4 M. Paul Joly

Siège # 6 M. Richard Fluet

M. Marc-André Doyle, directeur général et secrétaire-trésorier, assiste également à cette session.

Tous formant quorum sous la présidence de la mairesse, Mme Huguette Plante.

il a été adopté ou décidé ce qui suit : RÉSOLUTION 2007-09-260

* 13.2- STATIONNEMENT À PROXIMITÉ DU BUREAU DE POSTE :

2007-
09-260

En conséquence,

Il est proposé par M. Paul Joly, appuyée de Mme Lise Roy, et unanimement résolu :

- de valider notre réglementation municipale concernant le stationnement des véhicules à proximité du bureau de poste;
- d'autoriser l'inspecteur municipal à procéder aux affichages nécessaires et au lignage de rue afin que soit interdit le stationnement (sauf zone pour handicapée) dans une zone de 20 pieds, sur la 9^e rue Est, des deux cotés de la rue, à partir de l'intersection de la 14^e avenue;
- d'autoriser l'inspecteur municipal à aménager une aire de stationnement pour handicapés à proximité du bureau de poste (espace asphaltée peinte en bleu et indication de stationnement réservé pour handicapés);
- de demander à la Sûreté du Québec d'appliquer le règlement avec plus de vigueur.

Adoptée unanimement.

Copie certifiée conforme

À La Guadeloupe ce douzième (12^{ième}) jour du mois de septembre 2007.

Huguette Plante
Huguette Plante
Mairesse

Marc-André Doyle
Marc-André Doyle, directeur général
et secrétaire-trésorier

**EXTRAIT DU LIVRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE
LA MUNICIPALITÉ DE BATISCAN**

LUNDI, le PREMIER jour du mois de OCTOBRE deux mille sept, une session régulière du Conseil de la municipalité de Batiscan est tenue à la salle municipale (181, rue de la Salle), à compter de VINGT HEURES à laquelle sont présents :

Monsieur Pierre Châteauneuf, Conseiller
Monsieur Mario Trottier, Conseiller,
Monsieur Norman Bonetto, Conseiller,
Monsieur Yves Gagnon, Conseiller,
Madame Francine Leblanc, Conseillère
Madame Solange Leduc-Proteau, Conseillère.

Madame Caroline Cyr est aussi présente.

Formant quorum sous la présidence du maire Monsieur Christian Fortin.

Ont adopté entre autres résolutions :

Résolution # 07-10-559

CONSIDÉRANT

La tenue d'une rencontre organisée par la section régionale de la Sécurité du Québec à l'intention de l'ensemble des élus (es) et des dirigeants (tes) de notre MRC;

CONSIDÉRANT

Que cette rencontre a permis à plusieurs d'entre nous d'identifier clairement les acteurs et la mission de notre escouade régionale ainsi que tous les services mis à notre disposition et au service de toute la population de notre secteur;

CONSIDÉRANT

Que cette rencontre a été appréciée de tous;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par MARIO TROTTIER, conseiller
Appuyé par FRANCINE LEBLANC, conseillère

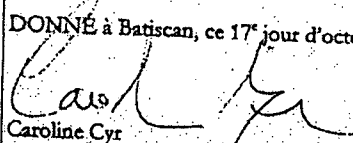
Et résolu à l'unanimité

Que la municipalité de Batiscan offre ses plus sincères remerciements au Lieutenant Jean-François Deveault ainsi qu'à toute l'équipe impliquée dans l'organisation de cette rencontre.

Adopté.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME au livre des délibérations du conseil de la municipalité de Batiscan.

DONNÉ à Batiscan, ce 17^e jour d'octobre 2007.


Caroline Cyr
Directrice générale



Ville de Saint-Tite

540, Notre-Dame, Saint-Tite (Québec) G0X 3H0
Téléphone : (418) 365-5143 Télécopieur : (418) 365-4020

UNION DANS L'ACTION

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE SAINT-TITE
COMTE DE LAVIOLETTE

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE RÉGULIÈRE DU 2 OCTOBRE 2007

À la séance régulière du conseil de la municipalité de la Ville de Saint-Tite, tenue le deuxième jour d'octobre deux mille sept, et à laquelle étaient présents :

M. Reynald Périgny, maire	M. Jacques Carpentier, conseiller
M ^{me} Danielle Cormier, conseillère	M. Gabriel Périgny, conseiller
M ^{me} Madeleine Paquette Carpentier, conseillère	M. Jules Duchemin, conseiller
M ^{me} Alyné Trépanier, directrice générale adjointe	M. Robert Ringuette, conseiller
M. Pierre Massicotte, directeur général	

Résolution numéro : 2007-10-378

REMERCIEMENTS/À L'INTENTION DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET DE LA FIRME CONSULTANT CLAUDE ALARIE POUR L'EXCELLENT TRAVAIL EXÉCUTÉ POUR LE MAINTIEN DE L'ORDRE DURANT LA 40^E ÉDITION DU FESTIVAL WESTERN

Monsieur le conseiller Jacques Carpentier, propose, appuyé par monsieur le conseiller Gabriel Périgny, et il est unanimement résolu :

1. QUE le conseil de la municipalité de la Ville de Saint-Tite remercie la Sûreté du Québec pour l'excellente collaboration obtenue de ses effectifs pour le maintien de l'ordre et de la paix durant la 40^e édition du festival western de Saint-Tite. De plus, les membres du conseil remercient spécialement monsieur Éric Bellemare, lieutenant pour l'organisation de ce service essentiel ainsi que l'immense travail effectué au cours de cette période.
2. QUE le conseil de la municipalité de la Ville de Saint-Tite remercie la firme Consultant Claude Alarie et toute son équipe, soit l'Agence de sécurité Francheville inc. pour l'excellent travail exécuté pour le maintien de l'ordre durant la 40^e édition du festival western de Saint-Tite. De plus, les membres du conseil remercient spécialement monsieur Claude Alarie pour son excellente collaboration et pour le travail immense qu'il a effectué au cours de cette période.

-adopté-

Copie certifiée conforme.

Donnée à Saint-Tite, ce vingt-deuxième jour
d'octobre deux mille sept (2007-10-22)


Pierre Massicotte
Directeur général

Extrait du Procès-Verbal

ou

du 2 octobre 2007

Copie de Résolution

Municipalité de

SAINTE-SOPHIE D'HALIFAX

À la session régulière du Conseil de la

Municipalité de Sainte-Sophie d'Halifax

tenue le 2 octobre 2007

et à laquelle étaient présents son honneur

le maire M. Marc Nadeau

et les conseillers suivants: Manon Lambert, Bruno Lamontagne,
Gaston Perreault et Gaëtan LaBonté-

OBJET: Sécurité dans le Village de Sainte-Sophie d'Halifax.

CONSIDERANT que la vitesse au-delà de 50KM/H est couramment remarquée dans le village;

CONSIDERANT qu'un arrêt obligatoire installé sur la rue Principale à l'intersection de la rue de l'Ecole au printemps 2007 n'a pas résolu le problème de vitesse lors de la descente de la côte et en bas de cette côte;

CONSIDERANT que certains véhicules automobile produisent un bruit extrêmement désagréable dû au système d'échappement modifié, défectueux ou inexistant;

CONSIDERANT que certains V T T circulent dans le village en faisant un bruit assourdissant, beaucoup plus que d'autres;

CONSIDERANT qu'à plusieurs reprises un conseiller municipal a communiqué et/ou rencontrer un patrouilleur, M. Onil LeBel, M. Jocelyn Descens et qu'aucune amélioration n'est subvenue et aucun retour ou rapport sur les interventions effectuées de votre part, s'il y en a eues;

CONSIDERANT les coûts annuels très élevés, pour les services policiers de la Sûreté du Québec.

Résolution numéro 1019-10-07

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par Gaston Perreault, appuyé par Bruno Lamontagne et résolu unanimement:

QUE la Municipalité de Sainte-Sophie d'Halifax obtienne de la Sûreté du Québec de la M R C de l'Erable:

- Une plus grande présence des patrouilleurs sur son territoire et surtout dans le village;
- Une vérification de la vitesse plusieurs fois par jour et se prolongeant sur une longue période, pour habituer les gens à réduire leur vitesse;
- Un rapport écrit mensuel des interventions et des vérifications de vitesse effectuées.

Adopté

Extrait copie conforme

La Municipalité de Sainte-Sophie d'Halifax

par:

Doris Turgeon, sec-trés

Extrait du livre des délibérations du Conseil de la MRC du Haut-Saint-Laurent, session ordinaire tenue le 10 octobre 2007 et présidée par monsieur Alain Castagner, préfet.

**RÉSOLUTION POUR AUTORISER LA CONCLUSION D'UNE ENTENTE CONCERNANT
LES SERVICES POLICIERS OFFERTS PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, AVEC LE
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, ET DÉSIGNATION DES SIGNATAIRES
AUTORISÉS**

ATTENDU QU'en vertu de l'article 70 de la *Loi sur la police* (L.R.Q., c.P-13.1), le territoire de toute municipalité locale doit relever de la compétence d'un corps de police ;

ATTENDU QUE la Sûreté du Québec, police nationale, concourt sur l'ensemble du territoire québécois au maintien de la paix et de l'ordre public, à la préservation de la vie, de la sécurité et des droits fondamentaux des personnes ainsi qu'à la protection de leurs biens. La Sûreté du Québec soutient aussi la communauté policière, coordonne des opérations policières d'envergure, contribue à l'intégrité des institutions étatiques et assure la sécurité des réseaux de transport qui relèvent du Québec ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 72 de la *Loi sur la police* (L.R.Q., c.P-13.1), une municipalité locale qui ne fait partie ni d'une communauté métropolitaine, ni d'une région métropolitaine de recensement et dont la population est de moins de 50 000 habitants, est desservie par la Sûreté du Québec, à moins qu'elle ait décidé, en application de l'article 353.1, d'être desservie par un corps de police municipal ;

ATTENDU QU'une telle municipalité locale dont la population passera le seuil de 50 000 habitants sera tenue d'assujettir son territoire à la compétence d'un corps de police municipal à moins que cette situation ne résulte d'un regroupement municipal ;

ATTENDU QU'une telle municipalité locale issue d'un regroupement municipal comprenant une population de 50 000 habitants ou plus, pourra être autorisée par le ministre de la Sécurité publique, aux conditions qu'il détermine, à être desservie par la Sûreté du Québec ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 77 de la *Loi sur la police* (L.R.Q., c.P-13.1), le coût des services de police fournis par la Sûreté du Québec est établi suivant les règles de calcul et les tarifs prévus au Règlement approuvé par le gouvernement, et qu'il est à la charge de la ou des municipalités locales concernées ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 76 de la *Loi sur la police* (L.R.Q., c.P-13.1), une entente est requise afin que la Sûreté du Québec desserve les municipalités locales de la MRC du Haut-Saint-Laurent : Dundee, Elgin, Franklin, Godmanchester, Havelock, Hinchinbrooke, Howick, Huntingdon, Ormstown, Saint-Anicet, Saint-Chrysostome, Sainte-Barbe et Très-Saint-Sacrement ;

12

Municipalité Régionale de Comté Le Haut-Saint-Laurent

-2-

ATTENDU QUE tous les membres du conseil ont reçu copie du projet d'entente ;

ATTENDU QUE le projet d'entente a été étudié et discuté au comité de sécurité publique qui en a fait une recommandation d'adoption par les membres du conseil de la MRC ;

CONSIDÉRANT QUE cette entente vise à définir les modalités générales concernant les services fournis par la Sûreté du Québec aux municipalités énumérées à l'entente et faisant partie de la MRC du Haut-Saint-Laurent ;

5337-10-07

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Jean-Pierre Proulx
Appuyé par Suzanne Yelle Blair et résolu unanimement

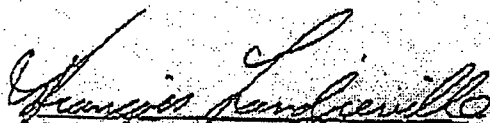
D'accepter l'entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec, sur le territoire de la MRC du Haut-Saint-Laurent ;

Il est également résolu d'autoriser messieurs Alain Castagner et François Landreville, respectivement préfet et directeur général de la MRC du Haut-Saint-Laurent, à signer ladite entente pour et au nom de notre MRC.

ADOPTÉ

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

DONNÉ À HUNTINGDON, ce 11 octobre 2007



François Landreville
Directeur général et
secrétaire-trésorier

Municipalité Régionale de Comté Le Haut-Saint-Laurent

Extrait du livre des délibérations de la municipalité de Hérouxville lors d'une séance extraordinaire tenue le quinzième (15e) jour du mois de octobre 2007, à 19h30 à laquelle étaient présents :

Monsieur Martin Périgny.....Maire ;
 Madame Alice Dionne..... Conseillère ;
 Madame Ginette Pothier..... Conseillère ;
 Monsieur Edgar Gervais, Conseiller ;
 Monsieur Yves Gervais..... Conseiller ;
 Monsieur André Drouin..... Conseiller ;

Absent : Monsieur Daniel Magny..... Conseiller ;

Formant le conseil au complet () ou formant quorum (X), à savoir :

2007-10-265

CONSIDÉRANT les problèmes signalés depuis l'autorisation de passage des VTT sur certains tronçons de routes de notre territoire ;

CONSIDÉRANT QUE la circulation de ces véhicules détériore les chemins de gravier ;

CONSIDÉRANT la vitesse à laquelle circulent ces véhicules ;

CONSIDÉRANT QUE certains de ces conducteurs ne respectent pas les piétons ;

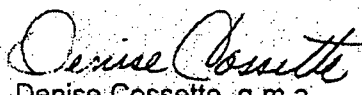
Il est proposé par : André Drouin
 Appuyé par : Alice Dionne

Et il est résolu :

QUE ce conseil désire rencontrer le président du Club Quad Mauricie ainsi que la Sûreté du Québec pour les sensibiliser sur la situation actuelle.

-Adoptée-

Copie conforme certifiée
 ce 29 octobre 2007


 Denise Cossette, g.m.a.
 Directrice générale et
 secrétaire-trésorière

**MUNICIPALITÉ D'HÉBERTVILLE**

851, rue Turgeon
Hébertville, Lac-Saint-Jean, Qc
G8N 1S8 - Tél.: 344-1302 Fax: 344-4618

EXTRAIT DES MINUTES

Procès-verbal de la séance régulière du Conseil municipal d'Hébertville tenue lundi le 15 Octobre 2007 à compter de 19 h 30 à l'Hôtel de ville d'Hébertville à laquelle il y avait quorum sous la présidence de Son Honneur Le Maire, Monsieur Léonard Côté.

RÉSOLUTION #1241-2007

OBJET : SURVEILLANCE POLICIÈRE.

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité d'Hébertville fait face à un nombre important d'actes de vandalisme dans le secteur des écoles et des parcs dans le secteur urbain de son territoire;

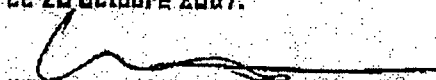
CONSIDÉRANT QUE les actes de vandalisme représentent des coûts très importants pour la collectivité;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité d'Hébertville a sur son territoire une école secondaire desservant la clientèle du secteur sud de la MRC de Lac-Saint-Jean Est;

CONSIDÉRANT QUE le présent Conseil a une préoccupation constante du bien-être et la qualité de vie des membres de sa communauté;

POUR CES MOTIFS, il est proposé par Monsieur Stanley D'Orrien appuyé par Monsieur Réal Larouche et résolu à l'unanimité des Conseillers du demander aux représentants de la Sûreté du Québec d'exercer une présence accrue pour la période de 11h30 à 13h00, du lundi au vendredi, dans les zones scolaires

Vraie copie donnée
à Hébertville
ce 23 Octobre 2007.


Christian Duvallet, Sec. Trés./Dir. gén.

COMITÉ DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DE LA MRC DES PAYS-D'EN-HAUT
RÉUNION DU 27 OCTOBRE 2007 (9:00 heures)
MRC des Pays-d'en-Haut
(1014, Valiquette, Sainte-Adèle)

EXTRAIT DE RÉSOLUTION NO CSP 125-2007

Présences

M. André Genest, maire
 Président
 Mme JoAnne Fandrich, mairesse
 M. Michel Plante, maire
 M. Pierre Roy, maire
 M. André Charbonneau, maire
 M. Michel Lagacé
 M. Charles Gamier, préfet
 M. Yvan Genest, dir. gén.
 Mme Catherine Legault, secrétaire

Wentworth-Nord
 Lac-des-Seize-Îles
 Morin-Heights
 Saint-Adolphe-d'Howard
 Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson
 Saint-Sauveur
 MRC des Pays-d'en-Haut
 MRC des Pays-d'en-Haut
 MRC des Pays-d'en-Haut

M. Patrick Després, lieutenant
 M. Julien Lévesque, sergent

Sûreté du Québec
 Sûreté du Québec

MRC DES PAYS-D'EN-HAUT
MANQUE D'EFFECTIFS POLICIERS - AIDE DU FÉDÉRAL

ATTENDU QUE le premier ministre du Canada annonçait le 16 octobre 2007 dans son discours du trône, la mise sur pied d'un programme visant à embaucher au moins 2500 nouveaux policiers au Canada ;

ATTENDU QUE pour la province de Québec, ce programme représenterait l'embauche de 586 nouveaux policiers dont le gouvernement fédéral assumerait 50% des dépenses annuelles, soit une aide financière de plus de 75 M ;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec refuse l'embauche de plus de policiers ;

ATTENDU QUE le comité de sécurité publique de la MRC des Pays-d'en-Haut dénonce la décision du ministre de la Sécurité publique, monsieur Jacques Dupuis, de ne pas augmenter les effectifs policiers au Québec ;

ATTENDU QUE seulement sur le territoire de la MRC des Pays-d'en-Haut, le nombre de policiers de la Sûreté du Québec est de 39 et que ce nombre est insuffisant et décrié par tous les maires du comité de sécurité publique ;

ATTENDU QUE l'analyse du comité de sécurité publique des Pays-d'en-Haut démontre la nécessité d'embaucher 16 policiers supplémentaires, afin d'assurer un service de proximité et une visibilité policière par une patrouille 24h/24 et ainsi apporter une protection adéquate de nos citoyens et citoyennes des 7 municipalités formant une carte de desserte policière morcelée, dispersée et des plus singulière et illogique ;

ATTENDU l'accroissement continu et rapide des populations des municipalités desservies par la Sûreté du Québec sur le territoire des Pays-d'en-Haut et démontré par Statistique Canada, soit une augmentation de 21% en 5 ans, la population résidente permanente passant de 17 018 en 2001 à 20 524 en 2006 ;

COMITÉ DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DE LA MRC DES PAYS-D'EN-HAUT

EXTRAIT DE RÉSOLUTION NO CSP 125-2007 (suite)

ATTENDU QU'à ces 20 524 résidents permanents s'ajoute une population de villégiature évaluée à 18 297 personnes, présente sur notre territoire les fins de semaine à longueur d'année et durant les périodes de vacances et ce sans compter le million de touristes annuellement.

ATTENDU QUE compte tenu de ce qui précède le taux d'encadrement policier de la SQ par 1000 habitants affecté à la desserte de notre territoire est de un par 1000 habitants, ratio nettement sous la norme provinciale.

IL EST PROPOSÉ par le conseiller Michel Plante, maire de Morin-Heights et UNANIMEMENT RÉSOLU:

1. QUE le comité de sécurité publique des Pays-d'en-Haut demande au premier ministre du Québec, monsieur Jean Charest, de prendre le leadership nécessaire afin de s'assurer que notre territoire soit protégé adéquatement par l'embauche de 16 policiers additionnels permanents.
2. QUE le comité de sécurité publique des Pays-d'en-Haut enjoigne le premier ministre à profiter de l'aide financière annoncée par le premier ministre Stephen Harper, dans le discours du trône.
3. QUE copie de la présente résolution soit envoyée à :
 - M. Jean Charest, premier ministre du Québec
 - M. Jacques Dupuis, ministre de la Sécurité publique
 - M. Jacques Beaupré, inspecteur-chef, Commandant district
 - M. Patrick Després, lieutenant, SQ MRC des Pays-d'en-Haut
 - M. David Whissell, député d'Argenteuil
 - M. Claude Cousineau, député de Terrebonne
 - Commission permanente de la sécurité publique, FQM
 - Municipalités membres du comité de sécurité publique

ADOPTÉE

COPIE CONFORME CERTIFIÉE
CE 5^E JOUR DE NOVEMBRE 2007


ME YVAN GENEST, DG
MRC DES PAYS-D'EN-HAUT

Sujet à l'approbation du comité lors de la prochaine réunion

PROCÈS-VERBAUX DU COMITÉ DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
DE LA MRC DES PAYS-D'EN-HAUT

** PAGE TOTALE .04**



Municipalité de Maskinongé

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE MASKINONGÉ
M.R.C. DE MASKINONGÉ

Extrait du livre des délibérations de la session régulière du Conseil de la municipalité de Maskinongé tenue au lieu ordinaire des séances, lundi le 5 novembre 2007, à 20 heures, sous la présidence de monsieur Michel Clément, maire et à laquelle il y avait quorum.

RÉSOLUTION NUMÉRO 308-07

CONSIDÉRANT le terrible accident du 31 octobre 2007 à l'Île Perrot, qui a coûté la vie à une fillette de trois ans ;

CONSIDÉRANT QUE cette tragédie est survenue parce que des jeunes ont conduit leur voiture à une trop grande vitesse en milieu résidentiel ;

CONSIDÉRANT QUE le Conseil municipal et la population de Maskinongé se plaignent régulièrement de la trop grande vitesse des automobiles et du manque de visibilité des patrouilleurs de la SQ dans nos secteurs résidentiels ;

POUR CES MOTIFS : Il est proposé par monsieur le conseiller Jonathan Lacourse et résolu à l'unanimité :

QU'une demande soit faite à monsieur Jacques Dupuis, ministre de la Sécurité publique du Québec, pour augmenter la prévention et l'intervention en sécurité routière, avant qu'il n'arrive d'autres tragédies du même genre.

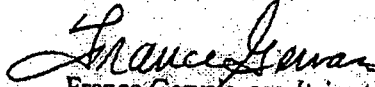
/S/ Michel Clément, maire

/S/ France Gervais, secrétaire-trésorière

Copie certifiée conforme

Donnée à Maskinongé

Ce 8 novembre 2007


France Gervais, secrétaire-trésorière



VILLE DE JOLIETTE

Extrait du procès-verbal d'une séance ordinaire du conseil de la Ville de Joliette, tenue au lieu réglementaire, le 5 novembre 2007, à 20 h 00, et à laquelle sont présents les conseillers Alain Beaudry, Claude Savignac, Alain Lozeau, la conseillère Diane Nicoletti et le conseiller Richard Leduc formant quorum sous la présidence de M. René Laurin, maire.

**G2007-04-09 - SÛRETÉ DU QUÉBEC - DÉBUT DE LA DESSERTE POLICIÈRE -
DEMANDE AU MINISTRE :**

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Joliette a, par sa résolution G2006-04-88, informé la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette de son intention de mettre fin à l'entente ayant mené à sa création, le tout conformément à l'article 15 de ladite entente;

CONSIDÉRANT QUE l'entente intermunicipale prendra ainsi fin le 11 avril 2008;

CONSIDÉRANT l'offre de service soumise par la Sûreté du Québec pour une desserte du territoire joliettain qui fut acceptée par la résolution G2007-02-60;

CONSIDÉRANT QUE le territoire de l'ensemble des municipalités composant la Municipalité régionale de comté de Joliette sera desservi par la Sûreté du Québec;

CONSIDÉRANT QUE l'exercice financier du ministère de la Sécurité publique se termine le 31 mars de chaque année;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu, pour des raisons de saine administration, de faire coïncider le début de la desserte policière de la Sûreté du Québec avec le début de l'exercice financier 2008 du ministère de la Sécurité publique;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Alain Beaudry, appuyé par le conseiller Richard Leduc et unanimement résolu :

DE DEMANDER au Ministre de la Sécurité publique de faire débiter la desserte policière du territoire de la Municipalité régionale de comté de Joliette par la Sûreté du Québec à compter du 1^{er} avril 2008.

ADOPTÉE UNANIMEMENT

Copie certifiée conforme


PIERRICK SYLVESTRE, avocat
Greffier
07-11-2007

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE JOLIETTE

RECU À MONTRÉAL

LE 16 NOV. 2007

CABINET DU MINISTRE DE
LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Équipe multifonctionnelle de la Sûreté du Québec.

CONSIDÉRANT QUE la Ville travaille en étroite collaboration avec la Sûreté du Québec dans l'ensemble des dossiers de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE le comité de sécurité publique a pour but d'associer les élus municipaux au maintien d'un milieu de vie sécuritaire;

CONSIDÉRANT QUE le comité de sécurité publique participe à l'identification des priorités et des moyens dont dispose la communauté pour répondre à ses besoins;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Shawinigan a une grande étendue territoriale;

PAR CES MOTIFS

Il est proposé par :
Appuyé par :

et résolu

Que le Conseil demande le maintien de l'équipe multifonctionnelle de la Sûreté du Québec. Cette équipe permet de patrouiller à l'aide de véhicules hors-route ou nautiques dans des endroits parfois moins accessibles. Cet important service est offert tout au long de l'année.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

2007.11.05



LA MUNICIPALITÉ DE
Manseau

Hôtel de Ville
200, rue Roux, C.P. 200
Manseau (Québec)
G0X 1V0

Le 9 novembre 2007

Monsieur Daniel Lachance, Lieutenant
Sûreté du Québec
1365, boulevard Bécancour
Bécancour (Québec)
G9H 3V1

REÇU
SÛRETÉ DU QUÉBEC

13 NOV. 2007

MRC DE BÉCANCOUR
(112)

Objet : votre intervention du 7 septembre 2007 .

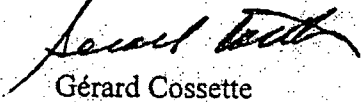
Monsieur,

Lors de l'évènement du 7 septembre dernier, un peu houleux par un show de boucane dans la rue Roux et Ste-Marie, des manifestants ont exagérés lors de l'enterrement d'un des leurs. Nous avons fait appel à vos services pour régulariser la situation.

Les membres du conseil désirent souligner votre bon travail lors de cet évènement et le conseil apprécierait que ce genre de service continu pour avoir une qualité de vie plus sécuritaire à l'intérieur de la municipalité. Une présence plus fréquente est appréciée.

Au nom du conseil, je vous remercie très sincèrement, et veuillez accepter l'expression de notre collaboration.

Le directeur général/secrétaire – trésorier


Gérard Cossette

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS
du conseil de la Municipalité régionale de comté de Coaticook

EXTRAIT DE LA SESSION ORDINAIRE DUDIT CONSEIL TENUE LE 28 NOVEMBRE 2007, À 19 H 30, À LA SALLE MULTIFONCTIONNELLE DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMITÉ DE COATICOOK, SISE AU 294, RUE SAINT-JACQUES NORD, COATICOOK. LE CONSEIL FORMANT QUORUM SOUS LA PRÉSIDENCE DE MONSIEUR RÉJEAN MASSON, PRÉFET

RÉSOLUTION - CM2007-11-383

RECOMMANDATIONS
COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE DU 28 NOVEMBRE 2007
QUESTIONNEMENT QUANT À LA HAUSSE DES COÛTS DE DESSERTE
POLICIÈRE POUR CERTAINES MUNICIPALITÉS

ATTENDU que l'évaluation foncière uniformisée des propriétés sur le territoire de la MRC de Coaticook a connu une augmentation lors du dépôt des derniers rôles d'évaluation triennaux ;

ATTENDU qu'en pareille circonstance, les municipalités peuvent ajuster le taux de taxation municipale en fonction des revenus dont elles ont besoin pour équilibrer leur budget annuel, contrôlant ainsi l'impact de cette hausse de valeur sur le compte de taxe municipale des contribuables ;

ATTENDU qu'une administration municipale qui hausse son taux de taxation doit produire une certaine justification à ses contribuables, quant à son budget de fonctionnement, soit en hausse de services, en dépenses imprévues, en investissements majeurs, etc. ;

ATTENDU que certaines municipalités de la MRC de Coaticook ont reçu la facturation pour 2008 pour les services policiers de la Sûreté du Québec ;

ATTENDU que pour certaines, il s'agit d'une hausse substantielle ;

ATTENDU que la facturation n'était pas accompagnée d'une quelconque justification quant à la hausse ;

ATTENDU qu'une hausse de la richesse foncière uniformisée n'entraîne pas une hausse d'effectifs policiers, pas plus qu'elle n'entraîne nécessairement une hausse de la criminalité ou le changement d'autres services ;

ATTENDU que le budget de la Sûreté du Québec pour leurs services n'est pas relié à l'augmentation de la richesse foncière uniformisée des municipalités ;

ATTENDU que les municipalités devaient assumer de façon régressive jusqu'à 50 % des coûts totaux de la desserte tel que le stipule le Règlement sur les sommes payables par les municipalités pour les services de la Sûreté du Québec ;

ATTENDU que la répartition de la facturation entre les municipalités n'est pas remise en cause ;

ATTENDU que la MRC de Coaticook s'interroge quant à ce qui motive la hausse de la facturation de certaines de ses municipalités et que cette hausse fasse suite à la hausse spectaculaire de la richesse foncière des dernières années, notamment des exploitations agricoles ;



ATTENDU que, dans le cadre de la renégociation du pacte fiscal, il est important que les unions municipales et les autorités gouvernementales mènent une réflexion visant à assurer l'équité des coûts en regard des services dispensés et l'établissement d'un mécanisme par lequel la progression des sommes perçues pour les services policiers reflète davantage l'évolution des coûts de système plutôt que d'être en relation directe avec la valeur uniformisée des propriétés et qu'une hausse significative se doit d'être justifiée, par souci d'équité pour les citoyens ;

ATTENDU la recommandation du comité de sécurité publique telle qu'apparaissant au compte rendu de la réunion du 28 novembre 2007 ;

SUR PROPOSITION de la conseillère régionale Linda Ouellet
APPUYÉE par le conseiller régional Bertrand Lamoureux

IL EST RÉSOLU

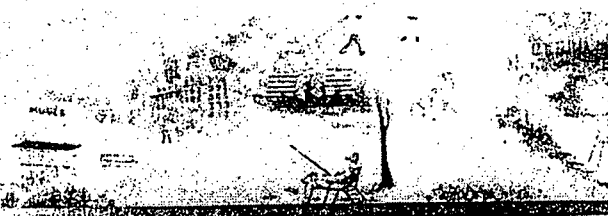
- .. de demander au ministre de la Sécurité publique et à la Sûreté du Québec d'expliquer et de justifier la hausse de tarification pour les services policiers pour 2008 pour certaines municipalités de la MRC de Coaticook ;
- .. de transmettre copie de la présente résolution à l'ensemble des MRC du Québec, ainsi qu'à la FQM et l'UMQ pour appui.

ADOPTION

Copie certifiée conforme
Sous réserve des approbations
Ce 08^e jour de janvier 2008

Nancy Bilodeau,
Greffière





Municipalité régionale de comté de Joliette

632, rue de Lanaudière, Joliette (Québec) J6E 3M7 • Téléphone : (450) 759-2237 • Télécopieur : (450) 759-2597
Courriel : info@mrcjoliette.qc.ca • www.mrcjoliette.qc.ca

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la Municipalité Régionale de Comté de Joliette tenue le mercredi 28 novembre 2007 à 20:00 heures au lieu habituel des sessions, 632, rue de Lanaudière à Joliette. À laquelle étaient présents :

Le préfet, Monsieur André Hénault, maire de Saint-Charles-Borromée

Le préfet-suppléant, Monsieur François Desrochers, maire de Saint-Ambroise-de-Kildare

Les conseillers :

Monsieur Daniel Arseneault, maire de Notre-Dame-de-Lourdes

Monsieur Yves Beaulieu, maire de Sainte-Mélanie

Monsieur Alain Bellemare, maire de Saint-Paul

Monsieur Roland Charest, maire de Village Saint-Pierre

Monsieur Denis Laporte, maire de Crabtree

Monsieur Alain Larue, maire de la Ville de Notre-Dame-des-Prairies

Monsieur René Laurin, maire de la Ville de Joliette

Monsieur René Vincent, maire de Saint-Thomas

Également présentes :

Madame Line Laporte, directrice générale et secrétaire-trésorière de la MRC de Joliette

Madame Isabelle Carpentier, adjointe administrative à la MRC de Joliette

RÉSOLUTION NUMÉRO 190-11-2007

DESSERTE POLICIÈRE SÛRETÉ DU QUÉBEC : DEMANDE AU MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ATTENDU QUE les municipalités locales de la MRC de Joliette ont fait part de leurs intentions de mettre fin à l'entente intermunicipale relative à l'organisation et au maintien d'un corps de police sur le territoire de la MRC de Joliette et prévoyant la création de la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette;

ATTENDU QUE le décret constituant la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette est entré en vigueur le 11 avril 1998, soit le jour de sa publication dans la Gazette officielle du Québec;

ATTENDU l'entente intermunicipale relative à l'organisation et au maintien d'un corps de police sur le territoire de la MRC de Joliette et prévoyant la création de la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette prendra ainsi fin le 11 avril 2008;

ATTENDU QUE les municipalités locales de la MRC de Joliette ont retenue l'option de se faire desservir par la Sûreté du Québec;

ATTENDU QUE les municipalités ont accepté l'entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC de Joliette;

.../2

ATTENDU QUE l'exercice financier du ministère de la Sécurité publique se termine le 31 mars de chaque année;

ATTENDU QU' il y a lieu, pour des raisons de saine administration, de faire coïncider le début de la desserte policière de la Sûreté du Québec avec le début de l'exercice financier 2008 du Ministère de la Sécurité publique;

EN CONSÉQUENCE,

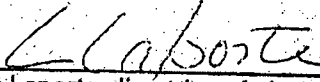
Sur proposition de René Laurin,
appuyé par Roland Charest,

il est unanimement résolu par les membres de ce conseil :

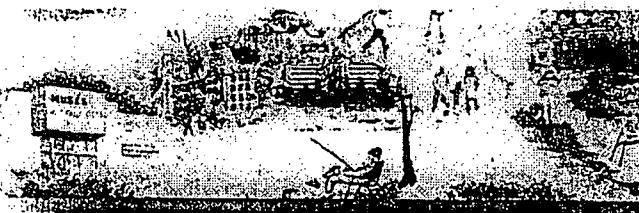
1. Que le préambule de la présente résolution en fasse partie intégrante.
2. De demander au Ministre de la Sécurité publique de faire débiter la desserte policière du territoire de la MRC de Joliette par la Sûreté du Québec à compter du 31 mars 2008 à 23h59.
3. De transmettre copie de la présente résolution au Ministre de la Sécurité publique, monsieur Jacques Dupuis, et à la Sûreté du Québec.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Donnée à Joliette, ce 30^e jour du mois de novembre
deux mille sept (30-11-2007).


Lise Laporte, directrice générale et secrétaire-trésorière

Le procès-verbal n'a pas été
approuvé par le conseil.



Municipalité régionale de comté de Joliette

632, rue de Lanaudière, Joliette (Québec) J6E 3M7 • Téléphone : (450) 759-2237 • Télécopieur : (450) 759-2597
Courriel : info@mrcjoliette.qc.ca • www.mrcjoliette.qc.ca

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la Municipalité Régionale de Comté de Joliette tenue le mercredi 28 novembre 2007 à 20:00 heures au lieu habituel des sessions, 632, rue de Lanaudière à Joliette. À laquelle étaient présents :

Le préfet, Monsieur André Hénault, maire de Saint-Charles-Borromée

Le préfet-suppléant, Monsieur François Desrochers, maire de Saint-Ambroise-de-Kildare

Les conseillers :

Monsieur Daniel Arseneault, maire de Notre-Dame-de-Lourdes

Monsieur Yves Beaulieu, maire de Sainte-Mélanie

Monsieur Alain Bellemare, maire de Saint-Paul

Monsieur Roland Charest, maire de Village Saint-Pierre

Monsieur Denis Laporte, maire de Crabtree

Monsieur Alain Larue, maire de la Ville de Notre-Dame-des-Prairies

Monsieur René Laurin, maire de la Ville de Joliette

Monsieur René Vincent, maire de Saint-Thomas

Également présentes :

Madame Line Laporte, directrice générale et secrétaire-trésorière de la MRC de Joliette

Madame Isabelle Carpentier, adjointe administrative à la MRC de Joliette

RÉSOLUTION NUMÉRO 190-11-2007

AMENDÉE PAR LA RÉSOLUTION NUMÉRO 01-01-2008

DESSERTE POLICIÈRE SÛRETÉ DU QUÉBEC : DEMANDE AU MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ATTENDU QUE les municipalités locales de la MRC de Joliette ont fait part de leurs intentions de mettre fin à l'entente intermunicipale relative à l'organisation et au maintien d'un corps de police sur le territoire de la MRC de Joliette et prévoyant la création de la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette;

ATTENDU QUE le décret constituant la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette est entré en vigueur le 11 avril 1998; soit le jour de sa publication dans la Gazette officielle du Québec;

ATTENDU l'entente intermunicipale relative à l'organisation et au maintien d'un corps de police sur le territoire de la MRC de Joliette et prévoyant la création de la Régie intermunicipale de police de la région de Joliette prendra ainsi fin le 11 avril 2008;

ATTENDU QUE les municipalités locales de la MRC de Joliette ont retenue l'option de se faire desservir par la Sûreté du Québec;

ATTENDU QUE les municipalités ont accepté l'entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC de Joliette;

.../2

ATTENDU QUE l'exercice financier du ministère de la Sécurité publique se termine le 31 mars de chaque année;

ATTENDU QU' il y a lieu, pour des raisons de saine administration, de faire coïncider le début de la desserte policière de la Sûreté du Québec avec le début de l'exercice financier 2008 du Ministère de la Sécurité publique;

EN CONSÉQUENCE,

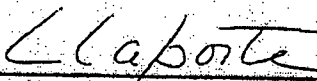
Sur proposition de René Laurin,
appuyé par Roland Charest,

il est unanimement résolu par les membres de ce conseil :

1. Que le préambule de la présente résolution en fasse partie intégrante.
2. De demander au Ministre de la Sécurité publique de faire débiter la desserte policière du territoire de la MRC de Joliette par la Sûreté du Québec à compter du 31 mars 2008 à 0h00.
3. De transmettre copie de la présente résolution au Ministre de la Sécurité publique, monsieur Jacques Dupuis, et à la Sûreté du Québec.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Donnée à Joliette, ce 18^e jour du mois de janvier
deux mille huit (18-01-2008).



Line Laporte, directrice générale et secrétaire-trésorière



MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DU BAS-RICHELIEU
1275, chemin des Patriotes
Sorel-Tracy (Québec) J3P 2N4
Téléphone : 450 743-2703 / Télécopieur : 450 743-7313
Courriel : mrc@bas-richelieu.net

COPIE DE RÉSOLUTION NUMÉRO 2007-11-307 ADOPTÉE PAR LA
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DU BAS-RICHELIEU À SA SÉANCE
RÉGULIÈRE DU 28 NOVEMBRE 2007 AU SUJET DE L'ENTENTE RELATIVE À
LA FOURNITURE DE SERVICES DE POLICE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC (SQ)
SUR LE TERRITOIRE DE LA MRC.

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 70 de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1), le territoire de toute municipalité locale doit relever de la compétence d'un corps de police;

CONSIDÉRANT que la Sûreté du Québec, police nationale, concourt, sur l'ensemble du territoire québécois, au maintien de la paix et de l'ordre public, à la préservation de la vie, de la sécurité et des droits fondamentaux des personnes ainsi qu'à la protection de leurs biens.

CONSIDÉRANT que la Sûreté du Québec soutient aussi la communauté policière, coordonne des opérations policières d'envergure, contribue à l'intégrité des institutions étatiques et assure la sécurité des réseaux de transport qui relèvent du Québec;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 72 de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1), une municipalité locale, qui ne fait partie ni d'une communauté métropolitaine, ni d'une région métropolitaine de recensement et dont la population est de moins de 50 000 habitants, est desservie par la Sûreté du Québec, à moins qu'elle ait décidé, en application de l'article 353.1, d'être desservie par un corps de police municipal;

CONSIDÉRANT qu'une telle municipalité locale dont la population passera le seuil du 50 000 habitants sera tenue d'assujettir son territoire à la compétence d'un corps de police municipal à moins que cette situation ne résulte d'un regroupement municipal;

CONSIDÉRANT qu'une telle municipalité locale issue d'un regroupement municipal comprenant une population de 50 000 habitants ou plus pourra être autorisée par le ministre de la Sécurité publique, aux conditions qu'il détermine, à être desservie par la Sûreté du Québec;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 77 de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1), le coût des services de police fournis par la Sûreté du Québec est établi suivant les règles de calcul et les tarifs prévus au Règlement approuvé par le gouvernement et qu'il est à la charge de la ou des municipalités locales concernées;

... 2

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 76 de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1), une entente est requise afin que la Sûreté du Québec desserve les municipalités locales de la MRC, soit Massueville, Saint-Aimé, Saint-David, Sainte-Anne-de-Sorel, Sainte-Victoire-de-Sorel, Saint-Gérard-Majella, Saint-Joseph-de-Sorel, Saint-Ours, Saint-Robert, Saint-Roch-de-Richelieu, Sorel-Tracy et Yamaska;

CONSIDÉRANT que le Conseil de la MRC, sur recommandation des membres de son Comité de sécurité publique (CSP), a adopté la résolution numéro 2007-10-260 pour enclencher le processus de négociation de cette entente;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de cette résolution la MRC a nommé le préfet, la présidente du CSP ainsi que son directeur général et secrétaire-trésorier pour la représenter dans le cadre de cette négociation;

CONSIDÉRANT qu'une rencontre a été tenue le 20 novembre 2007 par les représentants de la MRC, le représentant de la Ville de Sorel-Tracy et les représentants de la Sûreté du Québec pour étudier le contenu d'un projet d'entente daté du 12 novembre 2007;

CONSIDÉRANT qu'à la suite de cette rencontre, les parties ont convenu de soumettre ce projet d'entente au Conseil de la MRC, pour approbation ;

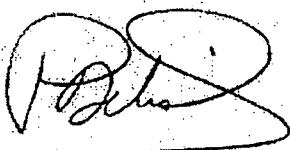
CONSIDÉRANT que les membres du Conseil de la MRC ont reçu copie de ce projet d'entente;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par M^{me} la Conseillère régionale Réjane T. Salvail, appuyée par M. le Conseiller régional Daniel Arpin, que le Conseil de la MRC du Bas-Richelieu approuve le contenu du projet d'entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC du Bas-Richelieu et autorise le préfet ainsi que le directeur général et secrétaire-trésorier à signer ladite entente pour et au nom de la MRC.

Adoptée à l'unanimité

Copie certifiée
Extrait conforme

Denis Boisvert
Directeur général et secrétaire-trésorier



Patrick Delisle, g.m.a.
Directeur général adjoint et secrétaire-trésorier adjoint

Ce 30 novembre 2007



Municipalité de Maskinongé

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE MASKINONGÉ
M.R.C. DE MASKINONGÉ

Extrait du livre des délibérations de la session régulière du Conseil de la municipalité de Maskinongé tenue au lieu ordinaire des séances, lundi le 3 décembre 2007, à 20 heures, sous la présidence de monsieur Michel Clément, maire et à laquelle il y avait quorum.

RÉSOLUTION NUMÉRO 333-07

CONSIDÉRANT la résolution numéro 308-07 envoyée à monsieur Jacques Dupuis, ministre de la Sécurité publique du Québec, relativement à une demande d'augmentation de prévention et d'intervention en sécurité routière ;

CONSIDÉRANT QUE suite à une rencontre avec le Capitaine Michel Dauphinais de la Sûreté du Québec, poste principal de la MRC de Maskinongé, les membres du Conseil municipal constatent que la perception de ladite résolution par le ministère a pris un tout autre sens ;

CONSIDÉRANT QUE les membres du Conseil municipal tiennent à préciser qu'ils sont satisfaits des services de la Sûreté du Québec, poste principal de la MRC de Maskinongé, compte tenu du peu d'effectifs qu'ils ont présentement pour 12 municipalités, soit par leurs interventions dès qu'on leur soulève une problématique quelconque, par leur présence sur notre territoire ou encore par la prévention qu'ils font dans nos écoles et lors de différents événements ;

CONSIDÉRANT QUE ladite résolution numéro 308-07 était plutôt une demande provinciale afin de réviser les politiques pour augmenter la prévention et l'intervention en sécurité routière au Québec ;

POUR CES MOTIFS : Il est proposé par monsieur le conseiller Jonathan Lacourse et résolu à l'unanimité **DE** modifier la résolution numéro 308-07 adoptée lors de la séance régulière du 5 novembre 2007, en précisant et expliquant davantage l'idée première du Conseil municipal, par les considérants de la présente résolution.

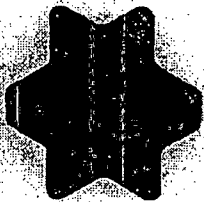
/S/ Michel Clément, maire

/S/ Franco Gervais, secrétaire-trésorière

Copie certifiée conforme

Donnée à Maskinongé

Ce 6 décembre 2007



**Municipalité
Régionale de
Comté d'Acton**

1037, rue Beaugrand, Acton Vale (Québec) J0H 1A0
Courriel: info@mrcacton.qc.ca Site internet: www.mrcacton.qc.ca

Téléphone: (450) 546-3256
Télécopieur: (450) 546-4991

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SESSION RÉGULIÈRE DU 9 JANVIER 2008 TENUE
À 19:30 HEURE**

ÉTAIENT PRÉSENTS LORS DE L'ADOPTION DE LA PRÉSENTE RÉSOLUTION:

Mme Huguette Saint-Pierre Beaulac, préfet et mairesse de Sainte-Christine,

et les conseillers suivants:

M. Claude Beauchemin, maire du Canton de Roxton,
M. Yves Croteau, préfet suppléant et maire d'Upton,
Mme Juliette Dupuis, mairesse de la ville d'Acton Vale,
M. André Fafard, maire de Saint-Nazaire d'Acton,
Mme Chantal B. Favreau, mairesse de Béthanie,
M. Jean Gauthier, maire de Saint-Théodore d'Acton,
M. Jean-Marie Laplante, maire de Roxton Falls.

tous formant quorum sous la présidence du préfet, madame Huguette Saint-Pierre Beaulac.

Résolution numéro 2008-08

Facturation pour les services de la Sûreté du Québec - Appui à la MRC de Coaticook

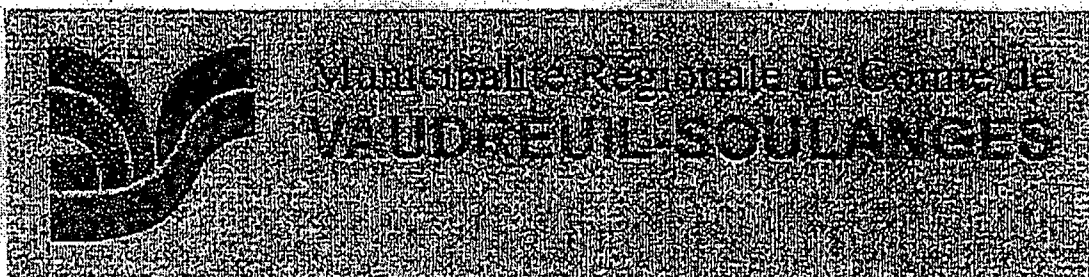
Il est dûment proposé, appuyé et résolu à l'unanimité des conseillers présents:

1. D'appuyer la MRC Coaticook dans les démarches que cette dernière a entreprises auprès du ministre de la Sécurité publique, monsieur Jacques P. Dupuis, afin qu'il explique de quelle manière les municipalités du Québec bénéficieront de la hausse de tarification subie en 2008 pour les services offerts par la Sûreté du Québec, découlant de la hausse de leur richesse foncière uniformisée (RFU);
2. De dénoncer le mode de tarification utilisé actuellement par le gouvernement pour financer la desserte des territoires des MRC par la Sûreté du Québec;
3. De transmettre copie de la présente résolution à la FQM pour fins d'appui.

Copie certifiée conforme,
ce LUNDI, 14 janvier 2008.


Yvan Talbot,
Directeur général
et secrétaire-trésorier.





420, avenue Saint-Charles, Vaudreuil-Dorion (Québec) J7V 2N1 (450) 455-5753/4 - Fax : (450) 455-0145

À une session régulière des membres du Conseil, de la MRC de Vaudreuil-Soulanges, tenue le 23 janvier 2008 à laquelle assemblée, il y avait quorum, il est extrait ce qui suit :

Résolution 2008-01-03

RÉSOLUTION POUR ADOPTER « LE PLAN D'ORGANISATION DES RESSOURCES POLICIÈRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC » SUR LE TERRITOIRE DE LA MRC DE VAUDREUIL-SOULANGES

CONSIDÉRANT l'intégration des corps policiers municipaux de la région de la MRC de Vaudreuil-Soulanges à la Sûreté du Québec, le 1^{er} juin 2002;

CONSIDÉRANT qu'une entente doit intervenir relativement à la fourniture de service de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC de Vaudreuil-Soulanges;

CONSIDÉRANT, que suite à de nombreuses rencontres avec les représentants de la MRC de Vaudreuil-Soulanges et ceux de la Sûreté du Québec, un « plan d'organisation des ressources policières » a été présenté au Comité de Sécurité publique en décembre 2007 et révisé le 21 janvier 2008;

CONSIDÉRANT que le plan d'organisation des ressources policières a été présenté aux membres du Conseil de la MRC de Vaudreuil-Soulanges le mercredi 23 janvier 2008 lors de leur assemblée régulière;

CONSIDÉRANT que le plan d'organisation des ressources policières contenait entre autres, à la page 20, une augmentation de huit (8) policiers, dont trois (3) policiers qui seraient à la charge de la MRC;

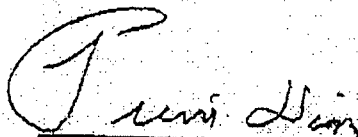
POUR CES MOTIFS,

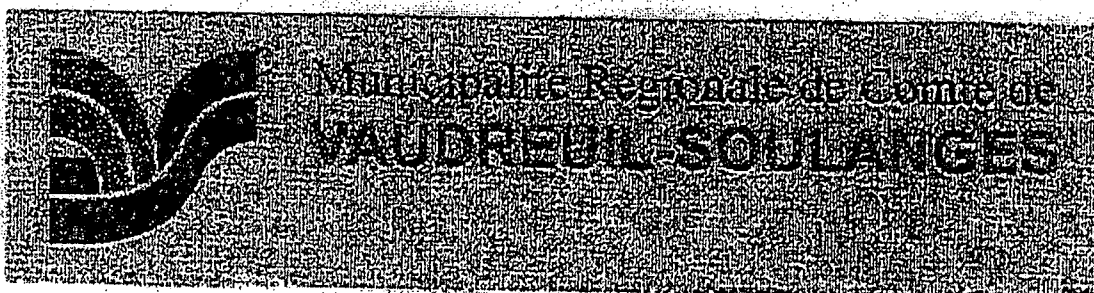
IL EST PROPOSÉ par monsieur Robert Sauvé
APPUYÉ par monsieur David Doughty
ET RÉSOLU,

D'ADOPTER le plan d'organisation des ressources policières déposé par les représentants de la Sûreté du Québec le 23 janvier 2008 à l'assemblée régulière des membres du Conseil de la MRC de Vaudreuil-Soulanges;

D'ACCEPTER l'ajout de huit (8) policiers supplémentaires, tel que stipulé à la page 20, du plan d'organisation des ressources humaines, dont trois (3) d'entre eux seront payés par la MRC de Vaudreuil-Soulanges.

EXTRAIT CONFORME,


PIERRE DION, adjoint exécutif
à la direction générale et au greffe



420, avenue Saint-Charles, Vaudreuil-Dorion (Québec) J7V 2N1 (450) 455-5758/4 - Fax : (450) 455-0145

À une session régulière des membres du Conseil, de la MRC de Vaudreuil-Soulanges, tenue le 23 janvier 2008 à laquelle assemblée, il y avait quorum, il est extrait ce qui suit :

Résolution 2008-01-04

RÉSOLUTION AFIN D'AUTORISER LA SIGNATURE DE L'ENTENTE RELATIVE À LA FOURNITURE DE SERVICES DE POLICE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LE TERRITOIRE DE LA MRC DE VAUDREUIL-SOULANGES - JANVIER 2008 :

CONSIDÉRANT que le « plan d'organisation des ressources policières » de la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC de Vaudreuil-Soulanges a été adopté par le Conseil de la MRC le 23 janvier 2008, par sa résolution numéro 2008-01-03;

CONSIDÉRANT que suite à l'adoption du « plan d'organisation des ressources policières », il y a lieu, selon l'article 76 de la Loi de la police (L.P.Q., c P 137-1), de signer l'entente avec le ministre de la Sécurité publique et la Sûreté du Québec;

POUR CES MOTIFS,

IL EST PROPOSÉ par madame Gaétane Legault
APPUYÉ par monsieur Marc-André Léger
ET RÉSOLU,

D'AUTORISER le préfet, monsieur Normand Ménard, et monsieur Yves Bergeron, directeur des Services administratifs, pour et au nom de la MRC de Vaudreuil-Soulanges, de signer l'entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC de Vaudreuil-Soulanges.

EXTRAIT CONFORME.

PIERRE DION,
adjoint exécutif à la direction
générale et au greffe



Copie de RÉSOLUTION du 20 février 2008

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MEMPHRÉMAGOG

À la session régulière du CONSEIL de la MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MEMPHRÉMAGOG en la salle des délibérations de la MRC de Memphrémagog, 455, rue MacDonald, Magog, Québec, le 20 février 2008 à 19 h 00, conformément aux dispositions de la *Loi et des règlements*, et à laquelle étaient présents les conseillers suivants :

TOUS PRÉSENTS

formant quorum sous la présidence du préfet M. ROGER NICOLET.
M. GUY JAURON, secrétaire-trésorier, est également présent.

**Entente relative à la fourniture de services supplémentaires
de la Sûreté du Québec sur le territoire de la M.R.C. / Autorisation à signer**

Considérant qu'au début 2007, la MRC de Memphrémagog a signé, avec le ministre de la Sécurité publique et la Sûreté du Québec, l'Entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec conformément à la *Loi sur la police*;

Considérant que l'adoption, par le conseil, de la résolution du 22 novembre 2006, autorisant la signature de l'Entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec, était directement associée à la volonté de conclure une entente complémentaire à l'entente de service de base afin d'obtenir un policier supplémentaire qui serait principalement affecté à la coordination des relations communautaires conformément aux dispositions de la *Loi sur la police*;

Considérant que le Comité de sécurité publique (CSP) de la MRC de Memphrémagog a signifié son accord à l'argumentation développée dans la lettre du Commandant du district de l'Estrie de la Sûreté du Québec (référence SQ-286-13-01) dans sa résolution du 18 avril 2007 intitulée « *Résolution d'appui pour l'ajout d'un policier supplémentaire* »;

Considérant qu'il s'agit d'une priorité identifiée depuis fort longtemps et qui a été inscrite au Plan d'Activité Régional et Local (PARL Priorisation - 15 mai 2007) du Comité de sécurité publique de la MRC de Memphrémagog;

Considérant que les municipalités desservies par la Sûreté du Québec sont d'avis qu'il est pertinent de signer le projet d'entente de services tel que soumis après en avoir pris connaissance;

**IL EST PROPOSÉ PAR LE CONSEILLER STEPHAN DORÉ
APPUYÉ PAR LE CONSEILLER GÉRALD ALLAIRE
ET RÉSOLU**

Que le préambule fasse partie de la résolution;

D'autoriser le préfet de la MRC de Memphrémagog et le directeur général et secrétaire-trésorier à signer l'Entente relative à la fourniture de services supplémentaires de la Sûreté du Québec sur le territoire de la M.R.C.;

Que ladite entente fasse partie intégrante de la présente résolution.

ADOPTÉ

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Ce 27 février 2008


Guy Jauron
Secrétaire-trésorier

455, rue MacDonald, bureau 200, Magog (Québec) J1X 1M2
Téléphone : 819-843-9292 - Télécopieur : 819-843-7265 - Courriel : info@mrcmemphremagog.com

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LE NOMBRE D'EFFECTIFS AFFECTÉS À LA PATROUILLE DE LA CYBERCRIMINALITÉ, LEUR RÉMUNÉRATION, AINSI QUE LE COÛT DU MODULE DE CYBERCRIME
DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC (SQ)

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Nombre d'effectifs	Salaire annuel et contributions de l'employeur (\$)	Coût 2007 - 2008 (\$)
Policiers		
1	95 123	47 302
1	84 461	19 384
1	70 435	<u>6 736</u>
Sous-total		73 422
Civils		
1	72 983	23 730
1	54 242	12 449
1	42 218	14 534
1	41 662	<u>18 481</u>
Sous-total		69 194
Total	Total des salaires et des contributions de l'employeur	142 616
Coûts du temps supplémentaire et du fonctionnement du module de la cybercriminalité		
		153 093
	Total des coûts du module de la cybercriminalité pour l'exercice financier 2007-2008	295 709

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

VENTILATION DES BUDGETS ACCORDÉS POUR LUTTER CONTRE LE TERRORISME, DEPUIS 2001 ET PRÉVISIONS POUR 2008-2009

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Budgets 2007-2008 du Service de la lutte au terrorisme : 3 005,3 K\$

Prévisions 2008-2009 du Service de la lutte au terrorisme : 3 005,3 K\$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE ET MONTANTS DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ ATTRIBUÉS EN 2007-2008 AUTANT POUR LES ENTREPRISES QUE POUR LES PARTICULIERS

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 9 de la demande des renseignements généraux de l'opposition officielle de la Sûreté du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES DIRIGEANTS DE LA SQ, LA DIRECTION DONT ILS ONT LA RESPONSABILITÉ ET LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE POUR LA PÉRIODE 2007-2008 AINSI QUE LES AUGMENTATIONS OU BONIS REÇUS. PRÉCISER LE NOMBRE DE POLICIERS RETRAITÉS EMBAUCHÉS SOUS CONTRAT POUR LA MÊME PÉRIODE ET LE DÉTAIL DE LEUR RÉMUNÉRATION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

DIRIGEANTS EN PLACE	TRAITEMENT ANNUEL (Au 1 ^{er} avril 2008) \$
M. Normand Proulx, directeur général	186 180
M. Richard Deschesnes, directeur général adjoint à l'Administration	164 638
M. Denis Fiset, directeur général adjoint aux Affaires institutionnelles	164 638
M. Steven Chabot, directeur général adjoint aux Enquêtes criminelles	164 638
M. Régis Falardeau, directeur général adjoint à la Surveillance du territoire	164 638
Aucun policier retraité embauché sous contrat parmi les dirigeants en place.	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES DÉPENSES DE LA DIRECTION «SURVEILLANCE DU TERRITOIRE» POUR LA PÉRIODE 2007-2008 ET LE BUDGET POUR LA PROCHAINE ANNÉE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CATÉGORIES		DÉPENSES 2007-2008* k\$
Rémunération		
	Direction générale	6 015,2
	Surveillance du territoire	416 788,4
	Administration	24 992,2
	Enquêtes criminelles	72 887,8
	Affaires institutionnelles	<u>28 869,4</u>
Total rémunération		549 553,0
Fonctionnement (excluant l'amortissement)		167 516,7
Amortissement des immobilisations		20 871,1
TOTAL (incluant Fonds des services de police)		<u>737 940,8</u>

* Données au 26 mars 2008.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES DÉPENSES DE LA DIRECTION «ADMINISTRATION» POUR LA PÉRIODE 2007-2008 ET LE BUDGET POUR LA PROCHAINE ANNÉE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CATÉGORIES	DÉPENSES 2007-2008* k\$
Rémunération	
Direction générale	6 015,2
Surveillance du territoire	416 788,4
Administration	24 992,2
Enquêtes criminelles	72 887,8
Affaires institutionnelles	<u>28 869,4</u>
Total rémunération	549 553,0
Fonctionnement (excluant l'amortissement)	167 516,7
Amortissement des immobilisations	20 871,1
TOTAL (incluant Fonds des services de police)	<u>737 940,8</u>

* Données au 26 mars 2008.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES DÉPENSES DE LA DIRECTION «ENQUÊTES CRIMINELLES» POUR LA PÉRIODE 2007-2008 ET LE BUDGET POUR LA PROCHAINE ANNÉE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CATÉGORIES	DÉPENSES 2007-2008* k\$
Rémunération	
Direction générale	6 015,2
Surveillance du territoire	416 788,4
Administration	24 992,2
Enquêtes criminelles	72 887,8
Affaires institutionnelles	<u>28 869,4</u>
Total rémunération	549 553,0
Fonctionnement (excluant l'amortissement)	167 516,7
Amortissement des immobilisations	20 871,1
TOTAL (incluant Fonds des services de police)	<u>737 940,8</u>

* Données au 26 mars 2008.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES DÉPENSES DE LA DIRECTION « DÉVELOPPEMENT ET AFFAIRES INSTITUTIONNELLES »
POUR LA PÉRIODE 2007-2008 ET LE BUDGET POUR LA PROCHAINE ANNÉE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CATÉGORIES		DÉPENSES 2007-2008* k\$
Rémunération		
Direction générale		6 015,2
Surveillance du territoire		416 788,4
Administration		24 992,2
Enquêtes criminelles		72 887,8
Affaires institutionnelles		<u>28 869,4</u>
Total rémunération		549 553,0
Fonctionnement (excluant l'amortissement)		167 516,7
Amortissement des immobilisations		20 871,1
TOTAL (incluant Fonds des services de police)		<u>737 940,8</u>

* Données au 26 mars 2008.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES DÉPENSES EFFECTUÉES DANS LE CADRE DE L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES ARMES À FEU POUR LES PÉRIODES 2006-2007 ET 2007-2008, ET PRÉVISIONS
POUR 2008-2009

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	2006-2007 Dépenses réelles \$	2007-2008 Dépenses estimées \$	PRÉVISIONS 2008-2009 Dépenses estimées \$
Rémunération	3 352 154 \$	3 839 882 \$	3 966 700 \$
Opération et administration	516 305 \$	591 426 \$	570 588 \$
Autres coûts :	496 459 \$	568 692 \$	548 212 \$
Total	4 364 918 \$	5 000 000 \$	5 085 500 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOMBRE DE VÉHICULES DE LA SQ RÉPARTIS PAR CATÉGORIE (AUTOMOBILES, CAMIONS, MINIBUS, MOTOCYCLETTES, HÉLICOPTÈRES, MOTONEIGES, ETC.)
ET PAR DISTRICT AU 31 MARS 2008

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

DISTRICTS		CATEGORIES										
	Véhicules banalisés	Véhicules Identifiés	Fourgonnettes	4 x 4	Minibus Minivan	Camions	Motocyclettes	Motoneiges	Bateaux	VTT	Hélicoptères	TOTAL
Quartier général Montréal (incluant SUE-SUO)	575	60	74	22	100	23	2	9	12	7	3	887
	73	84	8	5	5		4	24	8	26		237
Saguenay - Lac St-Jean	58	48	3	9	4		2	10	7	10		151
Capitale-Nationale-Chaudière- Appalaches	103	106	11	2	6		8	18	5	18		277
Mauricie - Centre du Québec	107	105	8	4	4		2	14	7	18		269
Estrie	60	50	6	5	5		3	10	6	12		157
Montréal - Laval - Laurentides - Lanaudière	120	127	2	7	3		10	14	5	16		304
Outaouais	57	35	5	5	5		4	6	5	10		132
Abitibi-Témiscamingue - Nord-du- Québec	66	52	4	11	4			16	4	10		167
Côte-Nord	37	41	4	16	5			14	4	10		131
Montréal	106	144	2	2	3		5	8	4	12		286
TOTAL	1 362	852	127	88	144	23	40	143	67	149	3	2998

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

INVESTISSEMENT POUR LA PÉRIODE 2007-2008 EN VÉHICULES, PAR CATÉGORIE (AUTOMOBILES, CAMIONS, MINIBUS, MOTOCYCLETTES, HÉLICOPTÈRES, MOTONEIGES, ETC.)
ET PAR DISTRICT

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

DISTRICTS		CATEGORIES											
	NO	Véhicules		Fourgonnettes	4 x 4	Minibus Minivan	Camions	Motocyclettes	Motoneiges	Bateaux	VTT	Remorques	TOTAL
		banalisés	identifiés										
Quartier général Montréal (Incluant SUE-SUO)	0	2 035 615 \$	2 561 563 \$	552 079 \$	986 145 \$	1 834 552 \$	329 888 \$	615 140 \$		794 088 \$		2 142 \$	9 711 212 \$
Îles-de-la-Madeleine	1	148 317 \$	879 764 \$										1 028 081 \$
Saguenay – Lac St-Jean	2	189 889 \$	504 662 \$										694 551 \$
Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	3	359 073 \$	966 172 \$										1 325 245 \$
Mauricie – Centre du Québec	4	253 269 \$	605 413 \$										858 682 \$
Estrie	5	149 115 \$	623 274 \$										772 389 \$
Montréal – Laval – Laurentides – Lanaudière	6	378 255 \$	435 153 \$										813 408 \$
Outaouais	7	148 720 \$	274 084 \$										422 804 \$
Abitibi-Témiscamingue - Nord-du-Québec	8	86 676 \$	326 868 \$										413 544 \$
Côte-Nord	9	65 003 \$	345 600 \$										410 603 \$
Montréal	10		124 565 \$										124 565 \$
TOTAL		3 813 932 \$	7 647 118 \$	552 079 \$	986 145 \$	1 834 552 \$	329 888 \$	615 140 \$	0 \$	794 088 \$	0 \$	2 142 \$	16 575 084 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

PRÉVISION INVESTISSEMENT POUR LA PÉRIODE 2008-2009 EN VÉHICULES, PAR CATÉGORIE (AUTOMOBILES, CAMIONS, MINIBUS, MOTOCYCLETTES, HÉLICOPTÈRES, MOTONEIGES, ETC.)
ET PAR DISTRICT

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

DISTRICTS		NO		CATEGORIES									
		Véhicules banalisés			Minibus								
		Véhicules identifiés	Fourgonnettes	4 x 4	Minivan	Camions	Motocyclettes	Motoneiges	Bateaux	VTT	TOTAL		
Quartier général Montréal (incluant SUE-SUO)	0	3 397 000 \$	834 000 \$	179 000 \$	436 000 \$	805 000 \$	799 000 \$	250 000 \$	288 000 \$	1 290 000 \$	120 000 \$	8 398 000 \$	
	1	381 000 \$	817 000 \$			50 000 \$						1 248 000 \$	
Bas- Saint-Laurent-Gaspésie-Îles de-la-Madeleine	2	357 000 \$	581 000 \$		30 000 \$	25 000 \$						993 000 \$	
Saguenay – Lac St-Jean	3	640 000 \$	1 596 000 \$			25 000 \$						2 261 000 \$	
Capitale-Nationale-Chaudière-	4	502 000 \$	855 000 \$			25 000 \$						1 382 000 \$	
Mauricie – Centre du Québec	5	264 000 \$	612 000 \$		30 000 \$	25 000 \$						931 000 \$	
Estrie	6	617 000 \$	1 303 000 \$	25 000,0 \$		25 000 \$						1 970 000 \$	
Montréal – Laval – Laurentides – Lanaudière	7	355 000 \$	500 000 \$	25 000,0 \$		25 000 \$						905 000 \$	
Outaouais	8	432 000 \$	474 000 \$		36 000 \$	25 000 \$						967 000 \$	
Abitibi-Témiscamingue - Nord-du-Québec	9	312 000 \$	569 000 \$	25 000,0 \$	66 000 \$	25 000 \$						997 000 \$	
Côte-Nord	10	545 000 \$	1 241 000 \$			25 000 \$						1 811 000 \$	
Montréal		7 802 000 \$	9 382 000 \$	254 000 \$	598 000 \$	1 080 000 \$	799 000 \$	250 000 \$	288 000 \$	1 290 000 \$	120 000 \$	21 863 000 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

INVESTISSEMENT POUR LA PÉRIODE 2007-2008 EN ÉQUIPEMENTS SPÉCIALISÉS, PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT, ET PRÉVISIONS POUR 2008-2009*

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

1												
Catégorie d'équipement (coût unitaire > 1 000 \$)	GQG	District	District 2	District 3	District 4	District 5	District 6	District 7	District 8	District 9	District 10	Total
Machinerie et équipements d'atelier de réparation et d'entretien (station à souder, appareil de moulage, fibroscope, chariots élévateurs, défibrillateur	37 608 \$											37 608 \$
Mobilier spécialisé, génératrices, armoires et accessoires, déchiqueteuse industrielle	57 790 \$						16 185 \$					73 975 \$
Lunettes de vision (nocturnes, thermales), amplificateur de lumière et sources portatives	340 347 \$											340 347 \$
Alcootests, cinémomètres, radars, décéléromètre, mesure au laser, analyseur, détection sous-marine	530 529 \$											530 529 \$
Télécommunication (téléphone satellite, équipement de détection et d'interception de signaux, GPS, localisation)	341 476 \$											341 476 \$
Déchiqueteuses industrielles (papier, CD-Rom)	29 689 \$		7 290 \$	4 860 \$	3 186 \$					2 430 \$	2 430 \$	49 885 \$
Tentes, kiosque, mascotte	3 290 \$											3 290 \$
Équipement de plongée	25 231 \$											25 231 \$
Système de détection Rayon-X	151 915 \$											151 915 \$
Lutte au terrorisme et intervention tactique (tenue anti-bombe, canon à eau, mini-véhicule télécommandé)	265 417 \$											265 417 \$
Audio-Visuel (interrogatoire vidéo, caméras vidéo et numérique, système de visualisation, système de sonorisation, projecteurs multimédias)	577 504 \$	5 835 \$	11 671 \$	5 835 \$		2 918 \$	11 671 \$	2 918 \$	8 753 \$	2 918 \$	2 918 \$	632 941 \$
Total	2 360 796 \$	5 835 \$	18 961 \$	10 695 \$	3 186 \$	2 918 \$	27 856 \$	2 918 \$	8 753 \$	5 348 \$	5 348 \$	2 452 614 \$

* Prévvision 2008-2009 non disponible.
Cette liste ne comprend pas les dépenses d'immobilisations reliées au parc automobile et à l'informatique.
De nombreuses catégories sont comptabilisées au central (GQG) bien qu'elles servent à l'ensemble du territoire par attribution temporaire : lutte au terrorisme, unités d'urgence, groupe d'intervention, enquêtes criminelles, sécurité routière, télécommunication.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES MRC ET MUNICIPALITÉS DESSERVIES PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, COPIE DES CONTRATS ET MONTANTS FACTURÉS À CHACUNE D'ELLE POUR 2007-2008 ET PRÉVISIONS POUR 2008-2009

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

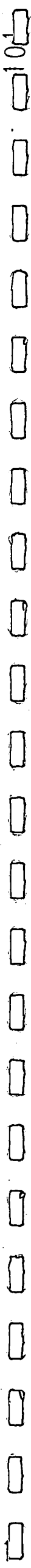
Voir le cahier du ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOMBRE D'EFFECTIFS (POLICIERS/CIVILS/RÉGULIERS) AU 31 MARS 2008, RÉPARTIS PAR DISTRICT ET PAR QUART DE TRAVAIL. PRÉCISER LE NOMBRE D'EFFECTIFS PAR
RELÈVE AFFECTÉS À LA SURVEILLANCE DU TERRITOIRE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Districts	En place au 31 mars 2008		Répartition par quart de travail					
	Civils	Policiers	Relève de jour du lundi au vendredi		3 relèves (rotation/jour-soir-nuit)		Nombre moyen de personnes par relève	
			Civils	Policiers	Civils	Policiers	Civils	Policiers
Bas-St-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	85	460	61	218	24	242	5	48
Saguenay-Lac-St-Jean	54	276	38	114	16	162	3	32
Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	105	562	80	239	25	323	7	65
Mauricie-Centre-du-Québec	96	575	67	262	29	313	5	63
Estrie	64	326	45	152	19	174	3	35
Montréal-Laval-Laurentides-Lanaudière	118	623	85	296	33	327	7	65
Outaouais	42	205	34	118	8	87	3	17
Abitibi-Témiscamingue-Nouveau-Québec	62	304	47	158	15	146	2	29
Côte-Nord	43	212	36	110	7	102	1	20
Montréal	130	661	89	296	41	365	9	73
Grand quartier général	856	1095	804	1090	52	5	13	1
Total	1655	5299	1386	3053	269	2246		



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOMBRE D'EFFECTIFS (POLICIERS/CIVILS/RÉGULIERS) AU 31 MARS 2008, RÉPARTIS PAR DISTRICT ET PAR QUART DE TRAVAIL. PRÉCISER LE NOMBRE D'EFFECTIFS PAR RELÈVE AFFECTÉS À LA SURVEILLANCE DU TERRITOIRE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Districts	Répartition maximale par quart de travail pour la surveillance du territoire (activités de patrouille seulement, incluant la desserte autoroutière)		
	Relève de jour	Relève de soir	Relève de nuit
Bas-St-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	60	52	62
Saguenay-Lac-St-Jean	32	28	30
Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	73	73	73
Mauricie-Centre-du-Québec	69	67	69
Estrie	39	39	39
Montréal-Laval-Laurentides-Lanaudière	73	72	74
Oùtaouais	27	28	28
Abitibi-Témiscamingue-Nouveau-Québec	42	31	35
Côte-Nord	29	19	23
Montréal	81	82	86
Total	525	491	519

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
NOMBRE D'EFFECTIFS AFFECTÉS AUX PATROUILLES AUTOROUTIÈRES

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

361 effectifs policiers sont affectés aux patrouilles autoroutières

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

RÉPARTITION PAR CATÉGORIE (DIRECTEURS, INSPECTEURS, CAPITAINES, ETC., POUR POLICIERS ET CADRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, ETC., POUR LES CIVILS) AU 31 MARS 2008

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

EFFECTIFS POLICIERS RÉGULIERS (en place au 31 mars 2008)		EFFECTIFS CIVILS RÉGULIERS (en place au 31 mars 2008)	
Directeur général	1	Cadres	55
Directeurs généraux adjoints	4	Professionnels	308
Inspecteurs-chefs	28	Techniciens	277
Inspecteurs	48	Personnel de bureau	994
Capitaines	113	Ouvriers	21
Lieutenants	212	TOTAL	1655
Sergents	1672		
Agents et agents sur horaires variables	3221		
TOTAL	5299		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

PRINCIPALES ATTRIBUTIONS DU PERSONNEL POLICIER (PATROUILLE, ENQUÊTE, SOUTIEN OPÉRATIONNEL, ADMINISTRATIF OU GESTION) AU 31 MARS 2008

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF POLICIER RÉGULIER (en place au 31 mars 2008)

- Direction générale (directeur général, affaires internes, communications, audit et évaluation) 40
- Administration (relations professionnelles, dotation policière et civile, ressources matérielles et ressources d'encadrement) 86
- Affaires institutionnelles (permis, technologies, formation et protection de l'État) 140
- Enquêtes criminelles (enquêtes nationales, renseignements criminels et soutien aux enquêtes) 610
- Surveillance du territoire (patrouilles, enquêtes, mesures d'urgence, soutien à la gendarmerie et police de proximité) 4423

TOTAL 5299

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

RÉPARTITION DÉTAILLÉE DES INTERVENTIONS EN SÉCURITÉ ROUTIÈRE (CONSTATS D'INFRACTION PROVINCIAUX/MUNICIPAUX, VÉRIFICATION TECHNIQUE, CAPACITÉS AFFAIBLIES, CONDUITE DANGEREUSE, ETC.) POUR LA PÉRIODE 2007-2008

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Période du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008

Constats d'infraction :	
Provinciaux ⁽¹⁾	366 384
Municipaux	123 863
Avis de vérification technique	133 863
Avis de vérification mécanique	9 654
Conduite dangereuse	1 062
Capacités affaiblies	7 645
Délits de fuite	11 497
TOTAL	653 968

⁽¹⁾ Le total inclut 48 009 constats dont le poursuivant est le Directeur des poursuites criminelles et pénales et qui sont traités par les cours municipales.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOMBRE ET NATURE DES CONSTATS D'INFRACTION ÉMIS PAR LES POLICIERS DE LA SQ : A) SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS,
B) SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR UNE MUNICIPALITÉ. VENTILER ÉGALEMENT PAR UNE DISTINCTION ENTRE LES CONSTATS D'INFRACTION ÉMIS SUR LE RÉSEAU
AUTOROUTIER ET EN DEHORS DU RÉSEAU AUTOROUTIER

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Période du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008

Constats d'infraction :	Autoroutes		Autres	
	Provinciaux ⁽¹⁾	167 147	199 237	
	Municipaux	-	123 863	
	TOTAL	167 147	323 100	

⁽¹⁾ Incluant 48 009 constats dont le poursuivant est le Directeur des poursuites criminelles et pénales et qui sont traités par les cours municipales.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOMBRE D'INTERVENTIONS TECHNIQUES DE LA SQ SUR SON TERRITOIRE POUR L'ANNÉE 2007

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

• Polygraphie (dossiers) : demandes de tests.	195
• Hypnose (séances) : séances d'hypnose	74
• Analyse de déclaration : demandes d'analyse de déclaration	138
• Groupe d'intervention : missions primaires et secondaires	265
• Enquêtes et scènes d'incendies	4
• Scènes de crimes : (secteurs Ouest et Est)	1 416
• Empreintes digitales : fiches d'empreintes	23 259
• Laboratoire de photographies (photographies imprimées) : photographies imprimées dans toutes les catégories (scènes de crimes, autopsies, prévenus, etc.), et pour tous les organismes (SQ, SM, Laboratoire de sciences judiciaires, etc.) incluant l'arrérage des autres années.	754 496
• Photographies signalétiques	17 793
• Enquêtes – collisions (rapport)	228
• Équipes cynophiles	294
• Techniciens en explosifs (missions)	165
• Plongeurs (missions)	324
• Équipe nautique (missions)	361

NOTE : Statistiques pour l'année civile 2007

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOMBRE D'INTERVENTIONS TECHNIQUES DE LA SQ SUR LE TERRITOIRE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX POUR L'ANNÉE 2007

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

• Polygraphie (dossiers)	144
• Hypnose (sessions)	12
• Analyse de déclaration	60
• Groupe d'intervention	29
• Enquêtes et scènes d'incendies	4
• Scènes de crimes	171
• Empreintes digitales	16 380
• Photographies signalétiques	10 163
• Enquêtes – collisions (rapport)	40
• Équipes cynophiles	101
• Techniciens en explosifs (missions)	61
• Plongeurs (missions)	59
• Équipe nautique (missions)	4

NOTE : Statistiques pour l'année civile 2007



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDES DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LA RÉPARTITION AU 31 MARS 2008 DES MEMBRES DES ESCOUADES RÉGIONALES MIXTES
AINSI QUE LE BUDGET ANNUEL ACCORDÉS, PAR LIEUX D'AFFECTATION

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Les escouades régionales mixtes (ERM) regroupent des policiers de différents services de police municipaux (SPM et Autochtone), fédéral (GRC) et de la Sûreté du Québec. La répartition des membres au 31 mars 2008 est la suivante :

<u>ERM</u>	<u>NOMBRE DE POLICIERS PARTICIPANTS</u>			<u>SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX / AUTOCHTONE</u>
	SQ : 6	GRC : 2	SPM : 3	
Mauricie				Trois-Rivières
Outaouais	SQ : 6	GRC : 2	SPM : 4	Gatineau, MRC des Collines
Québec	SQ : 7	GRC : 4	SPM : 7	Lévis, Québec
Estrie	SQ : 5	GRC : 2	SPM : 5	Granby, Magog, Sherbrooke
Saguenay	SQ : 4	GRC : 2	SPM : 4	Saguenay
Montréal	SQ : 8	GRC : 4	SPM : 13	Longueuil, SPVM, Roussillon, Richelieu
Rive – Nord	SQ : 7	GRC : 4	SPM : 13	Blainville, Laval, Repentigny, Joliette, Ste-Thérèse de Blainville, St-Jérôme
UMESCOA (Budget alloué ne supporte que les membres SQ)	SQ : 4	GRC : 15	SPM AUTOCHTONE : 6	Manawan, Kitigan Zibi, Kativik, Restigouche, Wendake et Pikogan

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LA RÉPARTITION AU 31 MARS 2008 DES MEMBRES DES ESCOUADES RÉGIONALES MIXTES AINSI QUE LE BUDGET ANNUEL ACCORDÉS, PAR LIEUX D'AFFECTATION

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Le budget du Service de la coordination des projets conjoints se répartit comme suit :

Mauricie	573 993 \$	
Outaouais	604 120 \$	
Québec	1 175 000 \$	
Estrie	600 424 \$	
Saguenay	755 000 \$	
Montréal	1 911 994\$	
Rive – Nord	1 005 750\$	
Division des projets de partenariat en enquêtes criminelles	600 000 \$	
Service de la coordination	38 319 \$	
Opérations spéciales / Service de soutien aux escouades	1 000 000 \$	
TOTAL :	8 264 600 \$	

SÛRETÉ DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
PÉRIODE DU 2007-04-01 AU 2008-03-31

QUESTION : Nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2007-2008											
	OPÉRATIONS RÉGULIÈRES							OPÉRATIONS SPÉCIALES		TOTAL HEURES EFFECTUÉES	
	Présence à la cour 55	Détection 30	Drogues et stupéfiants 22	Sécurité routière 10	Patrouille préventive 65	Autre travail policier 50	Présence postes MRC 85	Autres			
DISTRICTS											
Bas-St-Laurent, Gaspésie, Iles Mad. (dist.1)	7 628	20 152	1 717	2 843	168	2 955	15 105	1 218	24 347	76 133	
Saguenay, Lac-St-Jean (district 2)	3 168	5 685	1 251	2 722	101	905	6 993	529	34 076	55 430	
Québec (district 3)	6 558	16 343	3 835	8 534	64	857	11 877	614	32 699	81 381	
Mauricie, Centre-du-Québec (district 4)	9 002	19 536	3 957	3 219	2 765	2 719	15 475	1 858	32 212	90 743	
Estrie (district 5)	3 333	8 260	2 791	2 540	20	1 950	13 480	528	16 681	49 583	
Montréal, Laval, Laur. Lanaud. (district 6)	9 659	18 690	1 808	2 345	4 348	2 218	30 622	1 703	82 288	153 681	
Outaouais (district 7)	3 511	7 008	620	494	2 919	1 229	2 925	264	52 577	71 547	
Abitibi, Témiscam., Nord du Québec (dist.8)	3 096	11 606	1 705	2 902	290	2 369	8 335	1 037	51 547	82 887	
Côte-Nord (district 9)	2 731	5 925	760	2 983	411	1 070	11 734	817	29 238	55 669	
Montréal (district 10)	8 443	28 225	3 122	2 252	1 947	1 995	28 305	553	39 466	114 308	
S/total - districts	57 129	141 430	21 566	30 834	13 033	18 267	144 851	9 121	395 131	831 362	
G.Q.G.											
Direction générale	37	0	0	0	0	2 038	728	31	366	3 200	
Administration	0	0	25	0	0	0	0	0	164	189	
Développement et affaires institutionnelles	8	1 911	0	27	0	0	0	648	11 738	14 332	
Enquêtes criminelles	0	216	0	0	0	0	0	0	241 478	241 694	
Surveillance du territoire	523	5 306	688	3 012	539	7 420	19	1 171	96 321	114 999	
S/total - GQG	568	7 433	713	3 039	539	9 458	747	1 850	350 067	374 414	
TOTAL - S.Q.	57 697	148 863	22 279	33 873	13 572	27 725	145 598	10 971	745 198	1 205 776	
%	4,77%	12,35%	1,85%	2,81%	1,13%	2,30%	12,08%	0,91%	61,80%	100,00%	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES NOUVEAUX OFFICIERS ET AGENTS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET DE CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROMOTION, PAR POSTE, POUR L'ANNÉE 2007-2008 AVEC, DANS LE CAS
DES NOUVEAUX AGENTS, LEUR PROFIL DE FORMATION

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Promotions et nouveaux officiers

Inspecteur-chef	5	Audette Jean Fortin André	Piquette Jasmin Poulin Benoît	Rioux Denis
Inspecteurs	12	Carmel-Tremblay Nadine Forget Michel Gervais Ghislain Goulet André	Grenier Mario Maurizio Lino Ouellet Gervais Pellerin Luc	Proulx Sylvain Roux François Simard Pierre Théberge Marc
Capitaines	23	Bouchard André Bouchard Yves Côté Martin Gilbert Raymond Paré Pierre Tremblay Gino	Dubé Gilles Dubé Patrick Dussault Yanick Dufour Pierre Leblanc François Senay Yves	Beaupré Gilles Boisvert Michel Finet Jean Meunier Bernard Piché Jacques Potvin Jimmy Gaudreau Frédéric Laliberté Luc Robitaille Jean-Marc Smith Mario Therrien Marc

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES NOUVEAUX OFFICIERS ET AGENTS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET DE CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROMOTION, PAR POSTE, POUR L'ANNÉE 2007-2008 AVEC, DANS LE CAS
DES NOUVEAUX AGENTS, LEUR PROFIL DE FORMATION

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Promotions et nouveaux officiers

Lieutenants	49	Chabot Denis Cossette Jean-Pierre Côté Francis Desmeules Jean-Marc Doré Donald Gauthier Patrice Langlois Daniel Landry Martin Nolin Denis Paquin Alain Parent Éric Plourde Christian Rondeau Daniel	Angers Robert Cayer René Chalifoux Serge Lavigne René Lemelin Éric Perreault Alain Racine Alain Sigouin Pierre St-Pierre Claude Tardif Michel Vandal Serge Vézina Roger	Arès Sylvain Bellemare Éric Boyle Peter Desgagnés Claude Di Bartolo Giulia Durocher Marc Gilbert Mario Hébert Martin Lambert Daniel Langevin Alain Rousseau Pierre Séguin Ginette	Charrette Mario Doucet Sylvain Ferland Yanick Fournier Michel Guay Simon Jean Daniel Pelletier Jean-Pierre Lachance Benoît Landry Luc Martin Marie-Chantale Paquin Joël Renaud Charles
TOTAL	89				

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES NOUVEAUX OFFICIERS ET AGENTS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET DE CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROMOTION, PAR POSTE, POUR L'ANNÉE 2007-2008 AVEC, DANS LE CAS DES NOUVEAUX AGENTS, LEUR PROFIL DE FORMATION

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Promotions et nouveaux sous-officiers

Sergents 140 Voir annexe 1

Nouveaux policiers

Embauche :
- agents variables : 231

Profil de formation académique pour les nouveaux policiers:

Niveau universitaire : 36
Niveau collégial : 195

**MEMBRES AYANT ÉTÉ PROMUS D'AGENT À SERGENT
ENTRE LE 1ER AVRIL 2007 ET 31 MARS 2008**

ANNEXE 1

116

<i>Nom</i>	<i>Prénom</i>	<i>Matricule</i>	<i>Date d'affectation</i>
Arsenault	Yves	9431	2007-07-21
Arteau	Richard	8185	2007-09-28
Audette	Eric	9420	2007-08-24
Ayotte	Stéphane	9261	2007-06-01
Baron	Alain	8615	2007-09-19
Beaulieu	Benoît	9698	2007-11-12
Bédard	Marco	8252	2007-09-01
Berger	François	8457	2007-09-28
Bergeron	Dominic	11417	2007-08-30
Bernier	Christian	10018	2007-10-07
Bernier	Luc	10395	2007-12-13
Bertrand	Mario	8435	2007-10-06
Bertrand	Stephen	8596	2007-10-10
Bessette	Martin	10648	2008-03-25
Bigras	Serge	9527	2007-09-23
Bigras	Guy	10649	2007-09-27
Bilodeau	Stéphane	9448	2007-04-13
Bilodeau	Pascal	10622	2007-10-07
Bock	Martin	9816	2007-09-16
Boisclair	Patrice	7739	2007-06-13
Boisvert	Jean-Bruno	10872	2007-11-23
Boisvert	Jean-Bruno	10872	2008-01-11
Bolduc	Bruno	8724	2007-07-13
Boulanger	Geoffroy	11589	2008-01-11
Bournival	Steve	10244	2007-08-03
Brisson	Karine	11344	2007-12-05
Brossard	Jean-Luc	10279	2007-05-30
Cadieux	Steve	11161	2007-09-13
Carier	Patrice	9801	2007-11-08
Caron	Gérard	9592	2007-07-01
Chabot	Marcel	8366	2007-07-18
Charbonneau	Jacinthe	8871	2007-08-26
Chiasson	Douglas	9026	2007-09-28
Chouinard	Yves	10033	2007-10-16
Corbin	Eric	10192	2007-11-30
Côté	François	10624	2007-09-24
Côté	Gilles	7357	2007-09-28
Côté	Pierre-Antoine	11661	2007-10-12
Couture	Pierre-André	9721	2007-09-10
D'Astous	Pierre	7177	2007-06-18
Deroy	Shirley	10250	2007-10-16
Desbiens	Sonia	10564	2007-10-10
Desjardins	Stéphane	8867	2007-07-30
Drouin	Pierre	7941	2007-06-20
Dubuc	Martin	10414	2007-10-17
Dumouchel	Alain	7528	2007-04-20
Dupuis	Nathalie	9336	2007-10-17
Ferland	Jean	11016	2007-09-25
Fleurent	Daniel	8086	2008-01-18
Fournier	Patrick	10225	2007-09-28
Gagnon	Steeve	8730	2007-07-15
Gagnon	Jacques	7924	2007-07-18
Gagnon	Stéphane	8523	2007-09-26
Gamache	Marc	10354	2008-03-14
Gascon	Robert	10881	2007-05-26
Gauthier	Pascal	9217	2007-11-30
Gauvin	Gilles	7697	2007-06-20
Gervais	Raymond	11018	2007-08-03
Gervais	Steve	11440	2008-02-17
Gignac	Eric	8374	2007-11-12
Girard	Dany	8849	2007-08-30
Godin	Jacques	10260	2007-10-17
Gomez Del Prado	Gregory	11167	2007-12-15
Gould	Keith	10434	2007-11-30
Grenier	Steeve	11116	2007-07-20
Grenier	Steeve	11116	2007-07-21
Grenier	Maxime	9756	2007-10-08
Grenier-Lafontaine	Caroline	11260	2007-12-05
Guérard	Simon	9958	2008-03-14
Harrison	Marco	8790	2007-07-06
Harvey	Pascal	11673	2007-06-29
Hudon	Carl	9604	2008-01-24

**MEMBRES AYANT ÉTÉ PROMUS D'AGENT À SERGENT
ENTRE LE 1ER AVRIL 2007 ET 31 MARS 2008**

ANNEXE 1

117

<i>Nom</i>	<i>Prénom</i>	<i>Matricule</i>	<i>Date d'affectation</i>
Isabelle	Martine	9162	2007-10-29
Jacques	Frédéric	11232	2007-09-29
Jacques	Luc	8166	2007-10-09
Jones	John	9851	2007-06-20
Juneau	Denis	8872	2007-09-30
Kemp	Joyce	11367	2007-10-29
Labelle	Michel	7882	2007-09-26
Laberge	Martine	11308	2007-11-22
Lacasse	Eric	11115	2007-10-16
Lachance	Jocelyn	8473	2007-09-01
Lacroix	Simon	11111	2007-07-21
Lacroix	Simon	11111	2007-10-10
Laliberté	Nancy	9719	2007-10-05
Lamontagne	Réjean	7496	2007-09-19
Larochelle	Dany	9823	2008-02-29
Lemaire	Hugues	10758	2007-04-06
Lemire	Gabriel	11973	2007-11-02
Lerossignol	Luc	10460	2007-11-12
Lesage	Annie	9406	2007-05-01
Lévesque	Christian	9405	2007-09-10
Lortie	Yves	10962	2007-05-09
Loubert	Eric	9628	2008-01-24
Luneau	Brigitte	9642	2008-01-18
Maheu	Nancy	10337	2007-11-05
Maranda	Mario	8037	2008-01-11
Marchand	Gilles	7913	2007-09-28
Marquis	Sonia	9423	2007-08-25
Martel	Nadine	11428	2007-09-29
Martel	Claude-Charles	11061	2007-11-01
Métivier	Andrée	10091	2007-11-09
Michaud	Eric	9415	2007-09-25
Monette	Jean-Sébastien	10238	2007-11-20
Mongeon	Pascal	9366	2007-06-22
Morin	Pascal	11083	2007-04-02
Paquet	Patrick	10382	2007-11-12
Payant	Jean-Marc	10988	2008-02-29
Peat	Carolynne	9488	2007-11-16
Pelletier	Karl	9680	2007-09-01
Pigeon	Mathieu	11552	2007-08-12
Pigeon	Mathieu	11552	2007-09-01
Pilote	Richard	7507	2007-11-12
Pitre	Janie	11782	2007-10-20
Plante	Marc-André	11135	2007-04-07
Proulx	Mario	11217	2007-11-09
Quévillon	Alain	11341	2007-11-23
Raiche	Kevin	9974	2007-06-20
Rankin	Terry	11305	2007-10-08
Reggi	Roberto	8468	2007-07-13
Riendeau	Richard	8119	2007-10-06
Ritchot	Denis	8834	2007-09-28
Robillard	Eric	8890	2007-08-25
Rochette	Bernard	10822	2007-12-01
Sarrazin	Jean	8362	2007-09-28
Savard	André	9822	2007-08-27
Savard	André	9822	2007-09-28
Simard	Julien	8226	2007-09-28
Soucy	Rock	10183	2008-02-08
St-Amant	Louis	11180	2007-11-23
Tardif	Richard	7938	2007-04-20
Thibault	Michel	8750	2008-03-08
Thiffault	Serge	11118	2007-07-20
Thiffault	Serge	11118	2007-07-21
Tremblay	Cynthia	10965	2007-06-29
Trottier	Marc	11508	2008-02-13
Verrette	Simon	11300	2007-11-03
Viau	Daniel	10136	2007-04-06
Viegas	José-Marcos	9738	2007-09-28
Viviers	Pierre-Mathieu	11358	2007-11-15

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES PROCUREURS QUI ONT TRAVAILLÉ SUR DES DOSSIERS DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE POUR LA DÉFENSE DES POLICIERS, LISTE DE CES DOSSIERS ET LEUR CONCLUSION, LA RÉMUNÉRATION DE CES PROCUREURS POUR LA PÉRIODE 2007-2008, AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

NOM DE L'AVOCAT OU DE LA FIRME	RÉMUNÉRATION COMPTABILISÉE DU 1 ^{er} AVRIL 2007 au 31 MARS 2008 (\$)
M ^e Normand Bibeau Boisvert, De Niverville & Associés Cain, Lamarre, Casgrain, Wells Castiglio & Associés M ^e Mario Coderre Trudel, Nadeau, Avocats SENC	832 270 651 206 416 17 542 291

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

ÉVALUATION DES COÛTS ENGENDRÉS PAR LES MOYENS DE PRESSION DES POLICIERS DE LA SQ EN VUE DU RENOUELEMENT DE LEUR CONVENTION COLLECTIVE, PAR RÉGION. DÉTAILLER L'IMPACT DIRECT OU INDIRECT SUR LES BUDGETS 2007-2008 ET 2008-2009

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

MOYENS DE PRESSION	DATE
Il n'y a pas eu de moyens de pression en 2007-2008 et nous n'anticipons pas de moyens de pression pour 2008-2009.	

NOMBRE DE CRIMES RAPPORTÉS ET SOLUTIONNÉS, PAR CATÉGORIE DE CRIMES (CONTRE LA PERSONNE, CONTRE LA PROPRIÉTÉ, DROGUE ET AUTRES) SUR LE TERRITOIRE DE LA SQ ET CELUI DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX POUR LA PÉRIODE 2007-2008

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir le cahier du ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LE NOMBRE DE FUGUES RAPPORTÉES ET SOLUTIONNÉES, PAR RÉGION, SUR LE TERRITOIRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET CELUI DES CORPS DE POLICE
MUNICIPAUX POUR LA PÉRIODE 2007-2008

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

DISTRICTS	DOSSIERS DE DISPARITIONS (INCLUANT LES FUGUES) POUR L'ANNÉE CIVILE 2007 DONT LA SÛRETÉ DU QUÉBEC EST RESPONSABLE		
	TOTAL DES DISPARITIONS	DISPARITIONS LOCALISÉES	DISPARITIONS NON LOCALISÉES
Bas-Saint-Laurent–Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	185	183	2
Saguenay–Lac-St-Jean	181	179	2
Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	203	203	4
Mauricie–Centre-du-Québec	555	548	7
Estrie	147	145	2
Montréal–Laval–Laurentides–Lanaudière	348	343	5
Outaouais	155	148	7
Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec	656	649	7
Côte-Nord	265	263	2
Montréal	594	590	4
TOTAL	3 289	3 251	42

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
FACTURES DES SERVICES DE LA SQ POUR CHACUNE DES MUNICIPALITÉS EN 2007 ET LES PRÉVISIONS POUR 2008

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir le cahier du ministère de la Sécurité publique.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009**

COÛTS POUR ASSURER LA SÉCURITÉ LORS D'ÉVÉNEMENTS TENUS AU QUÉBEC À L'INITIATIVE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL POUR LES PÉRIODES 2006-2007 ET 2007-2008, VENTILÉS PAR ÉVÉNEMENTS ET PAR ORGANISME GOUVERNEMENTAL

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: Sûreté du Québec

Voir le cahier du ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

EFFECTIFS ADDITIONNELS EMBAUCHÉS POUR LA PÉRIODE 2007-2008 PAR LE SERVICE DE PROTECTION DES PERSONNALITÉS POUR LA PROTECTION DES MINISTRES ET
COÛTS ENGENDRÉS PAR CEUX-CI

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir le cahier du ministère de la Sécurité publique.

COPIE DE TOUTE CORRESPONDANCE CONCERNANT LES ESCOUADES RÉGIONALES MIXTES POUR LA PÉRIODE 2007-2008

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Cette demande concerne des correspondances qui sont de nature opérationnelle ou administrative. Cependant, le facteur commun est que tout échange à l'intérieur de ces escouades, concerne des dossiers qui sont, soit sous enquêtes (Opérations spéciales) ou sous procédures à la Cour criminelle.

À cet effet, nous considérons que les impacts liés à cette divulgation sont majeurs et concernent la sécurité des personnes impliquées, la préservation de preuves ou des restrictions liées à la Loi sur l'accès à l'information. Nous concluons ainsi que ces documents sont de nature confidentielle.

LISTE DES MUNICIPALITÉS DESSERVIES PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, COPIE DES CONTRATS ET MONTANT FACTURÉ À CHACUNE D'ELLE POUR 2007-2008

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir le cahier du ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LE NOMBRE D'HEURES ET LE TAUX D'ABSENTÉISME PAR POSTE ET AU TOTAL À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC POUR LA PÉRIODE 2006-2007 ET 2007-2008

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Tableau des absences des membres policiers à la Sûreté du Québec
Pour la période du 2007-04-01 au 2008-03-14

Catégories d'absences	Nb jours d'absence	Importance des absences
Maladies	66 902	59,8%
Parentaux: maternité paternité	14 649 6 696	13,1% 6,0%
CSST et SAAQ	8 204	7,3%
Sans solde: congé sans solde traitement diff sans solde	1 049 4 250	1,0% 3,8%
Relevé et suspension	4 624	4,1%
Déménagement	2 699	2,4%
Sociaux	1 728	1,5%
Syndicales	1 157	1,0%
Total	111 958	100,0%

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TOTAL ET DÉTAIL DES MONTANTS FACTURÉS AUX VILLES PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS D'ASSISTANCE AUX SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX DE CES VILLES
TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucun

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

ÉTAT DE L'AUTOFINANCEMENT DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUITE À LA RÉFORME DE LA CARTE POLICIÈRE AINSI QUE LES COÛTS ESTIMÉS DE LA RÉFORME À CE JOUR

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Le « Règlement sur la somme payable par les municipalités pour les services de la Sûreté du Québec », modifié en décembre 2006, établit la contribution des municipalités au financement des coûts de la desserte policière à 57% en 2007, 55% en 2008 et 53% en 2009 et les années subséquentes, du coût réel moyen d'un policier de la Sûreté du Québec au Fonds des services de police (FSP).

